

CULTURE

Les crédits de l'Etat pour la culture ont donc été quasi doublés dans l'actuel budget. Jean-Pierre Fourcade n'en éprouve pas moins quelques craintes, y compris celle d'une nationalisation de fait des organismes culturels. Jacques Rigaud, quant à lui, croit profondément à la nécessité de développer, à côté de la politique culturelle de l'Etat, ce qu'il appelle un mécénat d'entreprise dans lequel il voit d'ailleurs pour l'entreprise en question un moyen de se renouveler. Yves Brunsvick, pour sa part, insiste, dans l'esprit des propos tenus le 1^{er} septembre 1981 par M. Mitterrand, sur la nécessité de donner en priorité au développement une dimension culturelle.

La vraie révolution

par YVES BRUNSVICK (*)

A U cours d'une réunion récente, consacrée au dialogue des cultures, entre Européens et Africains, l'un d'entre nous, et non des moindres, a longuement insisté, à juste titre, sur le sentiment de malaise que nous éprouvons en commun à l'égard de la situation du monde actuel, malaise d'une époque que secouent les profondes déséquilibres existant entre les différentes régions de la planète et qu'aggrave la remise en cause de systèmes de valeurs de plus en plus contestés.

Pour les uns, force était de constater qu'ils se trouvaient face à des urgences de plus en plus dramatiques, que les modèles de référence qui leur avaient été proposés jusqu'ici avaient plus ou moins fait faillite, et que les espérances de développement, fondées sur l'idée d'un rattrapage économique à l'égard des réussites occidentales, n'étaient que mirage.

Pour les autres, la conscience qu'ils avaient de la situation actuelle du monde leur révélait que le temps des miracles était révolu, que la crise n'était pas conjoncturelle et que c'était bien à un changement d'époque qu'il convenait de faire front dans un environnement international de plus en plus chaotique.

Or, dans le discours qu'il a prononcé le 1^{er} septembre 1981, au sein des travaux de la session extraordinaire des Nations unies consacrée aux pays les moins avancés, le président de la République a énuméré les conditions qui doivent présider au développement.

« Enfin, a-t-il dit, la recherche du mieux-être accompagnée par un effort pour préserver l'identité des peuples et promouvoir leur communication... Comment empêcher la technologie, facteur de domination pour les uns, d'aliénation pour les autres, de s'imposer à la culture? Souvenons-nous qu'à négliger les cultures, on se condamne à se durcir, à se figer, à donner d'elles-mêmes une

mauvaise image de caricature, simplement pour ne pas mourir. »

En se prononçant ainsi clairement, M. François Mitterrand a proposé une autre conception des relations entre les peuples, et il l'a fait en rappelant que la coopération pour le développement ne pouvait être viable sans que soient prises en considération ses dimensions culturelles.

Réagissant aux conclusions proposées sur la façon de promouvoir ce dialogue, dans une lettre qu'il m'adressait il y a quelques mois, Henri Janne (1) m'écrivait : « C'est un fait qu'un économiste universel s'est substitué aux finalités culturelles en Europe et, par la suite, dans toutes les sociétés qui se sont industrialisées quel que soit le système économique et social dont elles se réclament... C'est en réalité une anti-culture qui tend à supprimer les identités culturelles vraies, y compris celles de l'Europe. »

Cet éminent correspondant écrivait ensuite à dénoncer la déviation qui, au nom de l'efficacité, tend à tout normaliser selon le même patron et fait de la culture l'instrument du développement économique inversement en quelque sorte l'ordre des facteurs.

Où, ce sont les finalités du développement qui doivent être culturelles, et c'est l'économie qui doit en être l'instrument. Une société doit être à même de créer ses propres projets culturels et c'est cette préminence culturelle, cette prise en considération des valeurs consensuelles, c'est ce changement absolu de l'ordre des facteurs qui est une des clés d'un vrai changement dans les rapports économiques internationaux. Prenons acte du fait qu'elle apparaît comme une des idées-forces de la politique française à l'intérieur comme à l'extérieur. Souhaitons qu'elle devienne aussi une des doctrines de la République française pour l'éducation, la science et la culture.

(*) Secrétaire général de la commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture.

nées de la politique européenne à l'égard du tiers-monde.

« Donner les moyens de survivre mais aussi de se développer », là est la vraie révolution, celle qui doit se traduire dans les actes comme dans les faits par l'importance accordée au culturel et par le rôle d'instrument reconnu au développement économique, scientifique et technique. Bien entendu, il ne s'agit pas de verser dans un culturalisme qui puisse servir d'alibi au laisser-faire économique ; la prudence manifestée à l'égard de la technique n'a rien de négatif ; ce n'est pas parce que l'on réfléchit au rôle déséquilibrant de la puissance technologique dans la société industrielle qu'il faut renoncer à la technique, qu'on doive pour autant rejeter la technique ou renier ce que l'esprit scientifique occidental peut encore apporter au monde. Nous savons que la science et la technique peuvent offrir, à terme, des solutions, économiquement et culturellement viables, à la plupart des problèmes qui nous assaillent. Nous sommes convaincus que l'informatique, la télématique, le microprocesseur pourraient contribuer au progrès, si nos sociétés étaient conscientes que ces techniques nouvelles ne peuvent être appréhendées que dans la perspective qui vient d'être définie, c'est-à-dire en fonction des projets culturels propres à chaque société, au-delà de l'économisme dévorant des financiers.

C'est à ce prix qu'une nouvelle déontologie de la coopération pourra être élaborée en commun et construite par pans successifs en vue d'une approche globale du développement ; c'est à cette condition qu'on peut imaginer un ordre économique juste, qui ne soit pas une vue de l'esprit, une duperie ou une illusion.

(1) Recteur honoraire de l'université de Bruxelles, ancien ministre de l'éducation nationale et de la culture, Henri Janne a présidé la commission de la République française pour l'éducation, la science et la culture.

Le mécénat d'entreprise

(Suite de la première page.)

Nous lisons souvent l'histoire avec les préjugés du passé récent. C'est ainsi qu'on croit à tort qu'en France le financement des activités culturelles a toujours été assuré par la puissance publique. Cependant, entre Louis XIV et Malmou, des générations de princes, d'évêques, de financiers, d'industriels et de braves bourgeois ont soutenu, avec un désintéressement inégal, la création intellectuelle et artistique. Et même au vingtième siècle, l'édition, la peinture, le cinéma, la musique, l'architecture, ont longtemps connu leurs plus grands succès par la conjonction des commandes et des aides que des entrepreneurs avisés ou aventureux consentaient aux créateurs.

Mais il vult que l'art contemporain, dans toutes ses formes, est devenu un art de rupture et souvent de provocation qui a effrayé ou découragé les mécènes, et souvent le public, et que le jeu impitoyable des mécanismes du marché a compromis le libre développement des activités culturelles. L'Etat en est donc venu à une intervention généralisée qui n'a que partiellement compensé les soutiens privés défaillants, tout en suscitant des espoirs déçus en même temps que des comportements passifs et marginaux d'assistés de la part des gens de culture.

Ni rival ni déviation

On en est ainsi arrivé à la situation critique de la fin des années 70 : une vie culturelle sous perfusion, où l'on voyait à la fois un Etat essouffé, méfiant et sans inspiration se désengager du champ culturel où il avait auparavant ensemencé l'initiative et l'espérance, tandis que les institutions culturelles de toute nature s'épuisaient à quêter partout de problématiques ressources.

Dans le même temps, un certain nombre de dirigeants d'entreprises, par ailleurs hommes de culture mais aussi entrepreneurs intelligents, comprenant que l'ignorance mutuelle des milieux économiques et culturels aboutissait à un appauvrissement général et privait en tout cas l'entreprise du stimulant de créativité, du rapport à l'insolite que peut engendrer le contact avec ceux dont c'est le métier d'inventer et de diffuser les formes et les expressions de la sensibilité moderne dans tous les domaines de l'art et de la culture.

C'est dans ce contexte que nous avons lancé un mouvement en faveur du mécénat d'entreprise. Non pas assurément pour venir à la rescousse d'un Etat nécessairement ou pour procurer des émotions fortes à des patrons déprimés. Mais par une révolte du bon sens : dans une démocratie pluraliste, il n'est pas sain que

le développement culturel dépende des seuls fonds publics, de l'inspiration des ministres et des marottes des bureaux ; et il est absurde que n'existe plus aucune relation vraie entre le monde des créateurs de la culture et celui des créateurs de l'économie, et que, quand par hasard ils se rencontrent, ils se regardent de travers. Tout cela est vraiment trop bête.

Il faut reconnaître que les événements ont, d'un certain point de vue, facilité notre action de persuasion. On a vu depuis quelques mois l'Etat se ressaisir et relancer, avec des moyens accrus, la politique culturelle, tandis que l'entreprise, tour à tour bousculée et courtoisée, s'interroge sur sa place dans la société.

Dans ce contexte, le mécénat d'entreprise prend une signification plus claire.

N'ayant pas été conçu comme le complexe d'un désengagement de l'Etat en matière culturelle, mais comme une libre prise d'initiative, le mécénat, loin de se sentir démoobilisé par le renouveau de la politique culturelle, est plus nécessaire que jamais.

A l'heure de la décentralisation, c'est-à-dire de la multiplication des pôles d'initiative, il importe que l'Etat ne soit pas seul à donner son impulsion à la politique culturelle. On a beaucoup parlé de « partenaires sociaux ». Il faut aussi des « partenaires culturels » : collectivités locales, syndicats, universités, médias, associations et entreprises doivent prendre l'initiative en matière culturelle. Un ministre de la culture qui se respecte préférera toujours le foisonnement au désert culturel. Il doit considérer le mécénat non comme un rival ou une déviation, mais comme une chance pour la culture. Et l'on se doit de dire que telle est bien la disposition d'esprit de Jack Lang et, avec lui, de l'actuel gouvernement.

Quant à l'entreprise, il ne s'agit pas de lui présenter le mécénat comme une parafiscalité d'un nouveau genre ou comme un système d'indulgence pour le rachat de ses péchés. Le mécénat, c'est l'une des formes de l'interrogation de l'entreprise sur elle-même et sur son rapport à la société. La vérité un peu révolutionnaire qu'il faut proclamer, c'est que l'entreprise a une dimension et une vocation culturelles. Par la communauté humaine qu'elle constitue, par l'ensemble des produits qu'elle fabrique et des signes qu'elle émet, par tous ses impacts sur l'environnement physique et social, l'entreprise, de quelque nature qu'elle soit, engendre, en termes culturels, des nuisances ou des bienfaits, directs ou dérivés.

De l'architecture des sièges sociaux ou des usines à la qualité de son design, de l'ambiance des ateliers à l'image française qu'elle diffuse dans le monde à travers ses pro-

duits, l'entreprise peut avoir un impact culturel négatif, neutre ou positif. Si l'on veut bien admettre cette hypothèse, un domaine neuf d'initiative s'ouvre à l'entreprise, dont peut dépendre tout aussi bien l'évolution des relations sociales que la production, l'amélioration de son image de marque et le renouvellement de sa créativité. Ce n'est pas en gémissant sur le procès qui lui est fait que l'entreprise se justifiera. C'est en s'affirmant, en prenant l'initiative qu'elle convaincra qu'elle n'est pas un rétrograde du capitalisme, mais une composante du progrès de la société dans son ensemble.

Un moyen de renouvellement

Le mécénat d'entreprise, c'est donc, dans le moment très précis de l'histoire sociale où nous nous situons, non pas un gadget, une nouveauté lubie pour cadres gauchistes, c'est l'une des voies de la redécouverte de l'entreprise par elle-même, l'un des champs où s'éprouvera sa capacité à innover, à inventer. A travers la reconnaissance et la prise en compte de sa responsabilité culturelle, l'entreprise peut se renouveler.

Dans ce contexte, le mécénat est à inventer, à créer, à faire vivre. Il ne s'agit pas, pour les chefs d'entreprise, d'aller se faire inscrire, pour se faire bien voir, sur une liste officielle de bienfaiteurs, ou d'avoir leurs clients culturels comme les bonnes dames de jadis avaient leurs pauvres.

Le mécénat doit être une démarche endogène de l'entreprise tout entière, et pas seulement de ses dirigeants ou de son comité d'entreprise. Il s'agit d'ouvrir un dialogue avec les artistes, des gens de culture, de découvrir ensemble des domaines de coopération, d'échange, de recherche en commun. On serait surpris, en analysant des exemples vécus en France même — car le mécénat existe, nous l'avons rencontré — de voir la diversité et la fertilité des initiatives prises en matière culturelle par des entreprises petites ou grandes, publiques ou privées ; une exposition qu'Admiral organisera à l'automne, lors de ses trois-vingt-cinquièmes assises, tentera de montrer visuellement cette vitalité du mécénat.

Il reste évidemment beaucoup à faire pour que le mouvement cesse d'être marginal, voire suspect. Les actionnaires, les syndicats, le fisc, regardent souvent d'un drôle d'œil ces sommes, même minimes, que l'on consacre à un objet sans rapport direct ou apparent avec l'objet social. Pour un peu, on parlerait d'abus de biens sociaux. C'est là qu'il faut démontrer que toute action de mécénat comporte nécessairement une motivation désintéressée, mais éminemment profitable, et qui va, il faut oser le dire, dans le

sens de l'intérêt bien compris de l'entreprise. Il faut, à ce stade, bien distinguer les actions de publicité, de promotion, de patronage qui tendent directement et expressément à exalter les produits et les marques de l'entreprise — et qui peuvent d'ailleurs, à l'occasion, avoir un caractère culturel — et les actions de mécénat qui sortent de ce cadre connu et utilitaire et ont pour objet direct de favoriser une activité de création ou de diffusion culturelle, interne ou externe à l'entreprise.

Cette distinction est de l'ordre de la déontologie. Elle est indispensable. Mais elle ne condamne pas le mécénat à la clandestinité ou au désintéressement absolu du donateur anonyme ou du pécuniaire à cagoule. Acte de notoriété, brevet de prestige, preuve de vitalité, le mécénat n'est d'ailleurs que la forme la plus spectaculaire d'affirmation de l'existence de l'entreprise.

Le mécénat peut avoir autant de champs d'application qu'en a la culture (pour ne pas parler d'autres domaines comme la recherche, la santé, l'environnement, qui sortent de notre réflexion propre) ; il peut s'appliquer au patrimoine, à toutes ses formes (et, comme responsable du futur musée d'Orsay, je serai le dernier à nier son importance sous cet angle). Mais c'est peut-être sur le terrain de la création que l'entreprise et la culture peuvent le mieux se rencontrer, en partageant le risque qu'est toute création dans quelque domaine que ce soit.

On n'a pas, jusqu'ici, parlé de fiscalité. C'est délibérément. Par un travers bien français, on n'imagine pas pouvoir agir sans l'autorisation de l'Etat ou son appui. Nous nous sommes refusés à cette démarche : non que la fiscalité du mécénat en France soit satisfaisante. Mais il paraît indispensable d'aborder le problème par le fond, et non par un biais de forme. Le mécénat doit exister avant de revendiquer des droits.

Déjà l'Etat prend acte du mouvement. A l'initiative des ministres de la culture et du budget, les œuvres culturelles sont expressément reconnues parmi celles qui peuvent bénéficier des déductions autorisées par l'article 238 bis du Code général des impôts pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés. Il faudra bientôt aller plus loin et étendre la portée des déductions.

Mais, si important que soit ce geste attendu, il n'est pas l'essentiel. Ce qui compte, c'est qu'en cette fin de siècle où la culture sera un enjeu essentiel des créateurs de la culture et ceux de l'économie se reconnaissent comme partenaires et s'aventurent ensemble, dans le respect mutuel de leur indépendance et de leur dignité, sur le chemin du risque et de l'invention.

JACQUES RIGAUD.

A propos du renouveau culturel

par JEAN-PIERRE FOURCADE (*)

S'IL est un domaine où, contrairement à l'apparence, il faut disposer de moyens solides et stables, c'est bien la culture. L'annonce du quasi doublement des crédits de l'Etat (6 milliards en 1982 contre 3 en 1981) et de l'attente prochaine du cap de un pour cent des dépenses budgétaires a donc satisfait tous ceux pour qui la culture est une source de création authentique, un patrimoine précieux, un témoignage enviable du génie français.

Pour le reste, cependant, et notamment pour les orientations d'action du ministère, peu de surprises nous ont été réservées. Accroître les moyens de la création, sous toutes ses formes, poursuivre la tâche entreprise dans la protection et dans la mise en valeur du patrimoine, aider les collectivités locales et les associations à concevoir et mettre en œuvre leurs projets culturels, accompagner le renouveau musical, réduire les « déserts culturels », les objectifs de M. Lang étaient déjà ceux de ses prédécesseurs. Les moyens consacrés à partir de 1982 à la lecture publique, à l'enseignement des arts plastiques dans les écoles municipales et à la diffusion musicale, étaient demandés de longue date. Si les ministres précédents ne les avaient pas obtenus en totalité, c'était parce que le classement des priorités devait tenir compte d'une gestion budgétaire plus rigoureuse.

Il est donc excessif de la part de M. Lang d'opposer les « ténébreux » culturels de l'avant-10 mai à la clarté qui, selon lui, nous inonde depuis lors. Sur ce terrain, comme sur d'autres, les nouveaux dirigeants se situent dans une certaine forme de continuité par rapport aux gestions précédentes. Le futur Musée de dix-neuvième siècle, dans l'ancienne gare d'Orsay a repris son chemin. Il est toujours prévu que la Villette comprenne un ensemble musical à côté du Musée des sciences et des techniques. Le vieux rêve de l'extension du musée du Louvre dans l'ensemble de son palais n'a-t-il pas été repris par tous les ministres de la culture depuis Malmou?

Le ministère de la culture étant avant tout un instrument de soutien, d'incitation, de tutelle, plus qu'un gestionnaire direct, les dotations aux grands organismes culturels d'Etat (Centre Pompidou, Opéra, théâtres nationaux, musées et palais nationaux) mises à part, il dépense l'essentiel de son budget en coopération avec des entités multiples, dont la vocation est d'être au service du public pour satisfaire la demande de culture : villes, associations de sauvegarde ou d'animation, centres culturels, maisons de la culture, troupes théâtrales, artistes, etc. Ces intervenants attendent d'autant plus du ministère qu'ils se sont lancés dans l'action culturelle avec abnégation et qu'ils se trouvent le plus souvent débordés par le succès qu'ils ont appelé. Des aides de l'Etat, ils recherchent surtout la simplicité et la permanence : ils craignent les accédés bureaucratiques, le temps perdu en démarches et paperasses, l'omnipotence des commissions ou comités qui filtrent les dossiers.

Un véritable dédale

A cet égard, la complexité du régime d'aide à la création mise en place par le ministère pourrait être de nature à rebuter, voire à décourager, les artistes, qui sont souvent des hommes seuls. La nomenclature budgétaire de M. Lang fait apparaître un véritable dédale dans lequel risquent de se perdre les créateurs. De « fonds d'incitation à la création » en « opérations expérimentales de création industrielle », de « fonds de création audiovisuelle » aux multiples « aides aux associations », sans compter les « aides aux expositions d'art plastique ou photographique » ou les « aides aux industries culturelles », à quel guichet devra-t-on déposer son dossier, à quelle procédure sera-t-il obligatoirement de se soumettre ? Dans quels délais les subventions seront-elles versées ?

Les collectivités locales, qui supportent l'essentiel des dépenses d'enseignement plastique et musical, qui ont souvent la charge d'un patrimoine important de monuments historiques, de bâtiments anciens, de salles de spectacle, de musées et de bibliothèques, accueilleront avec joie les crédits que le budget de 1982 met en place à leur intention. Ils augmenteront de plus de 600 millions de francs par rapport aux dotations antérieures. Néanmoins, la procédure utilisée peut faire naître quelques inquiétudes sur la persévérance de l'Etat dans son effort financier.

Cinq cents millions de francs de subventions sont, en effet, regroupés dans une « dotation culturelle régionale » nouvellement créée. Pour l'heure, elles continueront à être distribuées aux collectivités locales en fonction des projets et des besoins exprimés en matière d'action culturelle, de développement de l'art lyrique, de lecture publique, de théâtre, par exemple. Mais, demain, lorsque sera mise en place la deuxième partie du train de décentralisation — la nouvelle répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales — il y a gros à parier que les sommes inscrites en « dotation culturelle régionale » du ministère de la culture se fondront dans la subvention globale de fonctionnement versée à chacune des collectivités prenant en charge ce qui constituera leur domaine exclusif de compétence.

Que peseront alors les besoins culturels parmi les sollicitations multiples, au premier rang desquelles celles nées de la crise et du chômage, auxquelles seront désormais confrontés régions, départements et communes, en charge des intérêts économiques de leur ressort ? Qui pourra inciter les collectivités locales à agir dans le domaine désintéressé de la création ou de l'action culturelle ? Dans l'immédiat, ces perspectives peuvent faire courir à certaines collectivités locales ayant souhaité réaliser d'ambitieux projets culturels avec le soutien de l'Etat, le risque de se retrouver brutalement seules pour supporter le fardeau dont elles se seront chargées en toute bonne foi...

Deux craintes

On me pardonnera si je discerne, dans la clarté diffusée par le nouveau ministère, deux ombres, ou, plutôt, deux craintes.

La première est que l'action poursuivie prenne la pente fréquemment prise par ces organismes qui, ayant longtemps vécu sur de maigres ressources, se trouvent soudainement à la tête de moyens importants. Cette pente conduit souvent au laxisme dans l'allocation des ressources ou à des procédures simplistes comme l'augmentation uniformément accordée à tous les ayants droit. Je sais que telle n'est pas la mentalité des services du ministère de la culture, mais j'ai souvent mesuré, au cours de mes fonctions précédentes, combien les ministères pauvres avaient de mal à ne pas se comporter en « nouveaux riches » quand leurs crédits s'accroissaient.

Ma deuxième crainte est que l'augmentation massive des crédits distribués n'entretienne un mouvement d'écoulement à des doses toujours supérieures d'intervention de l'Etat. Si tel était le cas, ce n'est pas un doublement ni même un quadruplement du budget de l'Etat qui suffirait pour supporter les réalisations entreprises et pour satisfaire une demande longtemps bridée par la parcimonie des dotations précédentes. Etatis par le biais de leurs finances, les organismes culturels risqueraient alors d'être nationalisés dans leur essence. Tout en eux, y compris leur part de rêve et d'irrationnel, procéderait de l'Etat, ou s'y ramènerait.

Rapportant depuis cinq ans au Sénat les crédits de la culture, je souhaite aux hôtes de la Rue de Valois que leur action ne conduise pas à des choix partiaux, à des discriminations ou à des mises à l'écart injustifiées. La culture ne doit et ne peut pas être au service d'une idéologie déterminée, ou alors elle ne serait plus la culture. L'anthropologie et l'histoire ont démontré que, dans toutes les civilisations, l'existence d'une culture transmissible est fondée sur la tolérance, le respect de l'autre et l'accueil de toutes les idées.

Si cette ancienne règle de sagesse était ignorée, il faudrait regretter le temps des vaches maigres, ce temps où quelques individus inspirés et têtus poursuivaient leurs projets, à grand-peine, certes, mais dans la liberté.

(*) Président des clubs Perspectives et Réalités.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde Gérard :

Jacques Pauzet, directeur de la publication, Claude Julien.

Imprimerie du Monde, 3, rue des Juifs, PARIS-XX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

LES EVENEMENTS

La conférence de Malmou

Le Monde

étranger

LES ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE ET LA TENSION EST-OUEST

La conférence de Madrid est très compromise

(Suite de la première page.)

« Le peuple polonais, poursuivit M. Tindemans, a négocié avec patience pour modifier une situation qui avait abouti à un désastre économique et politique. » Répondant aux accusations d'ingérence, il ajouta : « L'acte final d'Helsinki ne peut être compris comme un prétexte pour empêcher une diplomatie européenne de travailler à son gré les problèmes qui lui conviennent à un moment donné. »

Tant M. Haig que M. Tindemans rappelaient les conditions de l'ouest à une relance de la détente : levée de la loi martiale en Pologne, libération des prisonniers et reprise du dialogue avec l'Eglise et la syndical Solidarnosc. Les orateurs ont énuméré point par point l'ensemble des violations des accords d'Helsinki en Pologne. M. Genscher rappelle néanmoins que « la reconnaissance entre les peuples allemand et polonais a été l'un des éléments déterminants du changement de climat en Europe après la seconde guerre mondiale » et qu'« les relations de l'Allemagne fédérale avec

les pays du pacte de Varsovie constituent l'un des fondements de la détente ». Les pays de l'Est, de leur côté, insistent sur la nécessité de poursuivre coûte que coûte le processus de détente, seule option évitant la « guerre froide ». Le représentant polonais affirme que « la Conférence de Madrid n'est pas un tribunal avec des juges et des accusés ». Il présente une longue défense de la légalité des mesures prises par son gouvernement. Il conclut, sans préjudice de la date, que son gouvernement entendait revenir, dès que possible, à une situation normale.

Une caisse de résonance

Le représentant soviétique lui plus attentif. « Ce sont les Etats-Unis qui soutiennent les régimes fascistes partout dans le monde, en Amérique centrale et en Afrique du Sud, et qui veulent donner des leçons de morale », dit-il. Il dénonce « une grande tentative extérieure de déstabilisation de la Pologne organisée par les Etats-Unis ». On remarque du côté occidental, que les Sovi-

tiques concentraient leurs attaques sur Washington, sans mentionner les Européens.

M. Haig répondit dans une conférence de presse. Au sujet du Salvador, il a plus particulièrement affirmé : « C'est la gauche qui repousse l'extérieur le plus d'armement et d'aide militaire. C'est elle qui est responsable de ce que certains considèrent comme un bain de sang. » Interrogé sur le silence américain face aux violations des droits de l'homme en Turquie, il répondit : « C'est la plus grande déformation d'établir un parallèle entre la Pologne et la Turquie. Les militaires turcs ont fait face à un terrorisme extrême. »

Les Américains laissent entendre qu'ils refuseront toute discussion sur les problèmes de la C.S.G.E. tant

que la situation en Pologne n'évoluera pas. Certains pays, comme l'Espagne, rejoignent cette position dure et veulent une suspension la plus rapidement possible, peut-être dès vendredi. D'autres, comme la France, pensent qu'il ne faut pas détruire le dernier forum Est-Ouest, qui peut aussi constituer, la journée de mardi l'a prouvé, une caisse de résonance exceptionnelle pour dénoncer les violations des droits de l'homme.

La plupart des ministres qui n'ont pas pu s'exprimer mardi, et parmi eux M. Chysson, seront de retour à Madrid vendredi. La présidence passera au Portugal, ce qui éliminera des obstacles de procédure. Personne ne sait ce qui se passera ensuite.

THIERRY MALINIAK.

Le soutien du pape à Solidarnosc

(Suite de la première page.)

Autrement dit à ceux qui souffrent et à ceux qui luttent encore pacifiquement pour la démocratie et la liberté des consciences et auxquels le pape donne ainsi son approbation. Puis Jean-Paul II rappelle qu'il avait exprimé l'année dernière, au cours de l'audience accordée à M. Walesa, en présence du délégué polonais auprès du Saint-Siège, sa « joie de savoir que le statut du syndicat libre Solidarnosc avait été approuvé et donc que la légitimité de l'existence et des activités spécifiques de ce syndicat étaient reconnues ». C'est la manière de signifier que les autorités sont revenues sur les engagements que la réalité sociale leur avait imposés.

Le « droit à un syndicat déjà créé et légalisé »

Jean-Paul II ajoute : « Les espoirs momentanément déçus, les difficultés et les obstacles qui se sont créés, les dures restrictions aux diverses libertés (...) ne peuvent pas faire oublier que ce syndicat a acquis et possède toujours le caractère d'une authentique représentation des travailleurs, reconnue et confirmée par les organes du pouvoir. Il est et il reste un syndicat autonome et indépendant, fidèle à son inspiration initiale, refusant la violence même aujourd'hui dans la situation difficile qu'il vit, soucieux d'être une force constructive pour la nation. » Le pape, qui parle aussi à des représentants de syndicats durement réprimés du tiers-monde, rappelle alors que l'Eglise défend « le droit des travailleurs à s'unir » et que les syndicats « assument une fonction spécifique qui n'est pas politique dans le sens de la recherche du pouvoir politique dans la société, mais qui acquiert une importance sociale générale ». « C'est dire, enchaine-t-il, toute la signification des actions par lesquelles les syndicats libres expriment leur solidarité avec les travailleurs polonais. »

« Je partage la conviction, conclut-il, que la restitution du respect effectif et total des droits des hommes du travail et spécialement de leur droit à un syndicat déjà créé et légalisé constitue la seule voie pour sortir de cette situation difficile. Sans ce respect des droits de l'homme, la normalisation de la vie en société, le développement de la vie économique et la sauvegarde de la culture dans toutes ses expressions restent impossibles. »

Cinq mots ont été à une importance particulière : « Droit à un syndicat déjà créé et légalisé. » Cela signifie en clair que le pape désapprouve toute idée de négocier une législation de Solidarnosc sous condition d'un changement de ses statuts et de sa direction et d'une restriction de ses possibilités d'action. Ce projet caressé par les éléments les moins revanchards du pouvoir avait séduit la haute hiérarchie polonaise, qui espérait toujours parvenir à la réalisation d'un accord avec les autorités. Le pape vient, lui, de dire qu'il veut mieux pas de syndicat du tout qu'un « néo-Solidarnosc » qu'un syndicat domestiqué dont l'acceptation serait, après la défaite militaire, une défaite morale. C'est à cette position que s'en est tenu

jusqu'à maintenant M. Walesa, pourtant soumis à une intense pression psychologique, et c'est à cette position que s'en tiennent les autres dirigeants emprisonnés du syndicat. Avant que le Saint Père n'ait pris la parole, M. Bogdan Czerwinski, rédacteur en chef adjoint de l'hébdomadaire du syndicat et ami personnel du pape, avait déclaré : « Une grande vague d'injustices s'abat sur les hommes déferlés sur la Pologne, accompagnée d'une vague de complots mensongers qui plongent tout dans les ténèbres. Nous traversons une épreuve très dure, à la fois comme société et comme syndicat. Mais nous savons qu'il y a une énorme force morale dans notre nation (...). Nous sommes venus ici vous exprimer notre gratitude pour tout ce que vous faites en faveur de la défense de la liberté et de la dignité de l'homme menacées en Pologne, et pour tout ce que vous renforcez la volonté commune à tous de tenir. »

Veritable coup de force, ce discours du pape tenu sous le signe d'ores et déjà, en événement politique majeur dans la mesure où il répond à l'attente non seulement des syndicalistes mais aussi d'une part non négligeable du clergé et de l'épiscopat, pour laquelle il n'y a plus de raison d'entretenir d'espoir sur la bonne volonté du pouvoir. Il faut à leurs yeux appeler un chat un chat et la déclaration militaire une dictature militaire afin surtout que l'Eglise garde suffisamment d'autorité pour contenir des explosions de colère et de désespoir qui ne menaçaient aujourd'hui qu'un bain de sang.

Divergences d'analyse

Le cardinal Macharski et l'évêque de Wrocław Mgr Gulbinowicz, qui accompagnent le pape, ne sont pas totalement éloignés de cette analyse et le seraient moins encore depuis leur conversation avec le pape. Le pape, en revanche, a montré dans son homélie qu'il restait sensible aux arguments du puissant secteur laïque. Curieusement, l'épiscopat, Mgr Dabrowski, l'homme qui est chargé depuis de très nombreuses années des contacts avec le pouvoir.

Au-delà des divergences d'analyse sur la tactique à adopter, deux conceptions du rôle et de la place de l'Eglise dans la société s'affrontent à travers ce débat désormais public. L'une adoptée par Mgr Dabrowski veut assurer un partage des sphères d'influence entre l'Etat, reconnu comme réalité du pouvoir, et l'Eglise. Au premier revient le gouvernement des hommes et à la seconde celui des âmes. Ce qu'il s'agit de gagner contre le respect de l'autorité gouvernementale est la plus grande liberté possible pour l'activité religieuse. Curieusement, mais le paradoxe n'est qu'apparent, cette conception a la faveur des membres les plus conservateurs du clergé, qui craignent plus encore les utopies sociales qu'ils ne détestent le communisme à la stabilité duquel on peut finir par trouver des avantages.

L'autre conception est incarnée par le courant qui s'est développé, à Cracovie notamment, depuis 1955 autour du groupe Znak, d'inspiration personnelle du pape et étroitement proche. La quasi-totalité des conseillers catholiques de Solidarnosc sont des intellectuels issus de cette mouvance. Pour tous ces hommes liés par une amitié et une complicité intellectuelle qui a survécu, et à l'élection à la papauté du cardinal Wojtyla et aux internements actuels, l'Eglise se doit avant tout de lutter pour la dignité humaine, de témoigner de l'exigence de justice et de solidarité, de s'engager en un mot dans ce combat des droits de l'homme qui n'a pas fini d'agiter les démocrates populaires.

Si l'on s'en tient au vocabulaire occidental, les « conservateurs » se montrent les plus prêts au compromis stable avec le système du « socialisme réel », tandis que les « progressistes » le contestent le plus ardemment. C'est en vertu de cette situation qu'on peut entendre à Varsovie déplorer dans les milieux officiels l'« alliance entre les luttes » entendues les intellectuels libéraux — et les catholiques.

Tout comme l'affaire polonaise n'est pas uniquement polonaise, le débat qui secoue l'Eglise de Pologne est, en fait, un des grands débats de l'Eglise post-conciliaire, révisée par un pape qui est beaucoup plus un apôtre que le chef d'une grande puissance temporelle.

Il est difficile d'être à la fois Pierre et son successeur, difficile à l'apôtre d'ordonner le martyre — si limité qu'il puisse l'être — à ses pasteurs. Mardi, l'un des délégués de Solidarnosc demandait tout crûment en sortant du Vatican : « Finalement, est-ce lui qui nous a apporté son soutien ou bien nous le nôtre ? »

BERNARD GUETTA.

MOSCOU PRÉCISE SON PLAN DE RÉDUCTION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES À MOYENNE PORTÉE

L'agence Tass a précisé le plan de réduction des armements nucléaires en Europe annoncé quelques jours plus tôt par M. Brejnev (le Monde du 5 février) et confirmé que ce plan avait été officiellement présenté à la partie américaine au cours des négociations de Genève. Selon Tass, le projet prend en compte tous les armements nucléaires à moyenne portée (1 000 kilomètres et plus) installés en Europe et destinés à être utilisés en Europe. L'accord prévoyait une réduction de leur nombre actuel (mille environ) de quatre cents, selon Moscou, à trois cents unités en 1985, avec un seuil de six cents en 1985. Chaque partie serait libre de choisir les types d'armement à réduire dans son arsenal, ainsi que de remplacer ou de moderniser les autres. La destruction serait le « mode principal » retenu pour les réductions envisagées, ce qui n'exclurait pas le retrait d'une partie des armements concernés au-delà des limites du traité (au-delà

de l'Oural, en ce qui concerne l'U.R.S.S.).

Enfin, conformément à la proposition de Moscou formulée antérieurement, les mêmes armements seraient gelés à leur niveau qualitatif et quantitatif actuel pendant la durée des négociations : la mise en place des SS-20 serait donc suspendue pendant cette période, mais elle pourrait reprendre après, dans les limites des trois cents lanceurs prévus par le traité.

Le rejet de cette proposition par les Américains a été confirmé, mardi, par un porte-parole du département d'Etat, qui a vu, dans le commentaire de l'agence Tass, la poursuite de l'exercice de propagande « auquel se livrerait le Kremlin. On rappelle à Washington que l'U.R.S.S. a déployé deux cent quatre-vingt missiles SS-20, ce qui, selon un porte-parole du gouvernement de Bonn, correspondrait à 85 % du programme prévu par l'U.R.S.S. pour cet engin.

La décision américaine de reprendre la production d'armes chimiques suscite de sérieuses réserves à Bonn

Bonn a accueilli « avec la plus grande réserve » la décision de M. Reagan de reprendre la production d'armes chimiques (le Monde du 10 février), indique une source militaire compétente dans la capitale allemande, mentionnée par l'A.F.P. Citant une réaction de M. Norr, ministre fédéral de la Défense, qui avait démenti le mois dernier que l'implantation d'une arme chimique binaire en Grande-Bretagne « ait été ou puisse être envisagée », une source proche du ministère allemand de la Défense a dit y voir « un bon exemple de ce qu'en pensent les Européens : ils n'en veulent pas ».

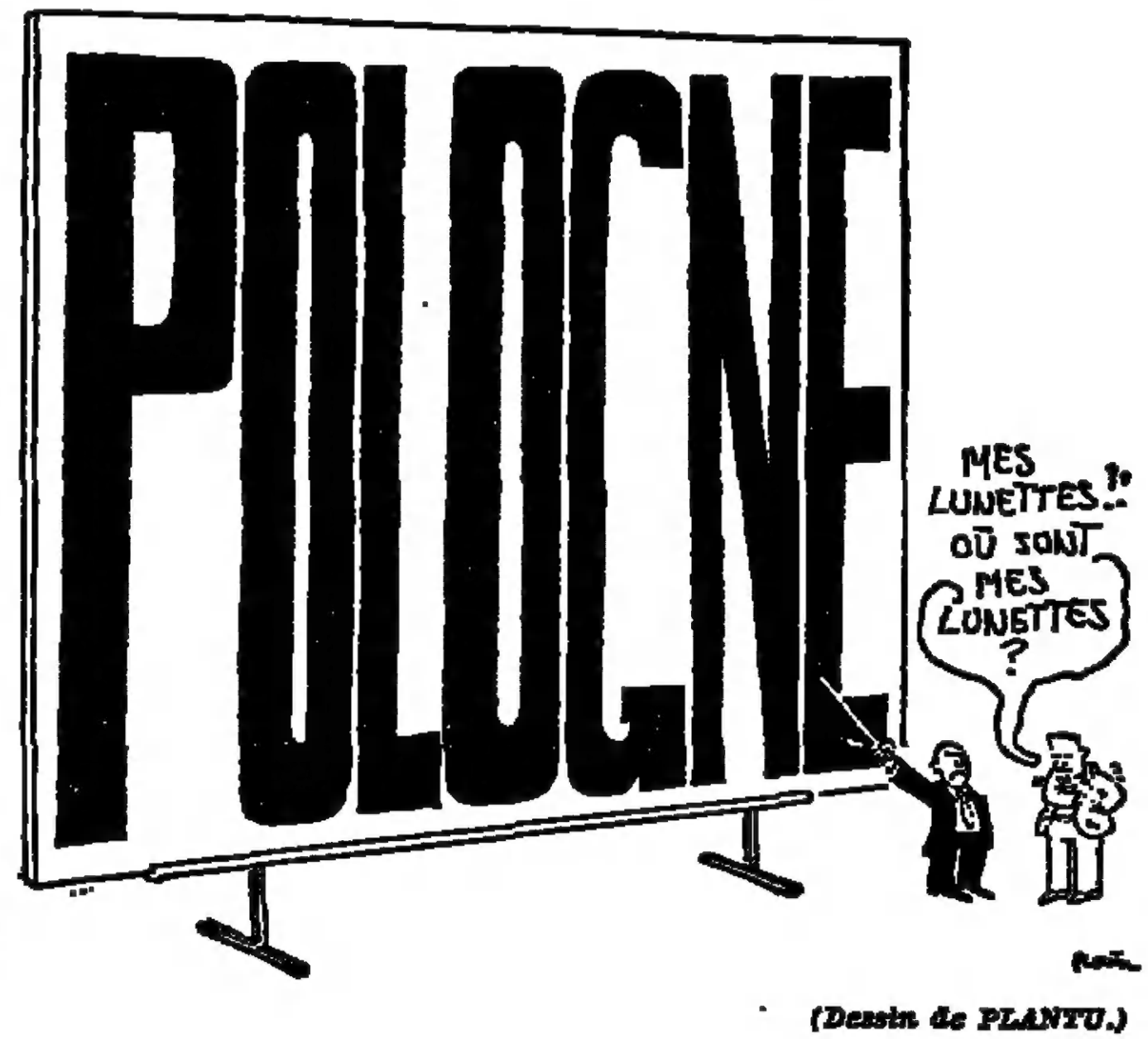
De même une source proche du S.P.D. au pouvoir a rappelé une déclaration faite en janvier par M. Cortezier, ministre d'Etat aux affaires étrangères de Bonn,

selon laquelle « tout déploiement d'armes chimiques hors des Etats-Unis ne peut avoir lieu sans d'extrêmes consultations des alliés dans le cadre de l'O.T.A.N. ».

M. Penner, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, avait été encore plus catégorique, affirmant qu'il n'était pas question d'installer des armes chimiques sur le territoire de la R.F.A. C'est pour calmer ces inquiétudes qu'à Washington, un porte-parole du Pentagone a précisé mardi qu'aucun accord n'est intervenu sur la question d'armes chimiques en Europe ne serait prise sans que les alliés européens aient été pleinement consultés. Des réserves se sont manifestées aux Etats-Unis mêmes, de la part notamment de M. Schroeder, représentant démocrate, qui a reproché au gouvernement d'envisager l'emploi d'armes chimiques dans la population civile aussi bien que les combattants. Déjà l'an dernier ce n'est qu'une majorité de deux voix que le Sénat avait voté un crédit de 200 millions de dollars demandé par le Pentagone pour la production de ces armes dans une usine de l'Arkansas.

Faisant écho à la décision de M. Reagan, M. Rostow, qui représentait les Etats-Unis au comité du désarmement de Genève, a demandé mardi la conclusion d'un accord interdisant les armes chimiques et a insisté sur la nécessité de combattre la « menace chimique » selon laquelle une vérification par les seuls moyens nationaux serait suffisante. Quant au représentant de la Chine, il a jugé « inquiétante » la possession de vastes arsenaux chimiques par les super-puissances et cité, comme le délégué américain, les informations relatives à l'emploi d'armes chimiques en Afghanistan et au Cambodge.

Le démantèlement des Tsim-Tsim, missiles nucléaires à une seule charge mise en place dans les années 60 commencent cet automne, a-t-on appris mardi 9 février au Congrès américain. Les cinquante-deux engins existant au total seront démantelés à la cadence d'un par mois, et une partie de leurs sites seront utilisés pour l'installation du nouvel engin MX. — (A.F.P.)



M. Chysson : nous sommes opposés à la rupture

« Je ne comprends vraiment pas l'attitude des pays de l'Est. Après la séance de la C.S.G.E. où il n'avait pu prendre la parole, M. Chysson ne cachait pas sa surprise. « Ils avaient déjà entendu sans faire usage de leur droit de réponse et sans bataille de procédure sans demi-douzaine de discours dans des Occidentaux », dit le ministre des relations extérieures, « c'est seulement à ce moment que la Pologne a empêché les autres orateurs de s'exprimer ! Les pays de l'Est ont ainsi réussi à faire monter la tension à son comble et même à mobiliser contre eux les neutres et les non-alignés. La discussion, a par la suite tourné au bureau lorsque l'on a entendu affirmer qu'il fallait le consensus pour décider que le consensus n'était plus nécessaire. »

Pour M. Chysson, la journée de mardi prouve que la France a raison de considérer, contrairement à certains autres Occidentaux, que la C.S.G.E. devait être

maintenue, car elle constitue une plate-forme exceptionnelle pour dénoncer de nouvelles violations de ce qui se passe à l'Est. « Cette dernière possibilité de négociation entre l'Est et l'Ouest doit être poursuivie même avec les réfractaires. C'est pour cela que, tout en comprenant les raisons d'un éventuel ajournement (que nous ne proposons pas mais auquel nous ne nous opposons pas non plus), nous sommes fermement opposés à toute rupture. »

M. Chysson a conclu : « Les Soviétiques pensaient qu'ils pouvaient utiliser le forum de Madrid pour montrer que la détente continuait, mais ils se sont rendus compte cette fois du coût de l'opération. Les Américains voulaient de leur côté rompre le plus vite possible, mais ils ont commencé à prendre conscience de l'usage qu'ils pouvaient faire de cette conférence. On avait toujours l'impression que les rôles étaient renversés et que c'est l'Est qui voulait en terminer. »

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

M. CHAN SI ELU PREMIER MINISTRE. — L'Assemblée nationale du Cambodge a élu M. Chan Si, président du conseil des ministres, et Bou Thong vice-président et ministre de la Défense, à l'annonce officielle cambodgienne S.P.K. captée mercredi 10 février à Bangkok. MM. Chan Si et Bou Thong sont membres du bureau politique du comité central du parti populaire révolutionnaire du Kampuchéa (P.P.R.K.), parti communiste prônant le pouvoir à Phnom Penh.

M. Chan Si était président du conseil par intérim depuis la mise à l'écart, en décembre dernier, de l'ancien numéro un du régime prônant le pouvoir à Phnom Penh, M. Pen Sovan, qui était jusqu'alors président du conseil et secrétaire général du comité central du P.P.R.K. (le Monde du 9 janvier 1982).

Centrafrique

AIDE FRANÇAISE. — L'avenir de l'aide française a été pratiquement l'unique sujet abordé à Bangui par M. Guy Pénne, conseiller à la présidence chargé des affaires africaines

et malgaches. Depuis la prise du pouvoir des militaires à Bangui en septembre 1981, les nouvelles autorités centralisées ont eu l'impression que le gouvernement français se « tenait sur une certaine réserve » vis-à-vis du nouveau régime. M. Pénne a pour sa part rappelé que l'aide française avait à peu près triplé depuis la chute de l'empereur Bokassa. En 1981, l'aide de Paris à la R.C.A. a été de l'ordre de 17 milliards de francs C.F.A. (240 millions de francs), somme qui représente environ 65 % des ressources du budget central. — (A.F.P.)

Égypte

ARRÊSTATION DE TRENTY ET UN OPPOSANT. Trente et une personnes, dont trois membres du Rassemblement national unioniste et progressiste (R.N.U.P.) (opposition marxiste-léniniste), ont été arrêtées, lundi 8 février, et annoncées le lendemain M. Khaled Mohieddine, chef du R.N.U.P. Les personnes interpellées (étudiants, avocats, ouvriers et ingénieurs) ont toutes été accusées d'avoir formé une organisation clandestine communiste. — (A.F.P.)

Haïti

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT a confirmé mardi 9 février à Washington que quelques conseillers militaires américains avaient séjourné à Haïti du 25 janvier au 5 février ainsi que l'avait annoncé l'hébdomadaire Newsweek. — (A.F.P.)

Zimbabwe

LA TENSION ENTRE MM. NIKOMO ET MUGABE. — M. Joshua Nkomo, chef du Front patriotique, a démenti, mardi 9 février, avoir eu connaissance de la présence de plusieurs milliers d'armes cachées dans une ferme appartenant à son parti (le Monde du 10 février), alors que, pour le gouvernement de M. Robert Mugabe, cette cache d'armes équivalait à une « trahison ». Deux explications circulent dans les milieux officiels au sujet de l'existence de dépôts d'armes : soit que M. Nkomo et les responsables du Front patriotique connaissent l'existence de la cache et entendaient se servir des armes contre le gouvernement, soit qu'une fraction dure dissidente existe au sein du Front, avec le dessein de déstabiliser le régime en place. — (A.F.P.)

L'Allemagne en transition

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

**Toutes les bonnes choses
ont une fin.**



res de l'Air Canada ou
voyages
ces choses ont
ment.



AIR CANADA

isme...

R.F.A.
Le 10 Mars 1968
à Paris

AGENCE DE CONSTRUCTION
DES SYNDICATS
DE LA REGION
FRANCAISE FINANCIERE.

RIENT

Jeune

Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le régime Khmer Rouge a décidé de poursuivre la lutte armée.

٥٥١٠٠٠٠

AMÉRIQUES

M. Lévesque renforce sensiblement sa position à la tête du parti québécois

Montréal. — La publication, mardi 9 février, des résultats du référendum organisé au sein du parti québécois confirme la popularité de M. René Lévesque auprès des militants indépendantistes. Ceux-ci, dans une proportion de 85 % des suffrages exprimés, lui ont accordé leur confiance. Cet appui massif met ainsi fin, du moins pour l'instant, au mouvement de contestation qui s'était amplement manifesté au début de décembre à l'occasion du congrès du parti et qui avait conduit le premier ministre à parler de démission.

Personne n'avait envisagé la possibilité d'une défaite de M. Lévesque, mais des organisateurs du scrutin, qui ont reconnu le caractère exceptionnel du procédé dans une démocratie occidentale, redoutaient les conséquences négatives d'une faible participation de la part des militants. Conscient du danger, le premier ministre lui-même s'était fixé un objectif modeste : « Si cent mille personnes s'expriment, avait-il déclaré, cela donnera une bonne idée ».

M. Lévesque a finalement fait mieux puisque 80 % des deux cent quatre-vingt-trois mille membres du parti québécois ont participé au scrutin, qui s'est déroulé par courrier entre le 11 janvier et le 1^{er} février. Les partisans du « non », qui étaient concentrés essentiellement dans quelques circonscriptions de Montréal, ont recueilli à peine 3,5 % des suffrages exprimés ; certains contestataires ont même préféré envoyer un bulletin nul (1,5 % des voix) et d'autres avaient préconisé l'abstention. Il est évidemment impossible de compiler les abstentions de protestation, comme le fait de la nature particulière de la consultation et du fait que de nombreux adhérents ne participent jamais aux activités du parti, quel que soit l'enjeu.

Un plébiscite à peine déguisé

La question posée aux militants revenait à leur demander s'ils adhéraient aux trois « principes fondamentaux » définis par les dirigeants du parti : l'accession du Québec à la souveraineté doit se faire par des voies démocratiques qui impliquent l'accord préalable de la majorité des citoyens ; sans ce consensus, une association économique « mutuellement avantageuse » sera proposée au Canada ; enfin, le parti s'engage à reconnaître à la minorité anglophone (moins de 20 % de la population totale) le droit de conserver ses institutions, en particulier ses écoles. L'habileté de M. Lévesque a consisté à poser une question à laquelle il était presque impossible de répondre non et qui, en fait, escamote totalement le débat en cours au sein du parti, tout en demandant aux militants de faire confiance à leur dirigeant. Il s'agit donc d'un plébiscite à peine déguisé.

Ceux qui, tout en étant de véri-

De notre correspondant

tables démocrates, estiment qu'il faut « se remettre à parler ouvertement d'indépendance » — et chercher de nouvelles voies pour y parvenir — la suite de l'échec de la stratégie par étapes (l'« étape » mise au point par l'ancien ministre, M. Claude Morin, qui a démissionné en janvier), — reprochant à M. Lévesque de ne pas véritablement vouloir conduire le Québec à l'indépendance, de chercher, en fait, à accroître l'autonomie de la province francophone dans le cadre d'un régime fédéral plus souple ou d'une « véritable confédération », ce dont s'est toujours défendu le chef du parti québécois.

Le reconnaissant, ce qui a mis entre parenthèses « de l'option indépendantiste » a permis la victoire de leur parti en 1976 et en 1981. En revanche, constatent-ils, la prise du pouvoir n'a pas permis de gagner le référendum du 20 mai 1980, malgré une question très prudente qui demandait aux électeurs de donner ou non leur accord à la proposition de négocier la souveraineté-association. Il faut donc, estiment-ils, se donner une nouvelle stratégie, quitter à perdre le pouvoir.

Vers un nouveau parti

Aiguillonnés par les déclarations de M. Lévesque lui-même qui, après sa réélection en avril 1981, appelle ses partisans à « vendre l'idée d'indépendance à la population », les Québécois prirent leur chef au mot. Les deux mille délégués, réunis à Montréal du 4 au 6 décembre dans le cadre du huitième congrès du parti québécois, adoptèrent des résolutions marquant un virage radical par rapport à la stratégie « étape » et renouant avec les idées défendues jusqu'en 1975 par les nationalistes. Les délégués décidèrent que, lors de la prochaine élection générale, le parti québécois ferait campagne sur le thème de l'indépendance et qu'une victoire éventuelle lui donnerait, par conséquent, le droit d'engager le processus devant conduire à l'indépendance, même s'il n'obtenait qu'une majorité relative des voix. Il n'était donc plus question de référendum.

Vieusement dépassé par un mouvement qu'il avait encouragé au cours des mois précédents, M. Lévesque réagit très brutalement, accusant les délégués de faire fi de la « démocratie véritable » et de semer la « confusion » dans les esprits. Après avoir menacé de démissionner de la présidence du parti, il annonça, quelques jours plus tard, l'organisation d'un référendum interne malgré les protestations de nombreux militants, qui, à leur tour, s'insurgèrent contre « un procédé antidémocratique consistant à dévaliser deux mille délégués démocratiquement élus en s'adressant directement à la base ». De plus, un nouveau congrès, qualifié de « spécial », celui-là, aura lieu les 13 et 14 février pour rectifier les « erreurs » du

Le gouvernement salvadorien accuse la France « d'ingérence et de partialité »

Dans une déclaration officielle publiée, le mardi 9 février, à San Salvador, le gouvernement salvadorien a accusé la France d'ingérence. Le communiqué qui fait allusion à la vente d'armes françaises au Nicaragua affirme que le gouvernement français « a fait preuve d'ingérence et a suivi une politique d'opposition constante au gouvernement salvadorien et au processus de changement en cours ». Il dénonce « l'hostilité et la partialité du gouvernement français » qui a culminé « au mois d'août 1981 avec la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador ». De son côté, M. Francis Gutmann, secrétaire général du ministère français des Relations extérieures, qui effectue actuellement une tournée dans plusieurs pays d'Amérique latine et centrale, a démenti, mardi, à San José de Costa Rica, avoir déclaré à Mexico que « la France continuerait de vendre des armes à l'Amérique centrale parce que les choses ne seraient pas suffisamment en d'autres occasions si la France avait apporté sa contribution ». M. Gutmann a précisé, qu'il avait, en revanche, insisté sur « la nécessité d'une aide économique et alimentaire en Amérique centrale ».

« La politique de la France, a-t-il ajouté, est de parler avec ses amis pour mieux comprendre ce qui se passe afin de contribuer à une meilleure entente entre tous, sans ingérence ».

À Managua, M. Ramsey Clark, ancien secrétaire d'État américain sous la présidence Johnson, a accusé mardi le président Reagan « de violer la souveraineté et la liberté des peuples en Amérique centrale ». M. Clark dirige une délégation de militants américains pour les droits civiques. De son côté, M. Zbigniew Brze-

ziński, conseiller de l'ancien président Carter pour les questions de sécurité, a déclaré à la B.B.C. de Londres que les États-Unis ont à l'égard de l'Amérique centrale un comportement « qui, historiquement, n'est pas fondamentalement différent de celui des Soviétiques à l'égard de l'Europe de l'Est ». Il a ajouté : « Il est évident que la France a une attitude hostile à l'égard de l'Amérique latine et centrale, et que ce comportement est en fait une ingérence et une partialité ».

Enfin, Amnesty International s'est violemment élevée mardi contre le document du département d'État américain sur les droits de l'homme (le Monde du 10 février). L'organisation humanitaire conteste l'affirmation du document selon lequel « la violence est en train de diminuer au Salvador ».

« Au Guatemala, on a noté mardi 9 février une relance des activités de la guérilla. Une série d'attentats à la bombe dirigés contre des centrales électriques a plongé la capitale dans une obscurité totale ».

« À Mexico, les quatre organisations de guérilla du Guatemala qui ont décidé d'unir leurs actions (le Monde du 10 février) ont publié un document présenté comme un programme de gouvernement. Il indique que, « après la victoire, il sera mis fin à la répression et à la discrimination raciale, à la domination économique des riches » et qu'un « gouvernement véritablement représentatif » sera mis en place qui adoptera une « politique de non-alignement ».

congrès de décembre. On efface tout et on recommence.

Tout cela ne s'est pas fait sans grincements de dents, et la « minorité turbulente » au sein du parti s'est regroupée dans un comité d'animation politique pour l'indépendance (C.A.P.I.), auquel participe un ancien ministre de la culture, M. Louis O'Neill. Ce comité évoque ouvertement la nécessité de « faire partir M. Lévesque si on veut réaliser l'indépendance ». Le premier ministre, qui tolère difficilement la contestation et exerce un ascendant exceptionnel sur l'immense majorité de ses troupes, n'a pas de mots assez sévères pour ces indépendantistes « purs et durs », qu'il a invités, à plusieurs reprises, à constituer leur propre parti. Il est allé jusqu'à dire qu'il était prêt à envisager le départ d'une dizaine de milliers de membres du parti québécois s'il le fallait. Les contestataires ne sont pas prêts à lui donner cette satisfaction : ils ont clairement laissé entendre qu'ils espéraient transformer le parti de l'intérieur.

BERTRAND DE LA GRANGE.

AFRIQUE

La reprise du dialogue avec Tripoli. Le président Bourguiba invite le colonel Kadhafi en visite officielle

De notre correspondant

Tunis. — Le président Bourguiba a invité le colonel Kadhafi à effectuer une visite officielle en Tunisie, a annoncé M. Abouzel Amor Dourda, secrétaire libyen à l'économie, après s'être entretenu mardi 9 février à Carthage avec le chef d'État tunisien. M. Dourda a précisé que cette visite pourrait avoir lieu « dans les plus brefs délais ».

Le chef de la révolution libyenne manifestait depuis plusieurs mois son désir de rencontrer le président Bourguiba et, lors de son passage imprévu en Tunisie, le 24 janvier dernier (le Monde du 26 janvier), le premier ministre, M. Mohammed Mazaoui, lui avait dit que celui-ci serait heureux de le recevoir après son retour des États-Unis où il se trouvait.

La visite à Tunis du colonel Kadhafi consacrera la reprise du dialogue qui se dessine progressivement depuis un an après la grave

crise provoquée par l'attaque de la ville de Gafsa, en janvier 1980, par un commando armé et entraîné en Libye. Si le souvenir de cette agression, comme celui de l'union avortée de Djerba du 12 janvier 1974 — à laquelle les Libyens s'étaient encore à se référer — font toujours planer de part et d'autre quelques méfiances et une certaine rancœur, Tunis et Tripoli n'en semblent pas moins décidées à activer la normalisation de leurs relations. En effet, les Tunisiens ont tout intérêt à entretenir un climat serein avec un voisin souvent imprévisible et, avant le sommet de l'O.U.A. qu'ils s'apprêtent à accueillir, les Libyens sont soucieux de se concilier les pays les plus modérés du continent.

Pour le moment, les deux pays s'attachent à relancer leur coopération, notamment par un accroissement notable de leurs échanges commerciaux et l'amélioration de leurs communications. C'est ainsi que, lors de la visite qu'a effectuée la semaine dernière à Tripoli le ministre tunisien des transports et des communications, il a été décidé de rétablir les liaisons par autocars, de faciliter les transports routiers de marchandises, de multiplier la fréquence des vols des deux compagnies aériennes et de renforcer les relations postales, principalement téléphoniques. La construction d'une ligne de chemin de fer reliant Tunis à Tripoli est également envisagée. En revanche, jusqu'ici, diverses questions épineuses ont été, d'un commun accord, laissées dans l'ombre : le différend sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, riche en ressources pétrolières sur lequel la Cour de La Haye doit rendre très prochainement son arrêt, la situation des quelque cinquante mille travailleurs tunisiens en Libye, fréquemment soumis à des brimades, et le recrutement de jeunes Tunisiens dans des camps d'entraînement de terroristes en Libye. La visite projetée du colonel Kadhafi à Tunis pourrait être l'occasion de leur trouver des solutions.

MICHEL DEURE.

République sud-africaine

Pretoria veut démontrer la complicité de certains syndicats avec le Congrès national africain

De notre correspondant

Johannesburg. — M. Louis Le Grange, ministre de la police, vient d'annoncer que vingt et un procès pour terrorisme étaient actuellement instruits à l'encontre de certains des cent vingt et un prisonniers détenus par la police spéciale (cent soixante-huit selon les sources officielles). Les autorités espèrent démontrer la complicité de certains syndicats avec le Congrès national africain (A.N.C.), mouvement nationaliste anti-apartheid basé en Afrique du Sud. La mort de Neil Appert (le Monde du 7-8 février) provoque leur mobilisation, et les protestations se multiplient.

De tous les milieux, Blancs inclus, des voix célèbres ou anonymes s'élèvent pour condamner la police spéciale et justifier la justice trop souvent démissionnaire face à la raison d'État.

PATRICE CLAUDE.

Le 8 février au matin, une manifestation solitaire — la loi interdit les rassemblements — brandissait sous les fenêtres de la prison de Robben Island, une centaine de drapeaux, une bannière sur laquelle on pouvait lire : « Nous pleurons Neil Appert, un vrai patriote ». Le lendemain, une centaine de manifestants motorisés ont encadré un commissariat de Johannesburg, tous phares allumés et trompes hurlantes. Six personnes ont été arrêtées et seront défendues devant des tribunaux.

At l'Assemblée, réuni en session au Cap, M. Frederik Van Zyl Slabbert, chef de file de l'opposition libérale, s'est déclaré « rempli de honte » et a réclamé une enquête sur les conditions dans lesquelles la « tristesse » se serait produite. La presse anglophone d'opposition continue, trois jours après le drame, à lui accorder une large place et les journaux de langue africains, pro-gouvernementaux à des degrés divers, bien que moins catégoriques, réclament de meilleures garanties pour la sécurité des détenus.

Dans les milieux d'affaires « éclairés », la nouvelle est commentée avec prudence. « Une affaire choquante qui souligne le caractère déplorable du présent système de détention », déclare notamment M. Chris Druitt, président de la Fédération des chambres d'industrie. Les syndicats se félicitent généralement avant de rendre publique leur satisfaction. L'appel du syndicat de Neil Appert, les plus grandes centrales minières et polaires ont lancé pour jeudi matin 11 février un mot d'ordre d'arrêt de travail d'une demi-heure dans tout le pays. Ils attendent des patrons qu'ils ne s'opposent pas à la protestation. Ce serait ainsi

Mauritanie

LES AUTORITÉS AURAIENT DÉJOUÉ UNE NOUVELLE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Dakar (A.F.P.). — Une nouvelle tentative de coup d'État a été déjouée dans la plus grande discrétion en Mauritanie, dans la nuit de samedi à dimanche, indiquant-on mardi soir 8 février dans les milieux bien informés de Dakar. Radio Nouakchott n'y a fait aucune allusion dans ses bulletins d'information.

Toujours selon les mêmes sources, un certain nombre de personnes ont été arrêtées, dont le lieutenant-colonel M. O. S. P. Ould Mohamed Salek ancien président du Comité militaire de salut national et auteur du coup d'État qui renversa l'ex-président Ould Daddah le 10 juillet 1978. M. Sid Ahmed Ould Breljara, premier ministre de décembre 1980 à avril 1981, et plusieurs officiers auraient également été arrêtés. Selon certains observateurs, ils auraient cherché à remettre en cause l'influence acquise par l'Algérie à la suite de la tentative de coup d'État marocain, mise en échec par les autorités en mars 1981.

[Depuis le renversement de M. Ould Daddah, la Mauritanie, en butte à des pressions extérieures et à une série de problèmes internes, connaît une certaine instabilité, qui s'est traduite par de nombreuses « purges » (Cf. le Monde du 16 et 17-18 janvier). La classe politique est tiraillée entre de multiples tendances, pro-marocaines, pro-algériennes, pro-ahraouïtes, pro-berbères, pro-berbères, sans parler de l'influence de l'Arabie Saoudite, gros bailleur de fonds, qui essaie d'attirer les orientations du pays sur le double plan intérieur et extérieur. Le lieutenant-colonel Khouna Ould Beldia, président du C.M.S.N. et chef de l'État, s'efforce, depuis son accession au pouvoir, il y a deux ans, de maintenir un certain équilibre. C'est la raison pour laquelle, après avoir amorcé la restitution du pouvoir aux civils, il a nommé premier ministre, en avril 1981, un militaire, le lieutenant-colonel M. Ould Sid Ahmed Taye. Le président Beldia, qui devait se rendre au sommet de Nairobi sur le Sahara-Occidental, dans la nuit de dimanche à lundi, avait été appelé à un déplacement après la découverte du complot, dont on note qu'il a été organisé, comme cela s'est produit dans le passé, au moment où l'O.A.S. s'apprêtait à prendre des décisions sur le conflit saharien. — P. B. I.]

ASIE

Chine

La diffusion d'un rapport récent donne à penser que M. Deng Xiaoping n'est nullement en disgrâce

De notre correspondant

Pékin. — Le personnel chinois de certaines unités de travail de la capitale a été informé, au cours des deux derniers jours, de l'existence d'un rapport récent de M. Deng Xiaoping sur la situation interne du parti. L'importance de la lutte antibureaucratique et l'urgence d'une « rectification du style de travail ». Au cours de la même réunion des instances dirigeantes, qui se serait tenue autour du 20 janvier, M. Hu Yaobang, président du P.C., et Zhao Ziyang, premier ministre, auraient eux aussi présenté des rapports, mais on ignore sur quels sujets particuliers. Cette information est précieuse dans la mesure où elle permet de s'orienter un peu mieux dans les débats, apparemment délicats, qui traversent le parti chinois. De plus, elle indique que M. Deng Xiaoping, dans la population de tout ou partie du rapport de M. Deng Xiaoping, on peut tirer au moins la conclusion que l'influence de ce dernier n'est pas en déclin. On imaginerait mal que le parti propage les idées d'un homme en disgrâce — et qu'il tient, au contraire, les rênes bien en main. Les autres constatations concernant cette fois l'action du parti : les événements de ces derniers jours, et tout particulièrement la divulgation de l'existence du rapport de M. Deng Xiaoping, paraissent indiquer que la campagne de « rectification » est entrée dans une phase plus aiguë. Mais en avant des 100 à la faveur de l'offensive lancée contre M. Hua Guofeng, alors président du parti, le thème de l'amélioration du style de travail n'a plus été abandonné depuis lors. Il s'est cependant sensiblement transformé en même temps qu'il s'enrichissait d'apports nouveaux : à la lutte contre le « gauchisme », les partisans des « deux soutiens indépendants » (tout ce que Mao a dit est juste, tout ce que Mao n'a pas dit est faux) s'est ajouté depuis le sixième plénum du comité central en juin 1981, celle contre le « libéralisme bourgeois ». Plus récemment, l'accent a été mis de nouveau très fortement sur la dénonciation de la corruption et de la criminalité économique parmi les cadres du parti.

Des cas spectaculaires de ce genre ont été revêtus récemment, en particulier dans la province de Canton, où M. Deng Xiaoping s'est supposé se trouver en ce moment.

Un « état de relâchement et de faiblesse »

Que ces efforts de « purification » aient, jusqu'à présent, donné des résultats insuffisants, cela paraît évident. Il n'est, pour s'en convaincre, que de se reporter à la presse du parti. Ainsi, mardi 9 février, le Quotidien du peuple, organe du comité central, déplorait que « l'état de relâchement et de faiblesse » ait atteint « tout le monde » et non pas seulement le secteur de la propagande comme on le disait depuis l'été dernier. Le même éditorial notait, non sans inquiétude, que « ceux qui se font momentanément dans le fait que notre pays se trouve effectivement dans une période de grands changements et de grands développements (...) sont relativement minoritaires ». Et le journal ajoutait : « Il existe aussi une petite poignée de gens qui s'opposent

Indonésie

DÉTÉRIORATION DES RELATIONS AVEC L'U.R.S.S.

Djakarta (A.F.P.). — Une affaire d'espionnage a entraîné la détérioration des relations avec Moscou. Après l'expulsion de l'attaché militaire adjoint de l'ambassade de l'U.R.S.S., le lieutenant-colonel S. S. Sidorov (le Monde du 10 février), le directeur de l'aéroport dans la capitale, M. A. Pienko, a été arrêté ainsi qu'un officier supérieur indonésien, le lieutenant-colonel Sudaryanto, qui aurait fourni des documents secrets à l'attaché militaire soviétique. On devrait être jugés prochainement.

Le ministre indonésien des affaires étrangères a demandé, mardi 9 février, la fermeture du consulat soviétique à Banjar-mas, dans le sud de Bornéo, tandis que le joueur d'échecs soviétique Youri Averbach s'est retiré d'un tournoi international se disputant en Indonésie en signe de protestation contre l'arrestation de l'un de ses compatriotes. À Djakarta, une soixantaine de jeunes gens ont manifesté, mercredi, réclamant l'expulsion de l'ambassadeur d'U.R.S.S. L'ambassade d'U.R.S.S. est la plus importante représentation diplomatique soviétique dans les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique. Récemment, la presse et plusieurs parlementaires indonésiens s'étaient élevés contre la diffusion par Radio-Moscou d'« émissions de propagande » en faveur du parti communiste indonésien (P.K.I.) interdit.

Côte d'Ivoire

UNE CENTAINE D'ÉTUDIANTS AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS À ABIDJAN

Abidjan (A.F.P.). — Les cours de l'université d'Abidjan n'ont pas pu avoir lieu mardi 9 février et une centaine d'étudiants auraient été arrêtés à la suite d'une manifestation. L'annulation, lundi soir, d'une conférence sur le thème : « Jeunesse et démocratie en Côte d'Ivoire » serait l'origine du mécontentement d'une partie des étudiants. En effet, certaines informations parvenaient alors à ceux qui étaient venus entendre la conférence, selon lesquelles celui-ci, M. Laurent Ngabo, historien et chercheur ivoirien, avait été arrêté.

Tôt mardi matin, plusieurs centaines d'étudiants, selon des témoins, effectuaient une marche de protestation en direction du centre de la ville. Ils étaient aussitôt interpellés par les forces de l'ordre, non loin de l'université. Le président Houphouët-Boigny, qui avait été convoqué pour ce mercredi matin à une réunion du bureau politique du parti démocratique de Côte d'Ivoire à laquelle ont également été conviés les membres du gouvernement. Le communiqué radiodiffusé annonçant la tenue de cette réunion insistait mardi sur la nécessité pour chacun d'être présent, « en raison de l'importance des décisions à prendre ».

M. Chevenement assure que l'État doit relayer l'impulsion

J. L. L. 1982

LA CAMPAGNE DU GOUVERNEMENT POUR L'EMPLOI

M. Chevènement assure que l'initiative privée doit relayer l'impulsion publique

Orléans. — Pour le dernier déplacement organisé dans le cadre de la campagne d'explication du gouvernement pour l'emploi et la lutte contre le chômage, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, accompagné de M. André Deloche, ministre du commerce et de l'artisanat, et André Colard, secrétaire d'Etat à l'agriculture, s'est rendu, le mardi 9 février, dans deux des six départements de la région Centre (voir ci-dessous l'article de notre correspondant). A cette occasion, il a signé avec les établissements Tréca de Beaugency un contrat de solidarité concernant quarante salariés en départ par le biais de la pré-retraite. Dans le Loir-et-Cher, le ministre d'Etat a paraphé

dix-huit contrats portant au total sur deux cent soixante-douze emplois, avec cinq municipalités (dirigées par deux maires modérés, deux socialistes et un communiste), huit entreprises et quatre établissements sociaux.

« Il serait injuste d'attribuer au seul gouvernement d'un pays, quel que soit ce pays, quel que soit ce gouvernement, la totalité des échecs et des injustices. » Ce propos mesuré de M. Jean Delaunay (U.D.F.-P.R.), président du conseil régional, illustre le ton des dialogues qui se sont noués entre les membres du gouvernement et les responsables politiques, économiques et sociaux du Centre.

De notre envoyée spéciale

réclament la titularisation de quelque soixante-dix intérimaires et l'embauche d'une quarantaine de personnes dans le cadre d'une réorganisation des méthodes de travail. Le ministre s'efforce de savoir si ces décisions n'entraîneraient pas la suppression d'emplois dans d'autres entreprises de taille plus modeste. Il se veut rassurant, mais réalistes : le dossier sera examiné. Et comme il le confirmera, il ne s'agit pas de faire des miracles.

Changement de gouvernement, changement de style : ce n'était pas la première fois que les établissements Tréca recevaient un ministre (M. Olivier Guichard et Michel d'Ornano eux-mêmes avaient fait le détour par Beaugency), mais pour la première fois, une délégation de la C.G.T. qui y recueille 85 % des voix aux élections syndicales, non une délégation du personnel, — participe à la visite.

Accueilli peu après par

Mme Chassagne, préfet du Loir-et-Cher, M. Chevènement rapporte à l'attention de M. Pierre Sudreau et pour l'effort mené en faveur de la recherche. Le maire centriste de Blois qui dirige un contrat de solidarité, voit, enfin satisfait, les demandes qu'il avait formulées, notamment, rappelle-t-il, en 1979, auprès de l'ancien gouvernement. Face aux responsables d'entreprises du département, M. Chevènement souligne que l'administration doit être aussi « innovante » et « se contente pas du rôle de gendarme ». « Le raisonnement patrimonial doit être déposé », dit-il aussi, invitant ainsi les chefs d'entreprise à innover et à faire preuve d'audace. L'un de ses interlocuteurs confie : « Le souci patrimonial est dépassé aujourd'hui : dans les P.M.I., les engagements financiers dépassent le patrimoine », et d'ajouter : « Mêmes les entreprises de grande taille, nous, industriels, regardons avec sympathie vos efforts. » Le regard est clair, c'est bien, mais la participation à l'effort, ce serait le véritable désir du gouvernement.

ANNE CHAUSSEBOURG.

La politique innovatrice de la région Centre

De notre correspondant

Orléans. — M. Chevènement et ses deux collègues ont visité une région où l'on ne s'est pas contenté de braver la crise. La région Centre, région la plus touchée de la décentralisation paritaire entre 1965 et 1975, paie aujourd'hui son tribut à la crise, même si le taux de chômage (7,9 %) reste en dessous de la moyenne nationale (9,3 %).

Dès 1974 — l'économie tournait encore rond — les élus avaient mis en place une politique contractuelle originale d'aménagement rural : l'idée avait été de Paris, qui, représentant l'exemple du Centre, avait institué alors la « zone de développement ». Distribuée ensuite avec parcimonie sur tout le territoire. Une sobriété de contrats de pays et de petites villes moyennes régionales intéressant plus de six cents communes ont été signés entre l'établissement public régional et les collectivités, dans le Centre.

Lorsque la crise s'est installée, une nouvelle réflexion régionale s'est engagée. Les assemblées ont mis au point d'abord un nouveau type de contrat, le CRUPET, permettant à la région d'aider ponctuellement une commune à accueillir une entreprise. Un observatoire de l'emploi régional détectant les zones où les signaux s'allumaient a été créé, et l'OREAC (Organisation régionale d'études et d'aménagement du Centre), qui joue le rôle de laboratoire d'idées, s'est penchée sur la

mise au point d'un autre type de contrat, le contrat de bassin d'emplois. C'est dans un territoire limité tel un bassin d'emplois, entraînant les promoteurs de ce contrat, que l'on peut changer d'emploi sans changer de domicile, que l'on peut se jouer des barrières communales ou même départementales, et s'attaquer collectivement au chômage, à l'inévitable problème de l'insécurité de l'offre et de la demande. La région s'est donc engagée dans une nouvelle politique contractuelle unique en France : trois contrats de ce type ont été signés, visant notamment à aider la sous-traitance à Dreux et la formation professionnelle à Gien et à Briare. D'autres sont en cours d'élaboration.

« Nous sommes en tout cas dans le droit fil de la circulaire du 27 janvier de M. Auroux, qui donne aux comités locaux de l'emploi compétence sur le bassin d'emplois », estime M. Charles Dargent, directeur de l'OREAC, qui ajoute : « Même nous avons anticipé la politique du gouvernement. » Les assemblées régionales ont décidé que les comités locaux de l'emploi ne seront pas seulement des groupes de pression dénonçant les licenciements ou suscitant la création de contrats de solidarité, mais qu'ils seront associés en tant qu'acteurs et force de proposition à cette politique régionale. Là encore, la région Centre innove.

RÉGIS GUYOTAT.

M. JOBERT : les questions de fond de la vie quotidienne

Dans sa lettre mensuelle, numéro de février, M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur, énumère quelques propositions pour « changer la vie ». Il suggère notamment la prise en compte

du temps de trajet dans la rémunération et il écrit :

« Réaménager le temps de trajet, c'est, en effet, écarter vers un urbanisme conciliant, enfin soucieux du voisinage entre le travail et la résidence, éliminer des infrastructures coûteuses du transport, destinées au mieux à pallier les désordres d'une société qui ne s'est guère soucée jusqu'ici du temps des hommes. »

« Bien sûr, il lui faudra aborder ces questions de fond, qui touchent à la vie quotidienne de tous les Français et qui ont nom : l'école, le transport, les conditions de vie, compétitivité des efforts déployés. S'il le fait avec le souci du réalisme, de la simplicité, de l'efficacité, il encourra l'esprit d'entreprise, il réussira. »

Le C.I.E.L. communique :

« C'est à titre tout à fait personnel que M. Jean Pierre-Bloch, ancien ministre, a apporté son adhésion au manifeste « Parler clairement, agir », publié dans le Monde du 5 au 6 février 1982. Cette signature n'engage, en aucun cas, la LICRA. »

La machine gouvernementale en fin de rodage

II. — L'apprentissage du bicéphalisme

par ALAIN ROLLAT

Après des débuts balbutiants marqués par diverses dissonances, le gouvernement améliore peu à peu ses méthodes de travail, grâce, notamment, au développement des échanges interministériels (« Le Monde » du 10 février).

Dans le système institutionnel de la Ve République, l'exercice de l'autorité gouvernementale, fondé sur le fonctionnement équilibré du couple exécutif qui forment le président de la République et son premier ministre, ne s'accommodait guère de l'existence d'autres centres de pouvoir que ceux que la Constitution de 1958 établit à l'Elysée et à l'Élysée-Matignon. Ce qui était vrai sous le régime précédent l'est aussi pour la gauche au pouvoir. En ce sens, la décision prise par M. François Mitterrand de privilégier plusieurs de ses amis et alliés en plaçant au sommet de la hiérarchie cinq ministres d'Etat, parmi lesquels les chefs de file des principaux courants du parti socialiste — MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement — a été le numéro deux du parti communiste — M. Charles Pétremont — comportait un risque potentiel de déséquilibre. M. André Roussellet, ministre en charge de la cohésion du travail collectif.

L'impératif de la solidarité effaçant les vieilles querelles de tendances, il n'en a, jusqu'ici, rien de l'actualité. Les notes ne furent pas caractérisées par une parfaite cohésion, mais les débats internes au P.S. n'y furent pour rien. En revanche, les réformes personnelles jouant d'autant mieux qu'on se retrouvait

entre membres du même parti, certains ministres, dans un premier mouvement, s'ouvrirent plus spontanément vers le président de la République que vers le premier ministre. Il fallut toute l'expérience du maire de Lille de vouloir déléguer au chef du gouvernement, dans leur plénitude, tous les pouvoirs affectés à sa fonction institutionnelle, pour que le successeur de M. Barre parvint assez vite à asseoir son autorité personnelle sur l'ensemble de l'équipe gouvernementale. M. Mauroy y est parvenu aussi en améliorant la cohésion de son propre cabinet tandis que celui-ci coordonnait mieux ses activités avec celles du cabinet du chef de l'Etat.

Ces ajustements étaient inévitables. Au lendemain du 10 mai, de nombreux conseillers choisis par M. Mitterrand ne connaissaient même pas ceux de M. Mauroy et réciproquement. Quand il s'est agi, par exemple, de procéder à la nomination des présidents des chaînes de radio et de télévision, le directeur du cabinet du président de la République, M. André Roussellet, avait établi sa propre liste sans concertation avec M. Jérôme Clément, le conseiller technique du premier ministre pour l'audiovisuel, qui avait lui aussi la sienne. M. Mitterrand et Mauroy ont tranché en tête à tête. Le même scénario ne se reproduit plus aujourd'hui, car M. Roussellet et Clément ont appris à travailler ensemble. Et comme eux, beaucoup d'autres conseillers de l'Elysée et de Matignon.

Une autorité tranquille mais forte

Le développement du travail interministériel a aussi contribué grandement à la normalisation des rapports entre les membres du cabinet. Les notes ministérielles d'une part, le cabinet du chef du gouvernement et celui du chef de l'Etat d'autre part. Aux différents stades de la préparation des décisions, les ministres, au cours d'un déjeuner avec les différents conseillers.

C'est évidemment au moment de la prise des décisions que le premier ministre exerce le plus directement ses prérogatives. Dans cette phase, la surprise de l'actualité, les propos amis, qui retenaient surtout de sa personnalité le militant passionné, le tribun charismatique, Lion, en liaison avec le ministre de l'Agriculture, celui des affaires européennes et Rome. D'autres affaires sont traitées conjointement avec l'Elysée, par exemple, les questions relatives aux finances publiques, suivies notamment par M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, et, au cabinet, le premier ministre, par M. Jean Peyrelevade et Daniel Lebègue. De même, tirant la leçon des décisions éprises par l'Assemblée, la majorité a l'occasion de la signature du contrat franco-soviétique sur le gaz — dossier dont le suivi était en principe assuré par l'Etat-Matignon — a voulu à ne pas se créer le même embarras avec le contrat franco-algérien. Il a coordonné cette opération et son explication en collaboration avec le secrétaire général de la présidence de la République, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson. Les dossiers les plus confidentiels, appelant des décisions au plus haut niveau, sont aussi préparés en commun par l'Etat-Matignon et l'Elysée. Les cercles des collaborateurs informés sont restreints. Ainsi, seuls M. Lion, Peyrelevade et Bérégovoy ont-ils eu accès à la liste des personnes proposées au choix de M. Mauroy et Mitterrand pour les nominations aux présidences des sociétés nationales.

Pour sa part, M. Mauroy, qui reçoit les principaux membres du gouvernement moins régulièrement, mais plus fréquemment, ne se contente pas de donner son avis sur les décisions. Quelques ministres continuent néanmoins d'avoir un contact direct avec l'Elysée, notamment M. Jacques Delors, ministre de l'Economie et des finances, et Laurent Fabius, ministre du budget, ancien porte-parole du P.S. qui sont parfois poussés à des points de vue concurrents, voire différents, par leurs tâches respectives dont la complémentarité en contrepoint. Cette situation n'est pas pour gêner l'Etat-Matignon tant que ces contacts « privilégiés » ne placent pas M. Mauroy devant des faits accomplis. En l'occurrence, M. Mitterrand joue un rôle conciliateur que le premier ministre ne lui dispute pas. Il en résulte simplement que les conseils des ministres, comme certains comités interministériels, donnent lieu, parfois, à des discussions animées sur des divergences d'analyse ou de méthode d'ordre, par exemple, d'échelle sur « pause » lancée par M. Delors, mais faut-il regretter les soubresauts du régime précédent ?

Peu à peu, la collégialité gouvernementale fait ainsi l'apprentissage du bicéphalisme institu-

ment, que M. Barre le faisait, multiple de préférence les conversations avec chacun des ministres concernés par les décisions. Les notes ministérielles, sous la plume de ses collaborateurs. Depuis le début janvier, le directeur de son cabinet fait le point des travaux urgents, chaque jeudi, au cours d'un déjeuner avec les différents conseillers.

C'est évidemment au moment de la prise des décisions que le premier ministre exerce le plus directement ses prérogatives. Dans cette phase, la surprise de l'actualité, les propos amis, qui retenaient surtout de sa personnalité le militant passionné, le tribun charismatique, Lion, en liaison avec le ministre de l'Agriculture, celui des affaires européennes et Rome. D'autres affaires sont traitées conjointement avec l'Elysée, par exemple, les questions relatives aux finances publiques, suivies notamment par M. Jacques Attali, conseiller spécial auprès du président de la République, et, au cabinet, le premier ministre, par M. Jean Peyrelevade et Daniel Lebègue. De même, tirant la leçon des décisions éprises par l'Assemblée, la majorité a l'occasion de la signature du contrat franco-soviétique sur le gaz — dossier dont le suivi était en principe assuré par l'Etat-Matignon — a voulu à ne pas se créer le même embarras avec le contrat franco-algérien. Il a coordonné cette opération et son explication en collaboration avec le secrétaire général de la présidence de la République, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson. Les dossiers les plus confidentiels, appelant des décisions au plus haut niveau, sont aussi préparés en commun par l'Etat-Matignon et l'Elysée. Les cercles des collaborateurs informés sont restreints. Ainsi, seuls M. Lion, Peyrelevade et Bérégovoy ont-ils eu accès à la liste des personnes proposées au choix de M. Mauroy et Mitterrand pour les nominations aux présidences des sociétés nationales.

Pour sa part, M. Mauroy, qui reçoit les principaux membres du gouvernement moins régulièrement, mais plus fréquemment, ne se contente pas de donner son avis sur les décisions. Quelques ministres continuent néanmoins d'avoir un contact direct avec l'Elysée, notamment M. Jacques Delors, ministre de l'Economie et des finances, et Laurent Fabius, ministre du budget, ancien porte-parole du P.S. qui sont parfois poussés à des points de vue concurrents, voire différents, par leurs tâches respectives dont la complémentarité en contrepoint. Cette situation n'est pas pour gêner l'Etat-Matignon tant que ces contacts « privilégiés » ne placent pas M. Mauroy devant des faits accomplis. En l'occurrence, M. Mitterrand joue un rôle conciliateur que le premier ministre ne lui dispute pas. Il en résulte simplement que les conseils des ministres, comme certains comités interministériels, donnent lieu, parfois, à des discussions animées sur des divergences d'analyse ou de méthode d'ordre, par exemple, d'échelle sur « pause » lancée par M. Delors, mais faut-il regretter les soubresauts du régime précédent ?

Peu à peu, la collégialité gouvernementale fait ainsi l'apprentissage du bicéphalisme institu-

aucun problème spécifique : « A l'intérieur du gouvernement, il y a eu des conflits entre les départements ministériels en raison de ce qu'on a à faire, mais cela ne regroupe jamais le bloc des quatre ministres communistes contre tous les autres », soulignait M. Rocard, le 3 février, au micro de France-Inter.

L'affaire « de la carte orange, créée fin janvier par M. Fiorani, dont la proposition (faire payer la moitié du prix de ce titre de transport par les entreprises) a provoqué une réaction courroucée du député UDR, relevait plus du « coup » politique que d'une mauvaise coordination. Les seuls commentaires partisans qui suscitent le travail des ministres communistes concernent leur ardeur militante, autrement dit leur activisme, notamment celui de M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, en faveur des fonctionnaires.

De même, il semble que certains arrière-pensées politiques n'aient pas été étrangères au comportement de M. François Mitterrand lors du conseil des ministres du 6 janvier, quand le président de la République s'est prononcé contre le projet visant à retarder les élections cantonales dans les départements où les ministres communistes occupent une place importante, présentés par M. Henri Emmanuelli, alors qu'il avait fait part de son accord au secrétaire d'Etat peu de temps auparavant. Le veto de M. Mitterrand n'a pas empêché le projet d'être adopté, mais il a permis de constater que le projet de loi qui ne sont pas mûrs sont retardés, mais l'ordre du jour du conseil des ministres ou ne figurent que dans la troisième partie de celui-ci — la partie C — mais en aucune façon dans la première — la partie A — consacrée aux textes dont l'adoption est souhaitée. M. Emmanuelli — qui parle de « mésentente » — n'a toujours pas compris, semble-t-il, pourquoi M. Mitterrand lui a infligé un tel désaveu plutôt que de lui demander de renoncer à sa communication écrite à la fin du dernier moment.

Aujourd'hui, en définitive, plus de discordances, c'est de fatigue physique que souffre la machine gouvernementale, soumise sans interruption à un rythme très soutenu et alimenté par un personnel administratif toujours plus nombreux. Les difficultés de l'Etat-Matignon, le manque de locaux adaptés certaines secrétariats à travailler dans le grand salon central, des bureaux de parvenus. Ces bureaux de fortune sont démantés lors des réceptions officielles.

Méconnaissance des procédures

En revanche, le travail gouvernemental souffre de méconnaissance des procédures, dans le « suivi » des décisions prises. L'anomalie de la loi de finances pour 1982, votée par le Conseil d'Etat du 3 février est révélatrice : comment a-t-on pu laisser publier au Journal officiel du 13 décembre un texte dont trois articles — les articles 41 et 43 — portent des chiffres différents d'un tableau à l'autre, dans les indications qui officialisent en 1982 les montants des droits de timbre pour les passeports et les cartes de séjour ? Comment personne ne s'est-il aperçu qu'à l'article 12 du texte de la loi ainsi publiée le droit de timbre pour les passeports est porté de 200 à 240 F et à l'article 41 de 200 à 260 F ? Tous les « flics » ont été déballonnés : celui du ministère du budget, qui avait préparé les documents présentés au Parlement ; celui du secrétaire général de l'Assemblée nationale, et même celui du Conseil constitutionnel qui n'a pas relevé cette série d'erreurs. Dans une lettre adressée le 11 janvier à M. Mauroy, le président de la République, qui avait décidé de promouvoir la loi malgré ces défauts, a demandé au premier ministre d'intervenir auprès des ministres et des présidents des comités paritaires pour qu'ils l'avisent ceux-ci soient plus attentifs à la mise en forme définitive des textes examinés par le Parlement avant leur publication, surtout quand les projets initiaux ont été modifiés par les amendements adoptés, comme cela avait été le cas pour cette partie de la loi de finances.

A l'exception des entourage des quatre ministres communistes, la plupart des cabinets ministériels, absorbés par la préparation des décisions à prendre, manifestent en effet, une certaine méconnaissance des procédures à suivre pour finaliser ensuite ces décisions dans les faits. Au nom du secrétaire général du gouvernement, M. Marcel Long, qui occupe dans les rouages la fonction essentielle d'aligneur en chef, a consacré M. Mitterrand et Mauroy d'ordonner le travail de l'exécutif en acceptant la fixation à intervalles réguliers d'un calendrier semestriel. Mais il n'est pas encore parvenu à les convaincre de la nécessité de dresser aussi quelques bilans pour s'assurer que « l'intendance suit ». Compte tenu de la charge de travail qu'il s'impose, le gouvernement serait bien inspiré de ne pas négliger ce conseil. Sinon, après avoir été taxé d'anarchisme désordonné, l'équipe de M. Mauroy encourra le reproche d'une incapacité à maîtriser ses propres décisions.

FIN

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

PLUS D'UN MILLIARD DE FRANCS POUR LES ENTREPRISES LOCALES

Le conseil régional de Midi-Pyrénées signe le premier contrat nucléaire avec E.D.F.

Les entreprises et les industriels de la région Midi-Pyrénées qui participent à la construction de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) sont assurés de décrocher pour 1,2 milliard de francs de commandes sur les 11 milliards du devis global. Parmi les deux mille personnes qui, en période de pointe, vivront sur le chantier, mille à mille deux cents seront recrutées sur place. Quant aux trois cent cinquante agents E.D.F. qui, à partir de 1980, feront fonctionner les deux réacteurs, 40 % seront originaires du Sud-Ouest.

Telles sont, comme nous le rapporte notre correspondant à Toulouse, Catherine Laurens, les clauses majeures du contrat que le conseil régional présidé par M. Alex Raymond, député socialiste de la Haute-Garonne, vient de signer avec E.D.F.

Ce « protocole d'accord » comme on le nomme officiellement, est un événement. C'est en effet la première fois que France qu'une assemblée régionale établit avec E.D.F. un document contractuel dans lequel l'entreprise nationale s'engage sur la durée de réaliser, à ses frais, des travaux de construction d'une centrale nucléaire et de faire récomber le maximum de bénéfices économiques sur la région.

Le protocole prévoit en outre qu'E.D.F. financera, au moins en partie, et en concertation avec les communes voisines, l'aménagement paysager des abords de l'usine, des terrains de jeux, des installations de loisirs nautiques sur les berges de la Garonne et même des études pour l'utilisation des gravières comme pisciculture.

Ces révélations ont été faites par M. Alex Raymond, lundi 8 février à Toulouse, à la sortie

M. TONY LARUE EST ÉLU
M. TONY LARUE EST ÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE HAUTE-NORMANDIE.

Rouen. — M. Tony Larue, sénateur socialiste, maire du Grand-Quilly, a été élu, mardi 9 février, président du conseil régional de Haute-Normandie, par 25 voix contre 18 à M. Roger Fossé, député R.P.R. de Seine-Maritime. Il a été élu à la place de M. Laurent Fabius, ministre du budget et adjoint au maire du Grand-Quilly. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il siège au conseil régional.

Dans une déclaration préalable, M. Fabius avait indiqué qu'il ne se représentait pas « pour éviter un cumul excessif des mandats ». J'avais accepté cette présidence en juillet 1981 pour lancer le changement. En quelques mois, beaucoup de choses ont changé et les méthodes ont été renouvelées. Et il a ajouté qu'il restait « un membre actif de ce conseil ».

Le conseil régional de Haute-Normandie comprend treize socialistes, sept communistes, trois M.R.G., un divers gauche, trois U.D.F., quatre R.P.R., deux modérés.

Le 13 août 1981 à Rouen (Seine-Maritime), M. Tony Larue fut élu conseiller régional. Il a été élu maire du Grand-Quilly (Seine-Maritime) en 1976 et réélu sans interruption depuis cette date sans pendant l'occupation du conseil général du canton de Grand-Couronne de 1980 à 1981. Il représente à nouveau le canton de la banlieue rouennaise au conseil général depuis 1981. Il fut aussi député socialiste de la première circonscription de Seine-Maritime de 1958 à 1977, date de son élection à l'Assemblée nationale. Il fut élu député dans cette circonscription jusqu'à sa nomination comme ministre du budget.

Corse. — M. Prosper Alfonsi, — M. Prosper Alfonsi, maire de Albertacce en Haute-Corse (M.R.G.), a été élu, mardi 9 février, président du conseil régional de Corse par un vote à main levée à l'unanimité des présents. L'assemblée régionale comprend 9 M.R.G., 1 P.S., 1 P.C., 3 Bonapartistes, 4 R.P.R. et 2 U.D.F.

M. Marcel Estrus, député apparenté U.D.F. de la Gironde, conseiller général, maire de Pointe-Noire, a été réélu, mardi 9 février, président du conseil général de la Gironde. Tous les membres du nouveau bureau de l'assemblée régionale appartiennent à l'opposition.

d'une séance consacrée au budget du conseil régional. Mais — on ne sait pourquoi — le texte exact du protocole n'a pas été rendu public. Il sera communiqué le 10 février devant la télévision régionale par un représentant d'E.D.F. et le président du conseil régional. Celui-ci a déjà indiqué « dans son mail d'usage » avoir été « très satisfait » des mesures aussi concertées.

Sept ans de refus

Ces mesures seront-elles de nature à apaiser enfin l'hostilité que, depuis sept ans, de nombreux élus et une fraction importante de la population témoignent à l'encontre du projet ? Il faut rappeler qu'en juin 1975, l'occasion d'un référendum, les deux cantons concernés avaient dit non à la centrale à plus de 80 % ; que le conseil général de Tarn-et-Garonne et le conseil régional avaient l'un et l'autre rejeté le projet ; que l'enquête publique en

octobre 1979 fut émaillée d'incidents au cours desquels les registres d'enquêtes furent détruits ; que le site fut gelé par le gouvernement pendant plusieurs mois ; qu'à la reprise des travaux des affrontements, très violents cette fois, opposèrent antinucléaires et forces de l'ordre ; que plus de vingt attentats furent alors commis contre des installations de l'E.D.F. et des entreprises.

Si 60 % des élus locaux des cantons concernés ont finalement accepté « l'inévitable » (voir le Monde du 11 décembre 1981), le conseil régional n'est revenu sur son opposition initiale qu'à condition qu'E.D.F. s'engage par contrat à favoriser au maximum les entreprises et les travailleurs locaux.

Si 60 % des élus locaux des cantons concernés ont finalement accepté « l'inévitable » (voir le Monde du 11 décembre 1981), le conseil régional n'est revenu sur son opposition initiale qu'à condition qu'E.D.F. s'engage par

contrat à favoriser au maximum les entreprises et les travailleurs locaux.

C'est chose faite.

Cependant, selon le programme nucléaire adopté par le gouvernement à l'automne dernier, un seul réacteur — au lieu de quatre — sera mis en chantier sur le site en 1982 et 1983. Il devrait être mis en service en 1988. La seconde tranche ne sera entreprise qu'après une nouvelle décision des pouvoirs publics ; probablement au début de 1984. Son coût sera évalué à 1 500 milliards de francs.

Le refus du nucléaire par la région Midi-Pyrénées s'est donc traduit par nouvelles obligations pour E.D.F. une importante réduction du projet et un allongement des délais de réalisation. Il est probable qu'un tel exemple incitera d'autres régions, qu'elles soient ou non réticentes à l'égard des centrales nucléaires, à réclamer des « avantages » similaires.

LES DÉCISIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL

255 millions de francs pour améliorer la qualité de la vie

C'est une importante réunion à laquelle participaient six ministres qu'a présidée, mardi 9 février, M. Pierre Mauroy. Ce comité interministériel a réparti sur une quarantaine d'opérations différentes les 255 millions de francs qui restent dans le Fonds d'intervention pour la qualité de la vie au titre de l'année 1981.

Ce fonds, créé en 1971, alimenté par les recettes du P.M.U. et géré par le ministère de l'Environnement, est destiné à encourager des opérations exemplaires financées par l'Etat, des collectivités locales et des entreprises privées. Les 60 millions distribués engendreront ainsi des dépenses totales de 255 millions de francs qui, toutes, ont pour finalité d'améliorer la qualité de la vie.

C'est la première fois depuis le 10 mai que le comité se réunissait. La présence de six ministres autour de M. Pierre Mauroy semble indiquer que, après une trop longue période d'hésitation, le gouvernement souhaite relancer une action politique de l'environnement. Les décisions les plus importantes concernent d'une part la protection des sites et des ressources naturelles, d'autre part la lutte contre le bruit.

La Garonne protégée

Le comité a confirmé le programme de classement de douze sites d'importance nationale lancé par M. Michel Crépeau (voir le Monde du 4 février).

Le plan de protection et d'aménagement de la Garonne, préparé par M. Michel d'Ornano lors-

qu'il était ministre de l'environnement et du cadre de vie, a été adopté. Établi sur dix ans, il coûtera 3 milliards de francs, dont un tiers à la charge de l'Etat. Ses axes sont la mise en valeur du fleuve pour l'irrigation, la pêche et le tourisme, la protection contre les inondations, l'amélioration de la qualité et du débit des eaux. Ce programme d'inspiration plus écologique qu'économique sera suivi par le ministère de l'environnement et s'intégrera dans le plan Grand Sud-Ouest.

A la demande du premier ministre, le fonctionnement des microcentrales, « qui ne constituent pas une alternative énergétique sérieuse et qui risquent de dégrader les rivières », sera strictement contrôlé. Avant la fin mars, chaque département devra proposer au ministère de l'environnement une liste de cours d'eau où les microcentrales seront prohibées. Sinon, aucune autorisation ne sera délivrée.

Les réseaux électriques et téléphoniques vont faire l'objet de conventions entre E.D.F. et les P.T.T., d'une part, et le ministère de l'environnement, d'autre part. Réseaux téléphoniques, lignes à moyenne et basse tension devraient être enterrés en plus grand nombre et dans les mêmes tranchées.

Plusieurs conservatoires d'espèces animales et végétales vont être développés, notamment dans les Landes et dans l'île de Porquerolles (Var).

Des expériences de replantations d'arbres le long des routes, des chemins ruraux et des canaux seront lancées dans trois départements.

A titre d'exemple, l'aménagement

et la mise en valeur de zones humides vont être encouragés dans la Meuse et le Gers.

Lutte contre le bruit : dix contrats avec les villes

Le comité a décidé d'engager une vaste campagne d'information et de sensibilisation qui s'étendra sur trois années.

Dix contrats seront signés chaque année avec des villes qui s'engagent à lutter contre le bruit en adoptant des plans de circulation, en contrôlant les véhicules, en renforçant la réglementation locale et en isolant les logements.

Des zones d'accueil pour motos vertes seront créées à titre expérimental dans la Gironde, la Somme et la Seine-et-Marne.

Le comité a approuvé la création d'un conseil national du bruit et d'une commission sur le bruit des aéroports.

M. Crépeau écrit aux préfets. — La lutte pour l'emploi ne doit pas égarer la protection de l'environnement. Le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, vient de rappeler à tous les préfets l'importance de cette prise en compte, à l'occasion de toute création ou extension d'un établissement classé. « Ce serait, dit-il, une erreur de croire que l'insertion de ces entreprises dans l'environnement ».

La lutte pour l'emploi ne doit pas égarer la protection de l'environnement. Le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, vient de rappeler à tous les préfets l'importance de cette prise en compte, à l'occasion de toute création ou extension d'un établissement classé. « Ce serait, dit-il, une erreur de croire que l'insertion de ces entreprises dans l'environnement ».

TOURISME

LES BANQUES ARABES VONT ÉMETTRE DES CHÈQUES DE VOYAGE

(Correspondance.)

Manama. L'Union des banques arabes (U.B.A.) a décidé la mise au point d'un projet qui permettra aux banques arabes d'émettre des chèques de voyage. Ces chèques seront émis d'abord en dollars et livres sterling, puis en francs suisses ou en dollars canadiens.

L'objectif, à terme, reste l'émission de titres de paiement en devises arabes, pourvu qu'elles soient convertibles en monnaie fidèle de libération des chèques de voyage en « dinar arabe », monnaie fictive servant d'unité de compte, a été abandonnée au profit de devises internationales acceptées.

S'il est adopté tel quel, le projet de l'Union des banques arabes sera mis en œuvre sous l'égide du réseau Visa, afin d'être en mesure de concurrencer sérieusement American Express et Thomas Cook. Les banques arabes participent au projet vont, en effet, s'associer au sein d'un groupe qui deviendra membre du réseau Visa international.

On estime le marché actuel des chèques de voyage à plus de 35 milliards de dollars, les ventes, à raison d'un dixième, étant effectuées au Moyen-Orient. Un marché que les banques arabes espèrent bien conquérir.

OLIVIER DA LAGE.

Faits et projets

LES BIENFAITS DES PRIMES RÉGIONALES.

La section de Lyon de l'Association nationale des docteurs en droit vient de publier une étude sur « la prime régionale à la création d'entreprises industrielles » (P.R.C.E.I.) à partir d'exemples pris dans la région Rhône-Alpes. Or, depuis janvier 1981, elle est attribuée à des entreprises s'engageant à créer six emplois permanents dans un délai de trois ans.

Dans la région de référence, son montant est de 50 000 francs. Elle est attribuée ou refusée par le conseil de région, après avis d'un groupe de travail comprenant des représentants des assemblées régionales.

Les résultats de l'enquête ont permis de constater que « les deniers publics ne sont pas gaspillés », puisque le pourcentage des entreprises primées en liquidation est faible (14,5 %). De plus, l'objectif de créations d'emplois est atteint par 86 % des entreprises bénéficiaires. Autre signe encourageant : les entreprises créées depuis juillet 1977 en Rhône-Alpes ont créé en moyenne sept emplois par entreprise, alors que les entreprises bénéficiaires de la P.R.C.E.I. et de l'aide du fonds de garantie ont créé une moyenne de plus de dix-sept emplois.

La conclusion générale du rapport insiste sur l'impact psychologique déterminant de la P.R.C.E.I. dans la décision d'investir. « Les entreprises qui la considèrent d'ailleurs comme « très incitative malgré son montant insuffisant ».

Les docteurs en droit soulignent enfin que cette prime est un « critère déterminant pour l'investissement dans une région plutôt que dans une autre ». Seul point d'ombre : près de la moitié des entreprises primées ne sont pas inscrites à l'Insee.

A. Association nationale des docteurs en droit, section de Lyon, M. Gérard Bonal, président, et, co-président, M. François Bonal, 69004 Lyon.

NEUILLY ET SON POS

Après notre information sur les menaces pesant sur les jardins d'un hôtel particulier de Neuilly-sur-Seine, le maire de cette commune, M. Achille Peretti, ancien président de l'Assemblée nationale, nous signale que la mairie ne pourra s'opposer à la demande de permis de construire puisque celui-ci respecte le plan d'occupation des sols existant.

Il ajoute qu'il a accepté, « dans cette affaire, comme dans d'autres pouvant présenter des difficultés, de s'en remettre à la décision de l'autorité de tutelle », c'est-à-dire de la direction départementale de l'équipement.

M. Peretti précise aussi que c'est à la suite d'une « suggestion » de celle-ci qu'il a, lui-même, demandé une modification du plan d'occupation des sols.

PEINTURES MARINES INTERDITES.

L'utilisation de peintures marines à base de sels d'étain est désormais interdite sur les bords de pêche et de plaisance, de moins de vingt-cinq centimètres de l'Atlantique et de la Manche. Cette mesure a été décidée par le ministre de l'environnement.

Les peintures contenant des sels d'étain libèrent des substances toxiques qui empêchent effectivement la fixation des algues et mousses sur la coque des bateaux mais qui, ensuite, diffusent dans la mer. Elles sont arrivées sur le marché en 1975, avant le vote de la loi de 1977 qui impose un contrôle sur tout produit chimique nouveau. On n'avait donc pas étudié leur impact sur le milieu marin.

Or, à partir de 1978-1980, les ostréiculteurs ont constaté une multiplication des malformations dans leurs parcs. Les études menées par l'Institut scientifique des pêches maritimes (I.S.P.M.) ont montré qu'il y avait « une probabilité élevée » pour que ces accidents soient imputables aux nouvelles peintures.

La mesure d'interdiction va obliger les fabricants à modifier la composition des peintures antialgues vendues aux pêcheurs et aux plaisanciers, soit en y ajoutant des produits toxiques. Devra-t-on demain mettre en cause à leur tour les peintures à base d'oxyde de cuivre, elles aussi prévenues pour leur faiblesse marine ?

Alerte à la pollution en Argentine. — Trente personnes intoxiquées par les émanations d'un entrepôt de pesticides ravagé par un incendie ont été hospitalisées le 6 février à la Rioja, en Argentine. Il a fallu évacuer un quartier de cette ville de quatre mille habitants et mettre tous les hôpitaux de la région en état d'alerte. 20 tonnes d'un insecticide organo-phosphoré ont été la proie des flammes et le nuage de fumée, emporté par le vent, fait craindre en Argentine une nouvelle affaire Seveso. — (A.F.P.)

NUCLÉAIRE : LE LIMOUSIN REVENDIQUÉ.

Le comité régional d'expansion économique du Limousin vient de relancer sa revendication régionale : la volonté de tirer un meilleur profit de l'uranium, sa richesse principale. M. Jean Charbonnier, président du comité, a ainsi posé le problème : « Le Limousin qui demeure au plan économique la lanterne rouge des régions françaises produit chaque année 1 000 tonnes d'uranium ; l'équivalent de 10 millions de tonnes de pétrole. Cela représente pour la nation une économie en devises de 1 milliard de francs. Or il n'en retire que quelques centaines d'emplois ; la France qui est la première puissance pour l'essence, l'essence et c'est ailleurs aussi que sont installées les centrales nucléaires.

Le projet de la centrale de Civaux, non loin de Poitiers, dans la basse vallée de la Vienne a relancé les inquiétudes et les revendications limousines. Car cette centrale va nécessiter un aménagement hydraulique important de la vallée de la Vienne en amont, c'est-à-dire en Limousin : « Nous allons fournir l'eau et l'énergie », a résumé le président du comité d'expansion du Limousin. De plus, l'attribution de cet énorme chantier tout proche (on parle de deux à trois mille emplois) risque d'accentuer l'exode de la main-d'œuvre régionale. Enfin, en attirant autour d'elle des industries permanentes, la centrale de Civaux risque de susciter un nouveau mouvement de dépeuplement à Limoges et à sa région. — (Corr.)

LES PARISIENS CONTINUENT D'ALLUMER LEURS CODES.

Près des deux tiers des automobilistes parisiens continuent à allumer la nuit en allumant leurs « codes » bien que depuis le 15 décembre dernier ils ne soient plus tenus de le faire, indique un sondage de la Prévention routière, tiers.

Les « codes en ville » ont donc gardé beaucoup de partisans et c'est l'obligation faite d'utiliser les codes, sans que les usagers aient été consultés, qui a soulevé le vif mouvement de protestation enregistré après la mise en vigueur de cette mesure le 15 octobre 1979. La décision prise le 19 décembre devra toutefois être confirmée par le décret instituant les codes obligatoires doit être annulé en Conseil d'Etat et remplacé par un autre décret laissant les automobilistes libres de leur choix.

Enfin, l'intérêt d'une modification des normes de construction automobile afin de proposer aux instances internationales de subventionner les véhicules de position des feux plus puissants est mise à l'étude par les ministères des transports et de l'industrie.

PAN AM : PLUS DE 2 MILLIARDS DE FRANCS DE PERTES.

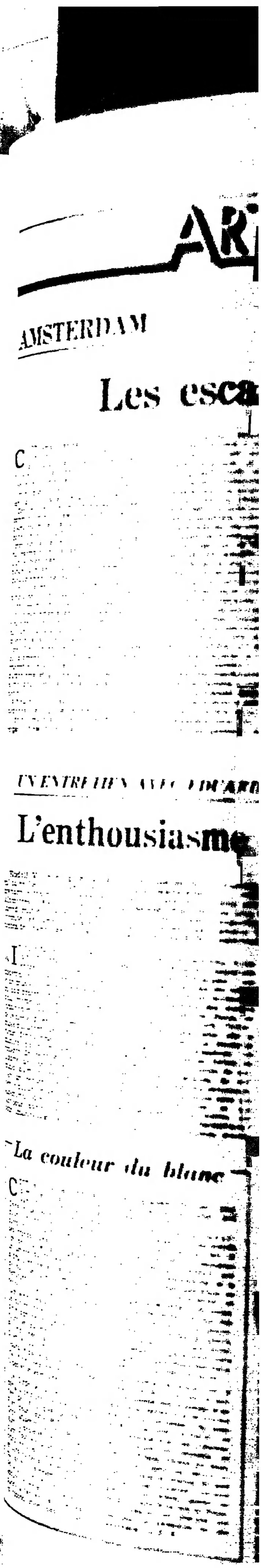
La compagnie aérienne américaine Pan American World Airways a enregistré, en 1981, une perte d'exploitation de 248,4 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs), qui n'a dû qu'à la vente de la chaîne hôtelière Intercontinental d'être ramenée à 118 millions de dollars (110 millions de francs) dans le bilan annuel qui vient d'être publié. L'année précédente, la vente de son siège social à New-York, lui avait permis d'effacer des déficits de 284 millions de dollars, alors que ses pertes d'exploitation atteignaient 120 millions de dollars.

En 1981, les cotis de Pan Am ont continué de croître plus vite que ses revenus (+ 7,2 % contre - 2,4 %). Ses dépenses de carburant ont représenté désormais plus de 32 % de ses frais d'exploitation, autant que ses cotis sociaux et salariaux. La direction de l'entreprise attribue ses mauvais résultats à la récession, à la guerre des tarifs aériens et aux conséquences du conflit de la navigation aérienne.

La situation, étant encore dégradée au dernier trimestre (128,2 millions de dollars de pertes) une compression d'effectifs dans les services administratifs a été décidée et des efforts vont être entrepris pour améliorer la productivité du personnel dont les salaires ont été réduits de 19 % l'automne dernier. — (A.F.P.)

Les dégâts du gel dans l'Oise. — Les dégâts causés dans les forêts du sud de l'Oise par les riges des 10 et 11 janvier dernier sont estimés à 85 000 mètres cubes de bois.

La surcharge occasionnée par le poids de la glace a entraîné la rupture de branches et le déracinement d'arbres entiers. Les plus vigoureux sont les plus touchés. Les résineux endommagés représentent un volume d'un million 500 000 mètres cubes, soit la production de six années. Il n'est pas certain que les forestiers puissent ramasser la forêt en état pour le printemps prochain. — (Corresp.)



Je t'aime

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

AMSTERDAM

Les escaliers du plat pays

C'EST vers Venise qu'on va souvent chercher l'inspiration de la Venise du Nord. Mais c'est là une erreur funeste, pour les jambes : les canaux de Venise sont manifestement là pour vous perdre, au contraire, de s'y retrouver.

Car, et c'est là, en revanche, un point commun avec New-York, les habitants d'Amsterdam et leurs édiles ont toujours porté un vif intérêt à l'organisation et à l'architecture de leur ville. Ainsi, dès 1812 par exemple, la Venise du Nord se dotait d'un « plan des trois canaux » qui, par bandes concentriques, devait permettre le quadruplement de sa superficie.

Une ville est un tout — ce qu'on oublie parfois en lui imposant de trop vives mutations — et un ensemble de cas particuliers, d'événements architecturaux qui peuvent être considérés pour eux-mêmes. Aller de l'un aux autres — sans nuire à son œuvre ni à la ville — est le métier d'architecte. C'est aussi le mouvement, difficile, de promener du XIX^e siècle, confronté souvent à de violentes ruptures de style ou d'urbanisme et qui tend ainsi à rejeter son siècle pour un périple exclusivement passé.

A New-York, où les ruptures ne sont pas surprises, deux guides existent qui donnent les points marquants de la ville (Paul Goldberger : *New York, the city observed* ; et

John Tauranac, *Essential New York*), tous les deux de 1979. A Amsterdam, où l'architecture des cent dernières années peut tantôt provoquer un choc, salutaire ou désagréable, tantôt passer inaperçue par sa discrétion recherchée, un tel guide vient avec bonheur de paraître en hollandais mais on s'y retrouve (*Amsterdamse Gebouwen, 1820-1980*). Un guide comme Paris n'en offre malheureusement toujours pas.

Des grandes marques qu'ont laissées un Culpers (le Vloet-De-Duc de la Hollande), un Berlage, un de Klerk, un Rietveld, il est bien sûr question. De cet entre-deux-guerres qui a mis le pays en général et Amsterdam en particulier dans les wagons de tête de l'architecture occidentale, on retrouve les traces fibres, tour à tour mélangées ou costaudes : séduisantes mais sans vraie descendance comme si la tradition leur avait imposé ses limites. Cela, c'est déjà le patrimoine. Le lien qui se faisait entre la ville et ces architectures, moins spontanées et dénuées de nos habitudes visuelles le laissent aujourd'hui croire, a-t-il persisté ?

Dans ces manifestations les plus ostensibles, la nouvelle architecture d'Amsterdam est singulièrement décevante. Comme partout ailleurs dans la vieille Europe, le changement d'échelle brutal, allié à un brutal changement dans les matériaux utilisés, produit un sentiment de déséquilibre, de

menace. Ces modifications doubles se sont méchamment introduites dans le vieux Amsterdam, celle des cartes postales, des maisons tout en hauteur dont les guides touristiques vous expliquent méthodiquement les pignons (à redans, à goulots, à tuyau et à cloche) ou les corniches ordonnées. Au moins leur hauteur est-elle généralement alignée sur celle de leurs voisines, et il ne pèche pas par ses retrais qui, à Paris, font autant de mal aux yeux que la mauvaise architecture.

Mais on trouve aussi, dans le vieux Amsterdam, des constructions de taille plus modeste, d'une liberté formelle pourtant presque totale, qui, respectant seulement l'urbanisme traditionnel de la ville, trouvent leur place et leur langage sans faire taire ce qui les entoure : vieilles et invisibles à la fois, ces interventions dans le vieux tissu sont de celles qui assurent à l'architecture hollandaise sa réputation de douceur et de modestie (un peu exagérée) à nombre des architectes actuels, celle de savoir s'adapter (sincèrement) leurs travaux au terrain plutôt qu'à l'idée théorique qu'ils se font de leur art. De cette manière peut s'expliquer l'éclectisme d'un Aldo van Eijk, aujourd'hui image symbole de la profession, qui d'une église sophistiquée de béton blanc a pu passer à un habitat conforme, en apparence au moins, aux vieux usages hollandais.

Entre l'audace et la modestie, sur ce point d'équilibre fragile, se situe sa dernière œuvre achevée (1981) : un foyer pour filles mères, dans le quartier du Plantage, près du Jardin botanique. De verre et d'acier transparent, mais souligné de couleurs vives, complexe (pédant à cette fascination des escaliers et des échelles que semblait avoir tous les habitants du pays plat), ce bâtiment s'est installé entre deux immeubles du dix-neuvième siècle sans les gêner le moins du monde. Il fait déjà l'objet d'une édition de carte postale.

Ce n'est pas à Aldo van Eijk, jadis appelé pour tenter de réconcilier les habitants d'Amsterdam avec leur futur métro, qu'on a laissé le soin de régler le sort du grand projet qui met aujourd'hui la ville en émoi, dressant une bonne partie des habitants contre leur municipalité : le Stopera. C'est un Viennois, Wilhelm Holzbauer, qui construira cet équipement de prestige où voleront une salle d'opéra de trois mille places et un nouvel hôtel de ville. La construction du métro avait entraîné de violentes émeutes. Celle du Stopera, dont l'emplacement choisi finalement porte le nom glorieux de Waterlooplein, est apparemment bien en route. Le terrain est dégagé. Reste à savoir si les habitants n'y voudront pas renouer avec leur vieille tradition de batailles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

UN ENTRETIEN AVEC EDUARD DE WILDE, DIRECTEUR DU STEDELIJK MUSEUM

L'enthousiasme est toujours un bon signe

Rudolf V. a vingt et un ans, il fait son service militaire. Le lundi il se lève à 4 heures du matin pour prendre le train et pour se rendre, à une centaine de kilomètres d'Amsterdam, dans sa caserne. Mais le samedi matin il revêt un costume noir très strict, une chemise et une cravate, pour s'harmoniser, en contraste, avec les murs tout blancs du Stedelijk

Museum, le musée d'art moderne. Chaque semaine il y retourne : Rudolf veut devenir peintre, et il sait déjà que l'art nait de l'admiration. Cette semaine-là, en plus des collections permanentes, il va voir une exposition d'affiches politiques, une exposition de photos instantanées, des rétrospectives du peintre américain Neil Jenney et d'un architecte d'intérieur

hollandais, Rudolf n'est pas le seul à se « camoufler » : par son habillement et son attitude, avec l'art qu'il va voir : tel pantalon de peluche zébré, tel pull de fille aux motifs baroques, semblent descendre d'une toile de Kandinsky. D'étonnants contacts entre l'art et la vie se produisent dans ce musée. Nous avons rencontré son directeur, Eduard de Wilde. — H. G.

« Il faut faire la différence, dit Eduard de Wilde, entre un musée d'art moderne, qui traverse l'histoire, et un musée d'art contemporain, qui doit présenter l'art d'aujourd'hui, même pas celui d'hier et certainement pas celui du début de ce siècle. Il est évident qu'un musée qui accente l'art contemporain fonctionne d'une autre manière qu'un musée qui se contente de dévaler les chefs-d'œuvre de ses collections. Le musée d'art contemporain devient un centre d'action dirigé vers le public, et vers les artistes eux-mêmes. Son rôle est important pour l'architecture extérieure, pour l'imagination, pour les pos-

sibilités de comparaisons entre les artistes. Nous leur apportons beaucoup d'informations qui n'ont pas la sécheresse des revues d'art. Quand l'artiste hollandais prend connaissance des œuvres de ses collègues, de Paris, de Rome ou de New-York, l'information est existentielle, elle le prend aux tripes. Le Stedelijk est une sorte d'endroit où l'opinion publique se forme, en partant d'un petit cercle de collectionneurs, d'artistes, de critiques. Dès le jour du vernissage, je me trouve pris entre ceux qui détestent l'exposition, et qui méprisent, et les autres, qui disent : c'est fantastique ! Comme nous organisons trente-

cinq expositions par an, les possibilités de discussions sont sans limite.

« Le critère de la qualité des œuvres est fixé depuis longtemps, mais il est intéressant de voir comment le présent est formé par l'histoire. L'appréciation des classiques par les artistes vivants est capitale. Par exemple, malgré toute mon admiration pour lui, je n'aurais pas du tout pensé à acheter une grande œuvre de Matisse : ses tableaux étaient devenus trop chers et je ne me décidais pas à arracher des fonds pour pouvoir en acquérir. Mais quand j'ai constaté que toute une bande d'artistes américains étaient profondément inspirés par les dernières œuvres de Matisse, j'ai changé d'avis, je me suis dit : ce maître classique prouve une vitalité si forte, à travers ses dernières œuvres, qu'il faut absolument posséder une toile de cette époque. Depuis j'ai remarqué que le grand tableau de Matisse que nous avons acheté est très fonctionnel pour la créativité des artistes.

« A mon avis, les artistes, plus que les critiques, sont les meilleurs guides dans l'art contemporain. Si un artiste de valeur est intéressé par un autre artiste vivant il faut toujours rendre visite à celui-ci. C'est ainsi que j'ai trouvé mon chemin en France, et aux Etats-Unis après la guerre. Barnett Newman m'a envoyé à Jasper Johns, qui m'a envoyé à Rauschenberg. Ils ont parlé avec un tel enthousiasme ou un tel respect l'un de l'autre, que je me suis dit : ce type avait droit d'être très important. Mon travail, vous voyez, ne vient pas à choisir avec de très bons yeux et beaucoup de réflexion parmi les œuvres d'un artiste reconnu.

« La question de la qualité, on peut en parler tout un après-midi sans trouver de réponse, et j'en parle depuis trente-cinq ans. C'est peut-être une certaine puissance d'évoquer l'imagination, plus qu'une question esthétique. Il existe des œuvres laides, mais qui ont une présence esthétique. Personne ne possède le centimètre qui mesurerait la qualité.

Le plus formidable, si on travaille constamment avec de jeunes artistes, est de suivre le changement de l'imagination. On découvre dans sa conscience beaucoup de petits endroits restés inexploités.

« Je crois que la fonction d'un musée d'art contemporain est la fonction de l'art même : stimuler, évoquer. Le musée doit influencer le public autant que l'œuvre. L'idéal, c'est qu'il s'adapte à l'œuvre. Nous ne devons pas être un institut pour les historiens d'art. Ils sont extrêmement utiles, mais, souvent, ils prennent l'art d'une façon scientifique. Et dès qu'on se met à parler d'art avec une présentation objective, l'enthousiasme se perd.

« Beaucoup d'artistes exposés

au musée sont de très bons amis, et d'autres de très bons ennemis. Mais je travaille avec une quinzaine de conservateurs, et s'il se trouve que l'un d'eux ne parle avec beaucoup d'enthousiasme d'un artiste que je n'aime pas du tout ou qui m'est complètement indifférent, je demande quand même au conservateur d'organiser l'exposition. Je trouve que l'enthousiasme est toujours un bon signe, il faut l'honorer. Il y a donc de temps en temps des expositions qui ne me disent rien, mais elles donnent à la vie du musée un aspect fonctionnel. Je suis convaincu que tout le monde a des points aveugles dans les yeux. On ne peut pas voir dans une œuvre d'art plus que sa propre conscience ne peut comprendre. »

La couleur du blanc

C'EST le triptyque d'Amsterdam : le Rijksmuseum, le Stedelijk Museum, trois volets qu'on ouvre successivement après avoir franchi le dernier des grands canaux qui cernent l'œil de la ville, la Singelgracht. La lumière du Rijksmuseum est à peu près celle de la Ronde de nuit, le grand et célèbre Rembrandt, tout répété, tout redoublé, tout renforcé. Brillante l'uniformité, mais loin du jour. Le jour est dévolu à Van Gogh, assis par ce piéce à photons qu'est le bâtiment du bureau Rietveld, des architectes Van Dillen et Van Tricht : où l'on reconstruit par une généreuse utilisation de l'espace le soleil des tulipes et le vent des cyprès.

Le Stedelijk, voué pour sa part à la peinture contemporaine, tient de la brigue grise du Rijks, pour l'extérieur : du Van Gogh Museum, pour les couleurs (la couleur) de l'intérieur : blanc. Tout est blanc autour du grand escalier théâtral. Blanc, et sans palette. Le musée, qui suit assez fidèlement l'évolution de la peinture depuis un siècle, apparaît comme un hymne à la pureté, à l'économie du signe, à la réconciliation des couleurs,

scientifiquement fondues pour parvenir au blanc parfait, que réfracte la neige.

Impressionnistes, et post-impressionnistes. Tous les grands noms ensuivent, qui ont fait la peinture moderne. Les Mondrian semblent montrer soudain que la couleur est condamnée, et le croix blanche sur fond blanc de Malevitch tire précocement un trait sur toute velléité de rouge, de bleu, de jaune, sur tout mélange qui ne serait pas absolu. Les œuvres d'après la guerre, la dernière, développent somptueusement, religieusement, cette obligation claire. Avec des variations bien sûr, des tricheries.

On lacère le blanc, on le pique, on le cloue, on le hait. On lui donne des étendues d'autant plus vastes que la couleur est moins carnable. Ou bien, pour qu'aucune confusion ne soit possible avec les climats, on souligne, on retourne, on mêche, floque, cloque ou boursoffe le support de l'œuvre, du blanc. Certains blancs se sont moins que d'autres, certains blancs sont bleus, jaunes ou rouges. Dans la spirale du Stedelijk Museum, on cherche une horloge, un calendrier ou une prophète. — F. E.

« Aux Editions Pandora, on doit en matière d'histoire de l'art, trois publications de grande importance... »

André Fernigier
(Le Monde)



PANDORA EDITIONS

Collection Art et Architecture

48, cours Mirabeau - 13100 Aix-en-Provence - Diffusion CDE / Soif.

Je l'ai vu

AMSTERDAM

QUE se passe-t-il dans la vie culturelle, artistique des Pays-Bas ? Un séjour d'une semaine et deux intrusions parallèles, dans les institutions et dans leurs marges, du côté des créateurs et du côté des responsables, de nombreuses rencontres, de part et d'autre, l'un regardant l'autre avec distance et parfois alléguant contre l'autre, le décorant, les bribes d'un cahier entier couvert de notes, en donneront peut-être quelques aperçus subjectifs.

Cinéma

Le cinéma, d'abord, puisque c'est lui qui semble le premier liquidé, malgré son forum du cinéma à Rotterdam qui devrait égaler celui de Berlin. Tout le monde s'accorde à vous le dire : pas de cinéma de fiction en Hollande, pas de tradition pour ça, mais un bon film, depuis Joris Ivens, de cinéma documentaire. N'allez pas dans les salles voir des films commerciaux, vous n'y trouverez que des remakes d'Emmanuelle (au fait, Sylvia Kristel n'est-elle pas la vedette-maison, la star locale ?), cette fois c'est Sabine, et le slogan nous dit : « Elle avait quinze ans (merci Erich Segal), et elle découvrait l'amour de sa vie ».

Jean de Vaal, le directeur de la cinémathèque, explique : « Les années 20 et 30 ont vu dans notre pays un développement étonnant du film documentaire, avec Joris Ivens notamment. Les générations d'après-guerre ont poursuivi cette tradition, c'est un problème de culture. Nous possédons une culture picturale et une culture musicale, mais il n'existe pas vraiment de culture cinématographique en Hollande ».

Les Américains sont parvenus à une visualisation de leur histoire, la Hollande reste plus proche du reportage. L'académie du film, par exemple, qui accueille cent étudiants pour une durée de quatre ans d'études, offre une bonne base pour la technique, mais pas pour l'écriture. Les jeunes cinéastes acquièrent une vue très stricte sur les difficultés de leur pays et celles du monde, et ils se lancent dans un nouveau cinéma progressiste. Par groupes, ils abordent les problèmes qui leur semblent importants : le féminisme, l'apartheid, l'homosexualité, la guerre d'indépendance en Indonésie et les jeunes squatters. Ce sont souvent des films très mauvais, mais on veut exprimer, on veut montrer ».

Télévision

La part intellectuellement active de la population, donc, ne va pas au cinéma le samedi soir. Elle regarde la télévision. Nous avons eu l'occasion, un samedi soir, de traverser plusieurs couches de milieux intellectuels, professeurs, artistes, étudiants, et, ce qui serait impensable en France, tous regardaient la télévision. Les chais médiatiques renouaient dans leurs corridors, les visages étaient hypnotisés par l'écran domestique. Il faut dire que les émissions de télévision ne sont pas comme les nôtres : inventives, pétardantes, cultivent la subversion et les joies de la délinquance.

Il existe, en Hollande, six différentes stations de télévision, privées, mais chapeautées par le gouvernement. Chaque station a sa couleur : socialiste, libérale, conservatrice... C'est unique dans le monde, très drôle et très démocratique, explique encore Jean de Vaal. « On peut toujours trouver un programme valable. Une des raisons d'un taux d'écoute si élevé tient aussi à une nouvelle loi : à Amsterdam, on ne peut plus bâtir de maison, sinon à des distances de 10 à 20 kilomètres. Les gens, à cause du temps de transport, ne peuvent plus sortir à Amsterdam le soir. Leur seul amusement est devenu la télévision ».

Institutions

Du côté des institutions, la vie culturelle est solidement charpentée. Amsterdam est considérée comme la capitale artistique (La Haye étant la capitale politique, et Rotterdam la capitale économique). L'ancien maire de Rotterdam est devenu ministre de la culture et l'appellation « nouveau réalisme » a

fait suite à celle de « nouvelle gauche » (ce qui a entraîné, chez les conservateurs, l'apparition d'une « nouvelle régence »).

Le secteur culturel d'Amsterdam touche chaque année 80 millions de florins de la ville elle-même, et 240 millions du gouvernement fédéral de La Haye. Ces subventions sont absorbées pour la plus grande partie par le Rijks Museum qui est, avec ses Rembrandt, ses Vermeer, tous ses maîtres flamands, une des grandes institutions touristiques : le Stedelijk Museum, musée d'art moderne, ancien musée du dix-neuvième siècle, qui accueille maintenant trente-cinq expositions chaque année ; le Ballet national, qui a regroupé trois compagnies de danse ; le Ballet d'Amsterdam, qui a regroupé les troupes de l'Opéra ; le Centre international des musiciens et le Centre de musique contemporaine ; la Cinémathèque...

Deux millions de florins sont dirigés chaque année vers un bureau d'information culturelle, F.U.I.T., qui a son siège dans le centre de la ville, devant le cinéma City, et qui publie un journal de programmes mensuel, tiré à cent mille exemplaires, le Krant, distribué gratuitement dans des deux cents points de la ville. D'autre part, ce bureau coordonne les publicités de spectacles dans les journaux, édite des posters avec la liste des manifestations, occupe à la radio vingt minutes d'antenne chaque jour pour donner les programmes et des interviews d'artistes, met à la disposition des spectateurs une billetterie avec possibilité d'abonnements (les places les plus chères, même pour l'Opéra, ne dépassent jamais 30 florins, soit 70 francs, et valent en moyenne de 10 à 15 florins) et, pour les touristes, des synopses en anglais. En Hollande, aucun film étranger n'est distribué, rien que pour les sept cent mille habitants d'Amsterdam (la Hollande n'en compte en tout que quatre millions), Arthur Van Schendel, qui dirige ce bureau d'information, recense cent cinquante lieux de spectacle et cent cinquante mille places vendues chaque année.

Théâtre

Il n'existe pas à proprement parler de théâtre commercial : on joue bien, actuellement, une Madame Rose et une Fier à bureau fermé, mais des capteurs privés ne peuvent pas s'emparer d'un théâtre pour y monter une pièce à succès, comme à Londres ou à Broadway. Même les succès ne restent pas plus de deux semaines à l'affiche, et ils partent voyager dans le pays.

Inversement, des théâtres comme le Micky ou le Wertheimer ne sont pas seulement des lieux de création, ils accueillent de nombreuses troupes étrangères ou anglaises de passage. La majeure partie du public est très jeune (mais la moyenne d'âge à Amsterdam est une des plus basses du monde), au point qu'on est amené à parler, pour les lieux de spectacle (excepté le Koncert Hall), d'un « terrorisme de la jeunesse ».

Décentralisation

Un effort de décentralisation, à Rotterdam et à La Haye, est souvent amorcé, des journaux consacrant des articles à ce sujet, mais tous les gens rencontrés restent sceptiques : « Quelque chose d'important à Rotterdam ? ça n'arrive pas... ». Pourtant, on dit le plus grand bien d'une troupe de théâtre fluite à Enthoven, le Globe, et un grand nombre d'artistes, plus qu'à l'Académie des arts, débute maintenant à Harlem, dans un lieu appelé Atelier 65, où chacun possède son propre studio, qui vient de temps à autre visiter un « maître », Jan Dibbets ou Ger Van Elk...

Alternatif, voilà le mot-clé que nous entendons durant tout notre séjour à Amsterdam : une autre chose dans un autre lieu. A ce sujet, une histoire assez amusante : au dix-neuvième siècle, l'Etat hollandais d'Amsterdam décide d'édifier des lieux « républicains », à la fois de parade et de sa propre classe et de mise en boîte de ce qui la menace. Ainsi fait-on construire sur une même rive, presque côte à côte, un théâtre, un tribunal, une prison et une église.

Aujourd'hui, le théâtre est resté un théâtre, mais le tribunal est devenu lieu d'information culturelle,

la prison un théâtre pour enfants et parfois, la nuit, un lieu de perdición fantasmagique pour les adultes. Dans les années 60, l'église a été peinte aux couleurs vives du drapeau hollandais, rouge, bleu, blanc, et baptisée Paradiso. C'est l'endroit où l'on va fumer un joint en écoutant un groupe pop ; tous les groupes importants, le dernier en date étant Pojcos, ont débuts au Paradiso. Ce soir-là, au Paradiso, dont les briques ont abandonné leurs vives couleurs ironiques pour se teinter d'un noir charbonné de deuil, plusieurs centaines de jeunes, tatoués, de crocodile au tampion sur les mains, et beaucoup de forbans, de corsaires, de molichans, de toutes les chevelures bleues, de crânes torsurés, d'ongles noirs et de bouches rouges se sont réunis pour protester, dans la fumée, sous les gargarismes et en musique.

Protestation

Un éditeur vient d'être arrêté pour avoir publié des documents secrets, il faut peut-être le noter, de l'armée hollandaise : toutes les tactiques qui seraient mises en œuvre en cas de guerre civile, les plans de répression, les noms des intellectuels qui seraient mis en prison, et des bâtiments qu'on transformerait en prisons... Le livre a été saisi, mais des photocopies de tous les documents sont affichées contre les murs du Paradiso. On les lit, attentivement, on danse un peu, on prend une « taf » d'un des nombreux joints en circulation, on s'embrasse.

Au premier étage, dans ce qui devait être l'appartement du curé, on projette un film de propagande pour l'enlèvement des « casques bleus ». Il faut peut-être le noter, la plupart des jeunes qui sont là ont adopté le même habillement que celui des paras, des légionnaires, crâne rasé, grosses bottes à lacets, pantalons kaki bouffants sous le genou, blousons de cuir avec médailles. C'est tout ce qu'ils ont, c'est tout ce qu'ils refusent, mais ils s'en parent, comme un exorcisme. Pourtant l'assemblée, ce soir-là, donne l'impression d'une protestation molle, hétéroclite, fumeuse. La police viendra confisquer les documents le lendemain matin.

Satellites

Autre forme d'alternative, dans le même genre, au Mellow, l'ancienne fabrique de lait, qui a été transformée en maison de la culture païenne, en asile de la jeunesse, en refuge. Plus qu'un « alternatif », d'ailleurs, les tenants du Mellow sont volontiers du terme « satellite culture ». Une petite salle de concert, une cantine où de jeunes punks ou hippies se retrouvent assis autour de tables rondes, sans se parler, des yeux dans la vide, un léger sourire sur les lèvres, comme s'ils attendaient des esprits frappeurs attendus. Un salon de thé, aussi, plus fréquentable, et une petite salle de dévouement où l'on se contorsionne en groupe devant un miroir, une gymnastique. Le programme propose, soit un film, soit de la musique, soit un film japonais. Culture internationale.

Squatters

Alternative, également, cette exposition, au centre de la ville, non loin du Dam, où, dans un hangar squatté, vingt-neuf jeunes artistes de la génération punk ont accroché leur travail et se chauffent au-dessus d'un poêle juste à côté. Le visiteur doit payer 1 florin pour l'électricité et le chauffage. Les artistes ont peint eux-mêmes, une par une, vingt-neuf affiches différentes, tous les jours l'acrobate bouge, on peut emporter photos ou tableaux pour moins de 50 francs : le lendemain, ils seront remplacés. Le lieu d'exposition est le lieu même du travail, et de la vie, de la nouveauté, de la conversation, du sommeil.

Pourtant, le directeur du Fodor Museum, Tjmen Van Groenou, qui est l'initiateur privilégié des jeunes artistes à Amsterdam, juge un peu négativement cette manifestation : « C'est une chose

à la mode, donc pas très intéressante. Le monde de l'art va se dépêcher de récupérer les artistes ».

Vigilance

Une des choses les plus étonnantes, dans les milieux artistiques ou culturels hollandais, est le haut niveau de conscience politique, la vigilance. On vient interviewer le directeur de la cinémathèque, Jean de Vaal, sur le fonctionnement de sa maison, et il vous raconte un fait divers lu le matin dans le journal : les Américains ont livré, par le nord de la Hollande, des armes pour l'Allemagne de l'Ouest, certainement en cas d'intervention soviétique en Pologne, et les jeunes Hollandais ont bloqué les convois en immobilisant les roues des trains avec des chaînes...

On vient interviewer Rudi Van Dantzig, le directeur artistique du Ballet national, et il vous raconte, comme exemple de son activité, un ballet créé il y a quatre ans, Life, dans lequel trois danseurs figuraient Staline, Roosevelt et Churchill au moment du partage de Yalta : « A la fin toute la compagnie revenait sur la scène pour chanter l'Internationale... Le directeur de l'Opéra de Paris, qui était

venu voir le spectacle, nous a dit : « Je vous félicite ; en France, dans un théâtre national, ce serait impensable ».

Alternative ou satellite culture, donc, à quoi il faudrait ajouter politique-culture. De nouvelles sagittations se sont créées, explique Mathias, étudiant en sociologie : les féministes, les gays, l'hippy-culture. L'avant-garde est morte, elle est devenue une nouvelle forme d'institution. L'avant-garde vit maintenant dans les sciences politiques. Ici on lit Foucault, Deleuze, Derrida et, depuis qu'il a été étranglé sa femme, Althusser... Comme une réhabilitation de la pensée, non plus d'une intellectuelleté obscure, mais d'une intellectuelleté pensante. Ce n'est pas un programme, mais une tendance ». Mathias prépare maintenant, pour le Paradiso, une manifestation sur le thème « masculinité et minorités ».

Gadgets

Mettons de côté les gadgets, car à côté des films en vidéos et des centres de bronzage les plus perfectionnés d'Europe, il existe des gadgets culturels : le S.B.K. propose une location d'œuvres d'art : « Venez choisir le tableau qui vous

plait dans une galerie, vous l'emportez, vous payez des mensualités, et quand vous en avez assez, vous le rapportez ».

Ce serait peut-être faire du mauvais esprit d'associer le S.B.K., règlement d'Etat qui subventionne le travail des jeunes artistes, à ce S.B.K. Beaucoup d'artistes connus en ont profité à leurs débuts. Maintenant, il est beaucoup décrié et risque de disparaître. Edoard de Wilde, directeur du Stedelijk Museum, explique : « L'artiste sérieux qui ne peut pas vivre de son œuvre a le droit de la vendre à l'Etat. Ce système est valable pour les meilleurs artistes, quand ils sont jeunes : il les aide à développer leurs propres idées et à rester libres au moment où ils entrent dans le marché. Mais pour beaucoup d'artistes qui n'ont pas suffisamment de talent, cela les réduit à une existence de fonctionnaires. C'est très décourageant d'apporter sa peinture tous les deux ou trois mois devant une commission, sans que ce travail ait une fonction sociale. Ni les conservateurs ni les collectionneurs ne s'y intéressent, et les tableaux disparaissent dans des caves ».

A quel Jan Dibbets, artiste qui a bénéficié de cette aide en 1968, réplique : « Ça résout de façon très idéaliste, mais ça tue la créativité ». Et Tjmen Van Groenou,

Au musée Van Gogh, à Amsterdam, une femme regarde les tableaux. Elle est jeune, petite, très maigre, mais sa maigreur est cachée sous ses bras croisés, son cou disparaît sous un noeud d'écharpe, et ses poignets dans ses manches. Elle semble n'avoir aucun poids, comme si son corps ne pouvait prétendre à aucune possession de l'espace. C'est presque un fantôme.

Restent ses yeux, d'un bleu très intense, très matériel malgré leur transparence. Mais elle ne voit personne. Elle est seule avec les tableaux. Les mouvements qu'elle décrit par rapport à eux, sans pesantier mais appétissant, pour s'approcher, ou se reculer, pour s'éloigner, en éprouvant plusieurs niveaux, ces déplacements sont un peu ceux de tout le monde, les réflexes communs, mais ils sont plus spectaculaires que ceux des autres, car ils sont pleins de gravité, ils sont comme décomposés, décortiqués, et aussi purifiés, débarrassés de tout repit, de toute distraction. A vue de main, monde hypervigilant devant les tableaux. Dans le passage de l'un à l'autre, on sent dans le corps de cette femme toute la vibration d'un rendez-vous d'amour, puis la douleur d'un arrachement, d'une perte, d'une séparation forcée avec l'être aimé. C'est péniblement que cette femme doit se résoudre à se détacher d'un tableau pour aller vers le suivant. Ses rendez-vous d'amour, elle les a avec une branche fleurie, avec un paysage africain, avec une chambre calme, avec des couleurs, avec le visage de cet homme, mort en 1890, qui signait ses tableaux seulement Vincent.

Voici un peu, pour qu'on l'imagine mieux, les mouvements, dans les lenteurs que cette femme accomplit par rapport aux tableaux : dès qu'elle s'est résignée à quitter le tableau précédent, elle jette un coup d'œil prudent, de biais, vers le prochain tableau, et aussitôt ses formes, ses couleurs, la frappent de plein fouet. Son corps doit s'arrêter, elle est éblouie, comme par un feu blanc, une éclipse, avec tout ce qu'elle peut pour que les couleurs et les formes tout juste entrevues ne la consomment pas, ne la liment pas. Une fois son regard acclimaté, voilà, rechargé dans le noir, ses perceptions se relèvent, et c'est une découverte radieuse : elle s'adonne aux couleurs, cette fois doucement, sans vertige. A une somme de déplacements imperceptibles, son corps se tend vers le tableau et s'en approche, ses yeux happent les couleurs, on peut-être le tableau se déverse de sa matière, de ses couleurs jusqu'à ses yeux, en vagues concentriques, vibrantes, comme le paysage dans les yeux de Vincent. A un moment, la femme se retrouve physiquement si proche du tableau qu'on dirait qu'elle le touche, les lèvres ou la tête tout contre lui et les yeux de nouveau au bord de l'aveuglement, du brouillage total, des

couleurs en fusion fondues en blanc de l'orgueil, on dirait que le tableau l'engloutit entièrement et qu'elle va s'y fondre, y disparaître. C'est un rapport si intense, et d'une intensité croissante, que tout à coup il en devient intenable, elle pousse, elle se casse, ses genoux plient, sa nuque se courbe, elle se retrouve au sol, foudroyée, à genoux, en posture d'imploration. Elle prend le tableau, sa tête levée vers lui, comme on prend le soleil, elle se baigne dans ses couleurs, elle les reçoit en vagues vibrantes comme une cascade, un épanouissement, un équilibre bémol qui pousse la fragilité, la transparence de son regard, elle s'en lave, elle s'en recharge. Alors, de tant de douleur, douloureusement, elle sent qu'elle doit. Men se défait, sous peine d'obscénité.

Les gens autour d'elle ne constatent sur la surface plane du tableau que quelques apparences, une branche fleurie donc, des champs au soleil, la chambre d'un agité. Ils constatent, peut-être, un afflux, un excès de matière ou de couleur, rien de plus. Ils voient beaucoup moins que la femme, qui, maintenant s'est relevée, et ils en sentent presque jaloux, ils

Rendez-vous

l'évitent, par couples ils se tiennent par la manche, ils s'en détournent, comme de l'expression d'une adhésion un peu diabolique. Cette femme-là semble en communication directe avec Vincent, tant elle respire, à 100 %, les informations de ses tableaux, tant sa vue doit coïncider, en s'y juxtaposant, avec la vue définitive du peintre : même façon de boire les couleurs jusqu'à l'arrachement, même façon de sentir un paysage couler dans soi, s'y insérer en faisant vibrer chaque parcelle, en vagues dilatantes. Même martyre de sa sensibilité. Mais, pour celui qui a compris, cette femme est aussi le meilleur médium, le meilleur relais, pour s'approcher de l'aventure spirituelle de Van Gogh, pour la comprendre. Un guide hors pair.

Suivre cette femme dans sa folie revient à suivre le peintre dans la campagne aux alentours d'Arles, dans le jardin de la maison de santé d'Arles-sur-Orne, dans le défilé, l'arrachement d'une matière nouée et austère qui tout à coup s'embrase. A un siècle de distance, elle est son ombre vivante.

Je raconte cette histoire au peintre Constant, dont j'ai beaucoup aimé le travail, et

ET DES SPECTACLES

une vie satelli

avec Vincent

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine Paris 6
ABAKANOWICZ

MARIE ANNEE DU 6^e
78, r. Bonaparte - M^e St-Sulpice
TEILHARD DE CHARDIN
HOMME PLANETAIRE
du 12 février au 14 mars
Ouvert tous les jours sauf lundi
de 11 h 30 à 18 heures.
Entrée gratuite.

La Maison
de la Lithographie
100 présentations actuellement
LITHOGRAPHIES
de AGOSTINI, BRAYER, CARZOU,
DALI, HILAIRE, WEISBUCH, etc...
110, boulevard de Courcelles
75017 PARIS. TEL. : 227.28.16
Ouvert le lundi de 10 h à 19 h
et du mardi au samedi de 11 h à 19 h

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Pavane-3^e
ERLAND COLLBERG, peintures
PETER TILLBERG, dessins
VERONIQUE HUBERFORS
Fonctionne 21 février
Lundi-vendredi 12 h-18 h
Samedi-dimanche 15 h-18 h

FRANCOIS JACQUES
GALERIE DE LA BRITA

une vie satellite

le conservateur du musée Fodor : « Trois mille artistes vivent actuellement dans cette région. Mais les commissions qui achètent le travail sont très conservatrices, hostiles à la vidéo, à la photo, à l'architecture. Elles ont tendance à s'enfermer dans des peintures, des sculptures, des petites sculptures. En fait ce régime est plus social qu'artistique. Et en ce moment, avec l'économie qui décline, on commence même à le discuter : je pense qu'il n'y aura plus cours d'ici deux ou trois ans. Ou alors les commissions seront plus sévères, plus attentives... »

Hollandophobie

À l'hollandophobie en vogue (c'est un mot qu'on entend aussi en Hollande : le souvenir de Van Gogh est présent, et un des écrivains hollandais actuels les plus importants, Gerard Reve, s'est exilé à Montélimar), a succédé une américanophilie croissante. Édouard de Wilde, directeur du Stedelijk, qui a pourtant privilégié l'art américain dans les années 1960-1970 en constituant une des collections les plus importantes du monde, déclare : « Maintenant les vagues sont inversées, l'Europe est devenue plus intéressante que l'Amérique. Ça se reflète dans le programme des

expositions, et aussi dans nos achats... »

« Constatation un peu tardive », dit le peintre Constant, fondateur du mouvement Cobra et de la Nouvelle Babylonie, qui ajoute, après un retour à la peinture-peinture : « Nos musées sont dominés par l'art américain, je trouve ça détestable et je ferais tout ce que je peux pour faire réévaluer l'art européen, avec ses traditions. Il faut faire face à l'invasion américaine : même dans la grande exposition Westkunst, qui s'est tenue à Cologne, toute la peinture européenne ne subissait que comme matelas pour faire passer le grand corps de la peinture américaine. Les Américains ignorent l'Europe et se vantent de savoir pas son poids d'héritage... »

« Tokyo ou New-York, tout est semblable, on ne peut pas savoir où on est, c'est partout l'Amérique qu'on voit », dit un groupe de jeunes artistes, Kees de Goede, Leo Vroegindewell, Eno Verkerk, Robert Smil, Eli Contant, qui se sont réunis un soir au musée Fodor, où l'on prépare une exposition sur les années 1960-1980, pour parler devant un magnétophone.

Objet de la discussion : « Qu'est-ce qu'on fera, après ? » « Il y avait un air d'incertitude, explique Frank Lubbers, qui recueillait leurs propos, et aussi une certitude quant à

la nécessité de revenir à la source européenne et même plurielle. C'est la recherche d'une identité personnelle, sans hiérarchie entre l'Amérique et l'Europe, la possibilité de l'existence de deux sortes d'arts, deux arts aussi valables, mais avec des différences. La période de l'art international est terminée, les artistes de l'Europe ont besoin de leurs racines. Avant on connaissait un système de critères internationaux, il faut maintenant découvrir un système de critères individuels. » Mais l'Amérique attire toujours les jeunes artistes : Kees de Goede, un des artistes présents au débat, vient d'obtenir une bourse du gouvernement hollandais, qui va lui permettre d'avoir un « loft » pendant six mois à New-York...

Les jeunes

Kees de Goede, dont les œuvres ont été achetées par le Stedelijk, qui les expose maintenant dans ses collections permanentes, organise des frictions entre l'organisme du bois et du bambou, et la mécanique du mouvement, du dessin. Même opposition entre nature et culture dans ce passage en bande, ce foudroyant qui remplace un oiseau par un avion. Kees de Goede dit qu'il a beaucoup été aidé par Jan Dibbets, qui a



Constant : « Le Peintre dans son atelier » (1977)

écrit pour lui des lettres de recommandations, qui ont été très utiles sur mon travail et me ont permis de suivre le travail des jeunes. Les Vroegindewell sculpte la gomme, et surtout, le plomb, dans des figures classiques très belles, épurées et mystérieuses : feuilles pliées en vol, en plantes.

Une galerie de La Haye a mis son espace à la disposition de Robert Smil, pendant un an, pour montrer un travail en cours, renouvelable chaque mois. Il n'y avait rien à vendre, puisque l'exposition se tenait dans l'installation elle-même, mais, en attendant, planchers rapinés, lignes blanches, tracées sur des tableaux noirs, mais Smil proposait trente coffrets numérotés avec les photocopies des œuvres. Eli Contant, lui, fait de l'épaveuse en peinture, donne un sens créatif à l'expression « crasse » dans des formats carrés vifs alourdis par la surcharge de pâte. Il est juif et lors de la discussion au musée Fodor, il s'est enquis : « Toutes vos paroles sont d'ordre esthétique, et non éthique. Moi, je me profile comme artiste juif, c'est ma source d'inspiration, c'est mon moteur... »

Ces jeunes artistes travaillent en liaison, dans un voisinage. Leurs ateliers sont groupés, mais ils n'ont pas de liens de solidarité. Communauté d'idées de réflexion, de concertation plus que de forme. « Dans une communauté, le plus important, ce sont les différences », dit le sculpteur Leo Vroegindewell, il ne faut pas s'attendre à un style commun, seules les attitudes sont communes... »

« On vit de nouveau dans une situation enthousiasmante, constate Édouard de Wilde. Les jeunes sont fatigués par l'intellectualisme de l'art conceptuel et retournent à la peinture, mais d'une façon différente. Ce n'est pas encore tout à fait réalisé : les idées brillent et sont encore un peu confuses. »

Les aînés

Les jeunes travaillent en groupe tandis que leurs aînés sont isolés dans leurs renommées, comme exilés à l'intérieur d'eux-mêmes, spectateurs du monde, à distance, à la périphérie de la ville, miradors industriels ou peuplés de plantes vertes, de pots de crocodiles, de vieux ventilateurs, de souvenirs. A part Co Westerik, peintre plutôt

illustratif qui travaille à Rotterdam, où il nous a déclaré : « Je suis très fier sur mon travail et me suis intéressé par les choses autour de moi. Ce que je vois, le ciel, les gens qui s'aiment, les enfants, sont presque une obsession, mais ce qui se passe réellement, je le laisse passer. Je sais que Mitterrand est votre président, et Reagan celui des États-Unis, mais c'est à peu près tout », les autres peintres que nous avons visités dans leurs ateliers étaient obsédés par la marche du monde, par ses menaces.

Pour la condition elle-même de l'artiste, Jean Dibbets, qui découpe des petites photos couleur montées en séquences et poursuivies par le dessin dans des panoramas en courbes, comme des accords de cartes postales, était plutôt pessimiste : « L'économie va mal, et il n'y a pas d'argent pour l'expérimentation, seulement pour la consommation. » Mais ses œuvres, alignées dans un atelier cliniquement propre, partent régulièrement pour Londres, pour Paris, pour New-York, où elles se vendent à des prix élevés.

La chute

Ger Laister, qui mélange, sur de très grands formats, des explosions de couleurs faites à la bombe, au pistolet et au fusain, a maintenant soixante et un ans. Il peint de vieilles femmes, et qui est peut-être un signe du temps, est celui de la chute : « En ce moment, dit-il, nous vivons des choses dramatiques, un peu comme après la guerre. L'époque rassemble aux années 1958-1959. Le peintre n'a pas besoin de périodes de tension, mais elles ont une grande influence sur sa manière de peindre. Par exemple, j'ai fait beaucoup de tableaux qui, contenant une chute, la chute d'œuvre, ou la chute en général, la position d'un corps en danger. Les couleurs, aussi, sont révélatrices. Je n'ai pas une couleur favorite, mais j'ai eu une période de rouges et de bleus, un

rouge très vil, très expressif. Maintenant, il n'y a presque plus rien : le brun, le terre de Sienne, que je n'avais pas employé pendant vingt ans, est réapparu, et il ne subiste, comme vrai couleur, qu'un tout petit peu de rose pourpre... »

Le maquis

« Nous vivons dans une époque triste, sans permanence, sans futur stable dans l'histoire que nous faisons », dit Constant, qui résume maintenant dans ses toiles les mythes de Cyrano, d'Orphée, de Casanova. « La société tombe en morceaux. Après la guerre nous avions mis sur un autre art, un art éphémère pour le peuple, mais qui était le contraire du pop art. C'est pourquoi le mouvement Cobra était si intéressé par les dessins d'enfants, ou de paysans, les naïfs, les primitifs. Mais nous avons été dépassés par notre mouvement, par la technocratie. Le mouvement Nouvelle Babylonie, avec son projet de culture urbaine, a voulu adapter les besoins sociologiques. Pendant ces deux périodes, je me suis lancé dans la société, j'ai voulu prendre part aux mouvements. Pendant dix ans, j'ai mis mon métier de peintre au frigidaire, ce n'était pas un arrêt complet, je faisais toujours du dessin, mais plus ou moins en secret, sans vendre, sans faire d'exposition.

« Depuis 1970, je me suis reconcentré dans mon ancien métier. Je suis rentré dans ma tour d'ivoire. Ce n'est pas que je sois devenu individualiste, mais je reste en position d'attente. Je ne vois pas de repère dans les mouvements politiques en ce moment. Forcément, je vis dans la solitude, à contre-pied. J'ai le choix entre faire mon métier de peintre, que j'essaie de poursuivre le mieux possible, toujours avec une arrière-pensée de critique sociale, ou vivre dans le maquis, en cachette de toute histoire. Quand je peins, je suis toujours dans un état désespéré, ce n'est pas une joie de peindre pour moi, ce n'est pas un plaisir, au contraire. Je ne déteste pas mon métier, mais chaque fois que j'entre dans mon atelier, je suis triste. Jusqu'à maintenant où la lumière apparaît. » — H. G.

qui me conseille de me rendre à 100 kilomètres d'Amsterdam, à Otterlo, au musée Kröller-Müller, où se trouvent les derniers tableaux de Van Gogh, « les plus beaux », dit-il.

Le jour venu, tout est immobilisé par la brume, absolument opaque, et blanche, d'une blancheur très lumineuse. Les bicyclettes qui en traversent l'écran deviennent des monstres noirs, un yoyo qui bat des ailes un fantôme de pluie. Je pars tôt le matin et je prends le train jusqu'à Arnhem. L'aventure du jour ne dissipe pas la brume, la brume même pas en lambeaux, elle est là et la terre, sans frontière, elle est là et la terre, sans frontière. Sur la place d'Arnhem, trente autocars vides sont alignés sur un parking. Personne ne connaît le nom du village où se trouve le musée, Otterlo, je le repère enfin sur une petite pancarte, point minuscule encastré dans vingt autres noms inconnus. Trois personnes seulement attendent dans le car, un garçon aux cheveux vert comme taillés en brousse, seule tache de couleur. Le car est long à démarrer, puis il s'enfonce dans la brume, en glissant prudent. On ne voit que le bas-côté de la route, des arbres tou-

tout à fait dans l'air glacé, l'imagine un château, et il se découpe dans la brume. Il y aura des lumières, tu es chaud, et peut-être, la jeune femme maigre sera-t-elle là, agenouillée devant les derniers tableaux de Van Gogh. Ce seront des comètes bleues, qui dégringolent dans un soir brûlant. Pour l'instant, il me semble traverser, physiquement, l'œuvre de Caspar Friedrich : une succession d'écrans embrumés, avec d'innombrables géants noirs aux bras détrempés, parfois courbés, et en larmes de givre, gémissant sous leur gigantisme.

Soudain, l'entends un mariage régulier qui vient à me rencontrer : de la brume, en face de moi, sur la route, surgit un cheval, seul. Il ne galope ni ne trotte, il marche juste, égaré, mais il a une couverture, une bêche de laine, sur les flancs. Bientôt, derrière lui, apparaît un homme, au langage incompréhensible, qui tire un autre cheval par une corde et se met à l'attacher à mon apparition. Je le dépasse.

Au bout d'une nouvelle heure de marche, scrutant toujours la brume pour y voir s'y détacher quelque danger, quelque tourterelle, on les traits d'un pont-levis, ce sont les angles rudes, les arêtes terribles d'un blockhaus qui se dessinent dans l'invisibilité. Aucune lumière, aucun son. Je m'approche, contournant le bâtiment plusieurs fois, approche mon visage des grandes baies vitrées pour y surprendre des trésors figés, mais rien que des salles vides. Un écriteau, enfin, me livre l'information que le musée, en hiver, est ouvert de 1 heure à 5 heures. J'attends, je me dis : ils vont arriver, les gardiens vont venir en voiture et aussi les visiteurs, et parmi eux, il y aura peut-être la jeune femme maigre, qui me mettra en contact avec Van Gogh, les lumières vont s'allumer, les murs vides vont basculer en découvrant des doubles fonds. Les comètes bleues vont tomber dans le soir brûlant, sur la tête de Vincent, le cri des orbeaux va vouloir lui faire perdre l'ouïe, mais la jeune femme maigre sera là pour l'apaiser. Personne ne vient au rendez-vous, et l'heure passe. Enfin une voiture s'arrête de ma présence isolée, attentive, et ralentit à ma hauteur, une vitre se balaise, je demande : à quelle heure le musée va-t-il ouvrir ? Mais il ne va pas ouvrir, il y a des risques d'explosion, même si vous entriez, vous ne verriez rien, les tableaux ont été mis à l'abri, transférés dans des caves, ne restez pas là, c'est dangereux. Sur le chemin du retour, se scabie s'il n'y avait pas eu le cheval, au moins, pour venir au rendez-vous, je le croise, de nouveau, presque troublé dans la distance. Il peinte sur le versant d'une colline, assis, encastré, il tire un énorme tronc d'arbre coupé.

HERVÉ GUIBERT.

Rendez-vous avec Vincent

jours semblables et toujours différents. Enfin, l'autocar me laisse à un carrefour, sur la place de ce qui n'est même pas un village, Otterlo, un seul commerce, une planche de bois sur laquelle sont entassés des fruits et des légumes. Le marchand, en anglais, me dit : « Fuit kilomètres, vous devez louer une bicyclette, avec à pied, mais vous serez fous, là, tout juste à gauche, puis toujours tout droit. »

Au bout d'une heure, un portail ouvert sur le vide se profile, et à côté une petite cahute. Bizarrement un homme est assis dans la cahute, seul, sans radio, sans télé, sans journal. C'est un esprit malin. Il me voit passer et me tend, sans dire un mot, un petit ticket : musée Kröller-Müller, 2,50 florins. Je paye sans parler moi non plus et passe le portail.

Me voilà dans une forêt impénétrable, la blancheur et le silence pesants ; à quelque distance, par endroits, des plaques de neige. Personne à mon encounter, aucune rencontre. Mais au bout du périple, et c'est ce qui empêche mes membres de s'engourdir

ESPACE ÉCUREUIL
33, bd Sébastopol, 75001 PARIS
A. CASTINEL
Peintures
Du 3 au 25 fév. (cf. dim. lundi)

GALERIE REGARDS
46, rue de l'Université, Paris (7^e)
de 14 h 30 à 19 h (sauf lundi)
261.18.32
François Jeune
10 février - 23 mars
Vernissage mars, 10 de 18 h à 20 h

DESSINS FRANÇAIS CONTEMPORAINS
72 ARTISTES réunis à la
GALERIE DE LA SEITA
12, rue Surcouf (7^e) - Métro : Invalides
DU 27 JANVIER AU 10 MARS
Tous les jours de 11 h à 18 h (sauf dimanche et jours fériés)
Entrée libre

CENTRE NATIONAL
DE LA TAPISSERIE D'AUBUSSON CONTEMPORAINE
La galerie INARD
présente
ADAM, BORDERIE, CALDER, CALY, COCTEAU, DEBAND, DEON, DELAUNAY, GREGOFF, REQUET, ILHE, JACOB, TAMARA JAWORSKA, LAGRANGE, LE CORBUSIER, LURCAT, MILLECAMPS, PERROT, PICART, POLSO, POLEO, SAINT-SAËNS, SALAS, SAUVAGE, GAILLARD, SCHMITZ, VIGOR, WOGENSEY
179, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e - 554-66-88

Colette Dubois
420, rue Saint-Honoré, PARIS VIII^e - 250-13-44
STUPAR - C. BOSQUET
Peintures et Gouaches Sculptures et Dessins
2-28 février

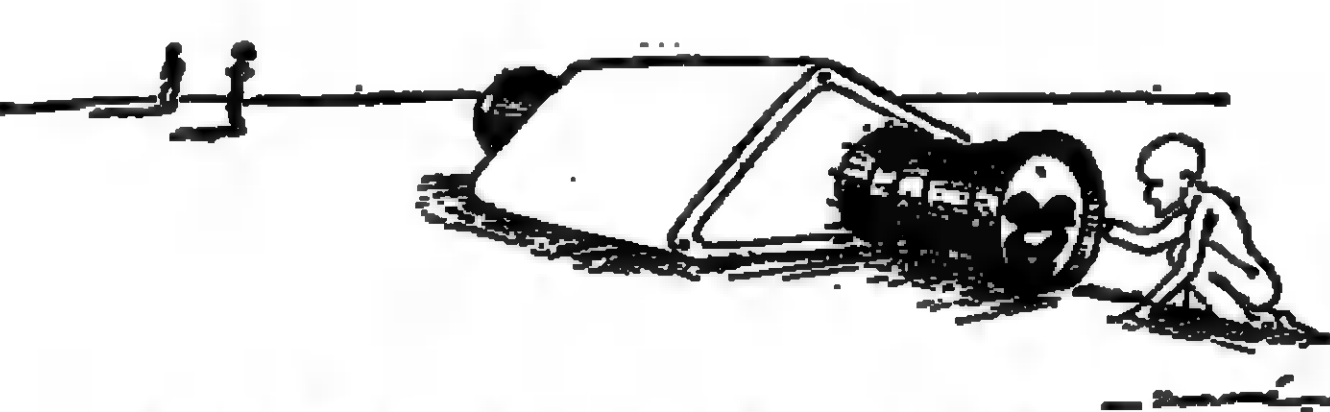
GALERIE CAMILLE RENAULT
133, boulevard Haussmann - 75008 PARIS
Tél. : 563-52-00
LILYA PAVLOVIC-DEAR
GRAVURES
du 10 au 20 février 1982

GALERIE DENISE RENÉ PARIS
présente
ART ABSTRAIT CONSTRUCTIF ET CINÉTIQUE
ARCO 82
Du 19 au 17 février
Art Contemporain
Feria Internacional de Madrid

Jeune 10.15.20

SELECTION

Cinéma



« Street in the Trees », de Carlos Saura, vu par Bouaniff.

« Cutler's way » (« La Blessure ») d'Ivan Passer

Rendu infirme par la guerre du Vietnam, un homme, ivrogne, régent, exultant, des têtes au bain du système social sur un notable qu'il cherche à détruire. Passer, cinéaste tchèque, d'une manière parfois hallucinatoire, les faux-semblants des mythes américains, s'en prend à l'argent, au pouvoir, au confort. Il « dérange » avec fièvre et violence, fait de John Heard un invalide exténué mais garde des moments de tendresse pour la femme mariée et le romantisme du désespoir, quincarne Lisa Eichhorn.

« La Dame de Shanghai » d'Orson Welles

Film destructeur, jeté à la face d'Hollywood qui repoussait l'autorité de Citizen Kane et de la Splendeur des Anderson. Orson Welles a métamorphosé Rita Hayworth (qui était encore sa femme) en une femme de film noir, brisant son mythe dans la frange des miroirs déformés d'un par d'attraction. Peu importe l'histoire « policière ». Chaque plan, chaque séquence témoigne superbement de l'invention baroque de Welles, et d'une réflexion vertigineuse sur la réalité et les apparences.

ET AUSSI : *Dernier caprice*, de Yasujiro Ozu (la famille japonaise par un grand entomologiste). *Temps sans pitié*, de Joseph Losey (un père veut sauver son fils de la peine de mort : la rentrée de Losey après la macabre). *John de Mox-hatten*, de Jean-Claude Sietto (le snobisme en matière d'art, musique, littérature). *Forma*, de Carlo Lizzani (un paysan des Abruzzes découvre le monde urbain et le fascisme). *Mur murs et Documentaire*, d'Agnes Varda (les « murales » californiennes, portraits d'une ville et d'une femme en exil).

Musique

Le temps des chanteurs

C'est le temps des chanteurs, qui plongeront, le lundi 15, les amateurs dans l'embarras : le même soir, ils auront le choix entre Jon Vickers, chantant le *Troisième Acte*, à l'Opéra, Hermann Prey, interprétant dans Schubert, à l'Opéra, et Gundula Janowitz avec l'ensemble orchestral de Paris, au T.N.P.-Châtelet. Mais auparavant, le 12, ils pourront entendre soit Dietrich Fischer-Dieskau chantant Strauss (Pleyel), soit la Malibran mourant dans le film de Werner Schroeter (Goethe Institut).

Côté opéra, notons le *Barbier de Séville*, sous la direction de Claire Giliberti, à l'Opéra (du 12 au 20), la *Damozelle de Faust*, sous la direction de M. Plasson (du 12 à Toulouse, le 18 à Bordeaux), *Fidelio*, à Strasbourg (du 14 au 27), *Leila Miller*, de Verdi, dans une mise en scène de Jean-Marie Simon (Bruxelles du 14 au 20), et *Otello*, à Marseille (du 16 au 24), ainsi que l'audition en concert d'un opéra inédit de Strauss, rarement joué, *Faust de Dantón*, sous la direction de Marek Janowski (Pleyel le 18).

ET AUSSI : *Popéra buffe* de *Jean Saint Ombert* de la culture de Nanterre, du 10 au 14). Manca, musique contemporaine à Nice (du 11 au 20). Beethoven, par le Quatuor Amadeus (Champs-Élysées, les 12 et 14). Berg, Beethoven, Schubert, par le Quatuor de Tokyo (Gaveau, le 13, à 17 h.). Orchestre philharmonique de Vienne, direction E. Leimadri (Pleyel, le 13, et Bordeaux, le 16). Lieber, par les interprètes de la Trupia de Carmen : Duparc, Brahms, Schubert (Bois de Nord, le 14, à 17 h. 30). Haydn, Ravel, Beethoven, par le Quatuor Orlando (Radio-France, le 15).

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (87-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
12. Jusqu'au 13 h. à 22 h. : *Sam et dim. de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.*
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche à 16 h. et 19 h. : le samedi à 11 h., entrée du musée (troisième étage) : lundi et mardi, 17 h. galeries contemporaines.
JACKSON POLLOCK. Rétrospective. — Jusqu'au 15 mai.
ANDRÉ MASSON. Œuvres des collections publiques françaises. — Jusqu'au 25 février.
PIOTR KOWALSKI. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 mars.
KISS BOCHER, Saragat, Danzani, Frise, Lewis, Fagis, etc. Jusqu'au 15 mars.
MAN RAY. — Jusqu'au 3 mai.
TAKIS. Trois totem-espaces muséologiques. — Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.
HERWIN KUNENBLUM (1887-1968). Photographie. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
VERA LEINENROFF — ROGER TROUSSE. — Photographies. — Jusqu'au 21 février.
L'ENFANT PHOTOGRAPHIE. — Œuvres de enfants. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

G.C.I.

LE DESSIN SUR PIERRE. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
LES MUSÉES MUSEUMS. Photographies de Burhan Gogay. — Jusqu'au 22 mars.

R.P.I.

HISTOIRE D'UNE LIBERTÉ. La presse (1831-1941). — Jusqu'au 5 mars. Le 15 février, à 20 h. 30, débat : la presse, liberté et argent.
L'ART ET LA VIE. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

Musées

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
BASTIEN-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Expositions

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (87-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
12. Jusqu'au 13 h. à 22 h. : *Sam et dim. de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.*
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche à 16 h. et 19 h. : le samedi à 11 h., entrée du musée (troisième étage) : lundi et mardi, 17 h. galeries contemporaines.
JACKSON POLLOCK. Rétrospective. — Jusqu'au 15 mai.
ANDRÉ MASSON. Œuvres des collections publiques françaises. — Jusqu'au 25 février.
PIOTR KOWALSKI. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 mars.
KISS BOCHER, Saragat, Danzani, Frise, Lewis, Fagis, etc. Jusqu'au 15 mars.
MAN RAY. — Jusqu'au 3 mai.
TAKIS. Trois totem-espaces muséologiques. — Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.
HERWIN KUNENBLUM (1887-1968). Photographie. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
VERA LEINENROFF — ROGER TROUSSE. — Photographies. — Jusqu'au 21 février.
L'ENFANT PHOTOGRAPHIE. — Œuvres de enfants. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

G.C.I.

LE DESSIN SUR PIERRE. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
LES MUSÉES MUSEUMS. Photographies de Burhan Gogay. — Jusqu'au 22 mars.

R.P.I.

HISTOIRE D'UNE LIBERTÉ. La presse (1831-1941). — Jusqu'au 5 mars. Le 15 février, à 20 h. 30, débat : la presse, liberté et argent.
L'ART ET LA VIE. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

Musées

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
BASTIEN-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Expositions

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (87-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
12. Jusqu'au 13 h. à 22 h. : *Sam et dim. de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.*
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche à 16 h. et 19 h. : le samedi à 11 h., entrée du musée (troisième étage) : lundi et mardi, 17 h. galeries contemporaines.
JACKSON POLLOCK. Rétrospective. — Jusqu'au 15 mai.
ANDRÉ MASSON. Œuvres des collections publiques françaises. — Jusqu'au 25 février.
PIOTR KOWALSKI. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 mars.
KISS BOCHER, Saragat, Danzani, Frise, Lewis, Fagis, etc. Jusqu'au 15 mars.
MAN RAY. — Jusqu'au 3 mai.
TAKIS. Trois totem-espaces muséologiques. — Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.
HERWIN KUNENBLUM (1887-1968). Photographie. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
VERA LEINENROFF — ROGER TROUSSE. — Photographies. — Jusqu'au 21 février.
L'ENFANT PHOTOGRAPHIE. — Œuvres de enfants. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

G.C.I.

LE DESSIN SUR PIERRE. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
LES MUSÉES MUSEUMS. Photographies de Burhan Gogay. — Jusqu'au 22 mars.

R.P.I.

HISTOIRE D'UNE LIBERTÉ. La presse (1831-1941). — Jusqu'au 5 mars. Le 15 février, à 20 h. 30, débat : la presse, liberté et argent.
L'ART ET LA VIE. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

Musées

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
BASTIEN-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Expositions

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (87-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
12. Jusqu'au 13 h. à 22 h. : *Sam et dim. de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.*
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche à 16 h. et 19 h. : le samedi à 11 h., entrée du musée (troisième étage) : lundi et mardi, 17 h. galeries contemporaines.
JACKSON POLLOCK. Rétrospective. — Jusqu'au 15 mai.
ANDRÉ MASSON. Œuvres des collections publiques françaises. — Jusqu'au 25 février.
PIOTR KOWALSKI. — Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 mars.
KISS BOCHER, Saragat, Danzani, Frise, Lewis, Fagis, etc. Jusqu'au 15 mars.
MAN RAY. — Jusqu'au 3 mai.
TAKIS. Trois totem-espaces muséologiques. — Entrée libre. Jusqu'au 22 mars.
HERWIN KUNENBLUM (1887-1968). Photographie. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
VERA LEINENROFF — ROGER TROUSSE. — Photographies. — Jusqu'au 21 février.
L'ENFANT PHOTOGRAPHIE. — Œuvres de enfants. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

G.C.I.

LE DESSIN SUR PIERRE. — Entrée libre. Jusqu'au 15 février.
LES MUSÉES MUSEUMS. Photographies de Burhan Gogay. — Jusqu'au 22 mars.

R.P.I.

HISTOIRE D'UNE LIBERTÉ. La presse (1831-1941). — Jusqu'au 5 mars. Le 15 février, à 20 h. 30, débat : la presse, liberté et argent.
L'ART ET LA VIE. — Sam. et dim. de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

Musées

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
BASTIEN-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.
MARLY-LE-BOI. — Peintures. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

Expositions

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22 mars.

LA PEINTURE FRANÇAISE DU XVII^e SIÈCLE DANS LES COLLECTIONS AMÉRICAINES. — Grand Palais (porte D). Sam. et dim. de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 22

RADIO-TELEVISION

LE MONDE — Jeudi 11 février 1982 — Page 13

Semaine du 12 au 18 février

Les programmes du mercredi 10 et du jeudi 11 février sont en page 14.

SUR ANTENNE 2

< MOI... JE >, de Pascale Breugnot

Le magazine des évolutions

Un nouveau magazine est né, qui ne traite ni de l'information directe de la semaine ou des mois passés ni, à proprement parler, des problèmes de société en général. « Moi... Je », de Pascale Breugnot, produit par Bernard Bouthier, diffusé chaque mois, à partir du 14 février, sur Antenne 2, se veut un magazine de sensibilité.

Si on observe les programmes de télévision à la fin de la semaine du mardi au dimanche, on voit que la belle cité de Carcassonne ou du pic du Midi ou d'un nouveau ciel (encore brumeux) prend peu à peu forme. De lourds anticyclones ont chassé des têtes

familiales nous donnant l'occasion d'en voir de nouvelles. Pascale Breugnot et Bernard Bouthier, tous deux inséparables, ne sont pas à vrai dire des visages nouveaux. On leur doit bon nombre de réalisations (reportages, documentaires) qui se distinguent par une approche particulière. Avec Pascale Breugnot, dit-on, c'est un esprit, une manière, une sensibilité. C'est l'avant-garde au petit écran. Devenue responsable d'une unité de programmes à Antenne 2 (il y a cinq unités de programmes sur Antenne 2, cinq unités de documentaire, trois de fiction, une pour les émissions pour enfants et deux pour les variétés) elle se voit attribuer par Pierre Desgranges, trente heures par

an. Son nouveau magazine n'est pas une surprise. On reconnaît la démarche de sa réalisatrice.

« Moi... Je » n'est pas un magazine objectif. Il présente toujours une vision personnelle dit-elle. « On prendra un sujet limité et on l'élargira à l'infini, on explorera, et nous nous laisserons aller à des réflexions. On ne peut traiter l'ensemble des thèmes de la société. Depuis 1975, il a fallu tout survoler en 50 minutes et dire des généralités. « Moi... Je » n'a pas l'intention de capter à tout prix l'audience du plus grand nombre. Ce magazine s'adresse aux téléspectateurs de quinze à quarante-cinq ans, ceux des villes, sensibles à l'évolution des mœurs, ceux qui vont au cinéma. »

La démarche de Pascale Breugnot part de cette idée en forme d'axiome : « Les choses changent, les anciennes valeurs telles que le patriotisme ou la morale du travail, pour ne citer qu'elles, ne fonctionnent plus. De nouvelles ne sont pas encore nées ou sont en train de naître. L'objectif de l'émission est de capter les signes avant-coureurs d'une évolution des mentalités. Pour réussir cette entreprise, il faut trouver des formes nouvelles, travailler avec des journalistes et des réalisateurs débutants. »

Le premier numéro de « Moi... Je » est un essai, on ne peut exiger qu'il soit parfait. Pascale Breugnot et Bernard Bouthier n'ont pas encore trouvé le rythme voulu. Le magazine découpe en cinq parties : « Ça sent la guerre », « Je ne veux pas être grand-père à trente-huit ans », « De ville en ville », une séquence sur Mink Deville, « Brèves rencontres » (flashs de moins d'une minute sur la société qui bouge) et « Les Temps de la ligne 13 » (documentaire étonnant sur la vie d'un constructeur de métro), qui pêche par excès de densité.

Il est prévu dans les numéros à venir un interlude sous forme de divertissement musical qui permettra aux téléspectateurs de « récupérer ». En revanche, ce qui frappe au premier coup d'œil — outre une belle mise en page à la manière du magazine *Actualité* — c'est le parti pris visuel de l'ensemble des séquences. Ce n'est pas de la radio filée. Les images glissent furtivement sur l'écran. Ponctuelles d'interviews brèves, qui font mouche, une caméra mobile, épouse à merveille l'environnement; sociologique. Parfois, en l'espace d'une séquence-séjour des phrases que l'on croirait entendues à jamais émergent et nous livrent le poids des existences secrètes et l'essentiel d'une vie.

MARC GIANNESINI.

« Moi... Je », dimanche 14 février, A2, 21 h 40.

< ENTRE VOUS >, de Louis Bériot

Associer les associations

Au temps où il était rédacteur en chef de l'information à Antenne 2, Louis Bériot était l'un des premiers à défendre l'idée de campagnes de sensibilisation sur des thèmes tels que l'énergie, le cadre de vie, etc. Il croyait également pouvoir faire passer d'autres émissions que celles produites par la maison : il pensait même que certaines d'entre elles pourraient être diffusées le matin, à destination de publics spécifiques. Pour toutes sortes de raisons, le projet d'ouvrir l'antenne à tout type d'émission ne vit jamais le jour. Mais la volonté de confier certaines tranches horaires à des associations a continué de faire son chemin.

Et voilà : Louis Bériot revient par une porte de côté, prend à Antenne 2, la responsabilité d'un créneau d'une heure, intitulé « Entre vous » et destiné à faire connaître l'action des associations qui, en France comme à l'étranger, militent pour des combats tels que : le meurtre, l'aide au tiers-monde, la paix, la sauvegarde du patrimoine ou la protection de l'en-

vironnement, le temps libre, la culture et la jeunesse, tout ce qui, en gros, implique une idée de solidarité.

Quels critères ?

« Nous laisserons de côté les associations sportives, le sport ayant une large place à l'antenne, ainsi que les questions relatives aux personnes âgées, ou à la défense des consommateurs, prises en compte par d'autres émissions », a dit Louis Bériot, en présentant les deux premiers documents de sa série : on verra d'une part un reportage réalisé par Françoise Lamour, où est relatée l'expérience de l'Association de défense du vieux Annecy, un groupement des habitants du centre-ville qui, en liaison avec l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, a restauré et fait revivre un quartier longtemps déshérité sans pour autant en évacuer la population d'origine. D'autre part, sera diffusé un documentaire montrant les manœuvres des équipes de l'association Méda-

cins sans frontières, en l'occurrence auprès des réfugiés salvadoriens.

Les deux films sont, chacun dans son genre, intéressants, très honnêtement réalisés. La question est maintenant de savoir ce qui suivra, et comment M. Bériot alimentera cette série. Il a, d'ores et déjà, proposé à près d'un millier d'associations de lui soumettre les images dont elles pourraient disposer. Quels seront les critères de choix ? « La qualité uniquement », répond celui qui fera le tri, et qui, dans un bel optimisme, assure que bien des ministères sont prêts à encourager les associations à produire des films. Une aide qui serait « plus efficace » que les subventions accordées aux publications auxquelles ne souscrivent que les adhérents par principe déjà convaincus. La seule question est de savoir si une heure d'écoute moins défavorable sera ou non octroyée.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ A2, mardi 16 février, 15 h 40.

< LE CHEF DE FAMILLE >, de Nina Compagniez

La vie douce

DIANE, Katy, Tessa ou les autres ne sont pas les noms de fleurs imaginaires, mais les personnages ravissants, presque exclusivement féminins, qui peuplent l'univers particulier de Nina Compagniez. Avec la réalisation des *Parfums de la Côte* ou de *Faustine et le Bel Été*, on s'attend à vivre sous un ciel léger, un peu frivole, mais sublimement d'une ambiance bon chic bon genre. Elle est là au rendez-vous pour six semaines avec *Le Chef de famille* (produit par Mag Bodard pour Antenne 2), une comédie vivante qui séduit pour trois raisons.

Une mise en scène soignée, ponctuée de belles images primaires, reflet de cette petite société toulousaine qui semble avoir évincé tout souci matériel pour se

consacrer aux menus divertissements de la vie : Jean Guérin a su recréer, ici, grâce à des tableaux colorés en pointillés à la manière de Saurat, l'atmosphère chargée d'émotions sensuelles des journées de vacances. Les dialogues, ensuite, sont vifs, cocasses. Ils épousent avec grâce la démarche des personnages. Nina Compagniez, enfin, a eu la chance d'avoir une pléiade de bons comédiens : Pierre Dux, en dévoué célibataire, Edwige Feuillère, en grand-mère nostalgique d'un passé indien, Fanny Ardant, belle, transparente, parfois maladroite cependant dans son rôle de femme libre, Micheline Dax, Françoise Beaulieu ou Marilu Marini, sans oublier Francis Huster en marginaux ébouriffés, en charmés par une lune : tous sont convaincant.

A fleur de peau

L'histoire ? Plus d'une ambiance veloutée que d'une trame schématisée. Tout se déroule lentement, du printemps jusqu'après les vacances. La petite monde qui traverse le *Chef de famille* est en villégiature. C'est son cachet. Les esprits austères reprocheront à cet album de famille ses couleurs : Club Méditerranée. (Ils n'ont pas tout à fait tort). Mais l'analyse de la société — un de ses travers et ses mérites — reste originale. Nina Compagniez a repris la tradition du feuilleton de famille et l'a habilement mise au goût du jour. La cellule familiale est cette fois éclatée, tout le monde

se sépare ou divorce, en faisant bon ménage. On devine que Nina Compagniez a mis beaucoup d'elle-même, des souvenirs de sa jeunesse passée dans une maison-musée, sous un soleil tamisé, à la manière des *Enfances* de Larbaud. Les personnages vivent l'instant à fleur de peau et nous communiquent un vague sentiment de bonheur perdu et présent à la fois, effet d'une vie légère, parfois d'une, dont les joies et les chagrins sont les lumières et les ombres. — M. G.

★ « Le Chef de famille », tous les vendredis à partir du 12 février, A2, 20 h 35.

PORTRAIT DE LORIN MAAZEL SUR TF 1

Geste de la musique

Le fracas de la musique pop, rythmique d'enfer et « feeling » à fleur de peau, a lancé le sujet : juste un temps. Le temps que les musiciens dégaussent leurs instruments, débarrassent les œuvres de leurs fourreaux de cuir : le temps de tout installer et d'annoncer sans ambiguïté « Je suis classique. Dès lors tout s'enchaîne. Irrésistiblement. Sauvagement. Rassemblé sous le poing de Lorin Maazel, l'orchestre s'est levé comme un seul homme, a jeté les quatre notes souveraines de la cinquième de Beethoven, quatre accords impérieux arrachés avec une violence propre à souffler le théâtre. Tout à l'heure, Maazel s'expliquera sur le secret du geste qui coiffe le son d'un battement de cil : mais le moment n'est pas venu. Le défi des portraits musicaux suit sa frénésie habituelle. Après Beethoven, ce sera *Le Festin de Verdi*, répété à la Scala, puis *Fêtes de Debussy*, égrenés à plaisir.

Dans le désert rouge du théâtre, l'orchestre est à l'étude : il travaille le déhanchement des mélodies, l'éloquence des courbes. Part des allages et du beau son, la manière de discipliner les plans et de sculpter les passions : là, dans Debussy, la clarinette répète sa phrase jusqu'à atteindre

l'immatériel. Et puis, « avant tout, c'est Maazel qui parle, avant l'émotion de l'interprétation, il y a le réglage de la mécanique » : le chef a réajusté la dissolution des instruments, il veut que son orchestre soit un grand soliste mu par une seule pensée.

Tout ce montage intime, on le suit de la première répétition au concert final. Entre-temps, les lignes de *Fêtes* se sont dégrées, les instruments, au fur et à mesure, ont été happés par une unique intention. Le mélomane, lui, a reconnu la manière de Maazel, son style musical et froid, son esthétisme glacé (pas forcément vital), sa résonance acheminée et sa poésie discrète aussi, c'est selon. L'émission ne changera rien à l'opinion qu'on a de Lorin Maazel, quelle qu'elle soit.

Le portrait musical est un exercice périlleux. Brigitte Carreau et François-Marie Ribadeau l'ont traité avec une heureuse habileté. Il ont évité les longs stationnements dans les arborescences (il y a tout même une ou deux séquences sauvées par le son de Rostropovitch), les plans déconus où la caméra chavire avec narcissisme ; ils ont statufié quelque peu, ils ont aussi

fait vaciller les images-clichés du chef-chef.

Car, au-delà du cabotage du musicien et des anecdotes contées — elles ne sont pas amusantes — il y a de grandes plages sonores. Il y a la conversation de Maazel : le chef raconte sa gestuelle musicale, le secret de ses mouvements, leur économie et leur intensité, qu'on apprend à la longue ; il raconte aussi le langage du corps. Les muscles bandés et le regard traqueur, toute cette chorégraphie du bras et de la tête qui conduit le bel des instruments. Il parle encore de l'impossible coïncidence du geste qui doit se calquer sur le son toujours fuyant et qui n'est pas le moins intéressant comme une espèce de philosophie populaire et spontanée, les jolies pensées de Lorin font tout le prix de son portrait ; mais le maître du reportage de TF 1, c'est aussi la transparence : on n'y voit un peu que ce que l'on veut : un chef aimable ou arrogant, trimeur ou soldesment inspiré, un artiste ou un professionnel de l'artifice. Peut-être les deux à la fois, c'est-à-dire un grand chef.

THIERRY FRESLON.

★ Portrait de Lorin Maazel : TF 1, mercredi 17 février, 21 h 40.

Vendredi 12 février

Un film

FALBALAS
Film français de Jacques Becker (1944), avec R. Rouleau, M. Presle, J. Chevalier, J. Fautel-Gil, G. Dorcet, G. Berry, F. Leguay.
A 23 h 05.
★ La négligence et le donjuanisme d'un couturier pour lequel chaque femme conquise est une idée de robe ; sa destruction lorsqu'il est, enfin, touché par l'amour. Méconnu à sa sortie, ce film de Becker — où l'on retrouve la mode haute-couture de Paris, en 1944, avec les modèles de Marcel Bochard — est à la fois la peinture réaliste d'un milieu social et l'étude psychologique d'une passion dévastatrice. Raymond Rouleau, comédien très populaire pour sa fantaisie désinvolte, brosse là son meilleur rôle au cinéma : un personnage complexe allant vers la joie et la mort. La mise en scène est admirable et l'on ne peut pas manquer d'être séduit par la beauté et le talent subtil de Micheline Presle.

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Les valeurs du jour.
13 h Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
14 h 30 Croque-vaccances.
Dessins animés ; variétés ; bricolage.

15 h C'est à vous.
15 h 25 L'île aux enfants.
15 h 45 Quotidien régional.
Le corps en question.
16 h 30 Les parcs de TF 1.
16 h 35 A la une.
16 h 40 Émissions régionales.
16 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 30 Téléfilm : l'intrus.
De P. Morelli avec la concours de la Marine nationale et du SERP.
(Lire notre sélection.)
21 h 55 Lettres d'un bon du monde. Voyage au Mexique des enfants de Chingua.
La deuxième partie de ce reportage de Jean-Emile Jostmann est consacrée aux grèves, toutes Marseillaises qui tentent de passer aux États-Unis à voir.
22 h 50 Journal et cinq jours en boucle.

DEUXIEME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.H.T.10.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Je n'ai le mémoire qui flanche.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Émissions régionales.
13 h 45 Série : Les amours des années folles.
14 h Aujourd'hui la vie.
Notre cœur du Moyen Âge.
15 h Série : La famille Adams.
16 h 5 Magazine : Un temps pour tout.
Béat J.-P. Spiero reportage de B. Lortieux, deuxième manche du feu sur la rhône à sport à avec M. Julien et A. Dorcet.
16 h 50 Série documentaire : La Renaissance.
N° 1. Les cités.

Vie de marin

L'INTRUS

TF 1, 20 h 35.

De quoi s'agit-il au juste ? On ne le saura jamais. Une chose est sûre : nous sommes sur la corvette « Duplex » en compagnie d'un équipage tiré à quatre épingles, chargé de la surveillance de nos frontières maritimes. A son bord, deux civils : un journaliste et un photographe chargés d'une enquête

sur la marine militaire. Ces deux personnages à la recherche d'un scoop s'immergent dans le monde du spectacle du théâtre de France. Pourquoi ? Il semble que son réalisateur ait hérité entre le reportage objectif et la fiction à la manière du « Désert des Tartares ». On s'interroge sur la conscience de « l'intrus ». Voudrait-on nous rassurer sur la bonne garde de nos côtes ? — M. G.

Une nouvelle série de six émissions consacrées à la Renaissance en Europe. La première traite des liens commerciaux entre les Flandres et l'Italie au quinzième siècle.

17 h 50 Récré A2.
Mes mains ont la parole ; Yok-Yok. Les quinquarèmes ; Dix la rebelote.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 35 Jeu : Les chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord (J.M.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Les gens d'ici.
20 h Journal.
20 h 35 Fantastique : Le chef de famille.
La foule de trente ans réal. : M. Compagniez, G. Feuillère, P. Dux, G. Desroches.
(Lire notre article ci-dessus.)

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de R. Pivot. Les bons romans sont-ils prophétiques ? Avec D. Solin (le Golem au miroir), P. Gauthier (Moi, Bismarck), J. L. Lemaître (le Bismarck), J.-M. Robert (Faut-il vivre ?), G. Riquelme (le Vol du serpent), G. Riquelme (Faut-il vivre ?).
22 h 55 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour la jeunesse.
Les Femmes : Vive le volley ; Les livres pour nous ; Un papa pas possible.
18 h 55 Tribune libre.
Le C.O.T.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 35 Dessin animé : Ulysse St. Atlas.

Les jeux

20 h 30

Le nouveau vendredi : Alléluia, la puissance et le peur.

Une émission de R. Louts dans la série « Points de repère ».

Enquête et réalisation : G. Du Jonchay.

Les raisons du mouvement pacifiste en Allemagne de l'Ouest.

En octobre 1981, trois mille Allemands ont manifesté pour protester contre l'installation de missiles nucléaires.

21 h 30 Le Rhin. Cet art superbe.

Une émission de J. Giffard.

Bail. M. Châteauneuf.

Un voyage le long du Rhin : la découverte de Bielefeld, Herford, Heideberg, et des personnages.

Mère Courage, Faust, etc.

22 h 30 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

17 h 2

Matinales : L'alphabetisation.

17 h 30 Les chemins de la connaissance : Diderot et l'ordre dans le chaos ; à 17 h 35, Histoire de la solidarité au XIX^e siècle ; l'état providence.

18 h 30, Le chat au hasard.

18 h 45, Matinales des arts et du spectacle.

18 h 45, Le texte et la marge : « Journal d'un condamné » de Victor Hugo ; à 18 h 50, L'histoire de la littérature.

19 h 10, F. Morelli Schmitt : Continuité, rupture.

19 h 15, Agnès : Avec J. Lemaître.

19 h 20, Panorama : Avec G. Hocquignat.

19 h 25, Musiques extra-européennes : Racines de la musique africaine.

19 h 30, Fiches.

19 h 35, Un livre, des voix : « Moi, Aristide Briand » de Vercors.

19 h 40, Les inconnus de l'histoire : l'abbé Jules Lemire.

19 h 45, Contact.

Les jeux

20 h 30

Le nouveau vendredi : Alléluia, la puissance et le peur.

Une émission de R. Louts dans la série « Points de repère ».

Enquête et réalisation : G. Du Jonchay.

Les raisons du mouvement pacifiste en Allemagne de l'Ouest.

En octobre 1981, trois mille Allemands ont manifesté pour protester contre l'installation de missiles nucléaires.

21 h 30 Le Rhin. Cet art superbe.

Une émission de J. Giffard.

Bail. M. Châteauneuf.

Un voyage le long du Rhin : la découverte de Bielefeld, Herford, Heideberg, et des personnages.

Mère Courage, Faust, etc.

22 h 30 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2

Musique du matin : Œuvres de Chopin, Debussy, Fauré, Berlioz, Saint-Saëns, Poulenc.

18 h 30, Quotidien-Musique.

18 h 35, Le monde des musiciens : « Océano » de Verdi.

18 h 40, Équivalences : Œuvres de Chostakovitch, Scriabine, Prokofiev, Baladjanian.

18 h 45, Jeunes solistes (à la direction de Studio 119) : Œuvres de Lounine, Shostakovitch, Villa-Lobos, Milhaud, avec G. et O. Delaunay.

18 h 50, Boîte à musique : Œuvres de Britten.

19 h 30, Les Enfants d'Orphée.

19 h 35, Victor de Balzac : Œuvres de J. Strakos, Debussy, Verdi, Bizet.

19 h 40, L'histoire de la musique : La philosophie musicale au Moyen Âge.

19 h 45, Studio-Concert (en direct du Studio 108) : Chanson d'André et de l'été à la cour des rois catholiques espagnols, par l'ensemble Gilles Sinchis.

19 h 50, Jazz.

20 h 30, Concerts contemporains.

20 h 35, Concert (à la direction de J. Strakos, Debussy, Verdi, Bizet).

20 h 40, Une vie de R. Strakos par l'Orchestre national de France, R. Strakos, piano ; dir. R. Sanderling.

20 h 45, Le huit, par France-Musique : Œuvres de Beethoven, Berg ; 20 h 50, S. Strakos ; Nino Rota ; 20 h 55, Musiques traditionnelles.

March 16 1964

DEUXIEME CHAINE : A2

TROISIEME CHAINE : FR3

12 h 30 Les pieds sur terre. . .
Magazine d'élevé de la Murtin-
agricole.

13 h 30 Horizon.
Une émission du ministère de la
défense.

14 h 30 Pour les jeunes.

Ulysse 31 Atlas : à 18 h 53, en
direct du passé : Année 1493

15 h 10 Journal.

16 h 30 Les régions régionales.

17 h 55 Drame animé Ulysse 31.
Le magicien arabe.

20 h Les Jeunes.

20 h 30 On sort ce soir : Poèmes
d'amour perdus.

De 20 h 30 à 22 h 30. En direct
du Théâtre national de
Strasbourg (et à 22 h 25).

22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE :

1 h-2. Mathématiques : En l'équation
l'alphabetisation et développement,
l'envigilation.

3 h-4. De la connaissance
Regards sur la science.

5 h 30. Comprendre aujourd'hui
le monde. Les gauches
pour quel faire ?

6 h 7. Mathématique du monde contemporain
de l'éducation internationale
de Giovanni de Monte-Carlo

8 h. Démarques avec... A Je-

10 h 1. La musique prend la parole:
Le récit opératique (le Chèvre-
de la musique).

12 h. Le Post des Arts.

14 h. Sora : Péchés

16 h 30. Les Voix théâtrales

Récital de l'Opéra « Biso », extrait de l'opéra « Abbatino », extrait de l'oratorio « Domine », de Blonard, de l'opéra « Diva », de G. Pavesi, Otravento, Turina, Gémones, Gili, Puccini, Mascagni, Mélodie popu-

• 111 Biennale « Voite, théâtre européen d'aujourd'hui » et la Maison de la culture de Nanterre : « l'Opéra Buffa del Glorioso Santo » (programmes musicaux de France-Culture, 14 h 05). — On connaît le démarche de cette Biennale de Nanterre : présenter et analyser les courants de l'opéra contemporain, mettre en lumière les grandes influences qui le définissent. Cette année, les manifestations sont très variées (spectacles de théâtre musical, soirées consacrées aux « voix du Bassin méditerranéen », expositions, films, débats), et l'influence italienne très marquée, comme en témoignera ce samedi 22 septembre à l'opéra de la rétrospective d'une production de l'Ente Teatro Graciosa et du Teatro Comunale Metastasio de Naples. Les Italiens savent mieux que quiconque accorder des préoccupations esthétiques contemporaines aux traditions populaires plus anciennes.

l'aire scintille, avec M. Caballé, soprano, et V. Soudra, piano. — 23 h. — **Opéra.** — **Madame :** *Opéra de Strauss, Schöenberg ; 2 h. 30, Sametti-mutual ; 5 h 5, Maurel-Lafayette.*

« **Mademoiselle Grey et Cendrillon** (C. M., 20 h.). — On ne connaît aujourd'hui de Mademoiselle Grey qu'un souvenir lointain et ému : elle avait écrit, dans les années 20, les « chansons madoecasses » de Ravel, qui en avait alors fait son interprète privilégié. Le musicien français lui avait aussi écrit « Méloides lyriques », qu'elle avait fait avec un air consacré de l'angevine musicale : elle trouvait l'expression viciante, le sens de l'obsession, qui convient à ces chants yiddish, d'ailleurs parfaitement sophistiqués sous la plume ravélienne. Mais Mademoiselle Grey interprétait aussi les « Chants populaires d'Australie » de Camille Urban, avec un trébucher, une sensibilité dépourvue d'artifice, auxquelles on ne s'attend guère de la part d'une interprète rompue aux exercices marijérés de Ravel. Mademoiselle Grey retrouvait le naturel à force d'art. Philippe Morin propose un de ses enregistrements rares. — T. F.

17 h 5 Série : L'île aux trente cer-
casses.
18 h La course autour du monde.
19 h Slade 2.
20 h Jodel.
21 h 30 Variété : Gala française du
MIDEM.
Béral G Barbier
Yves Dutilleul, Laurence Voulaz,
Francis Cabral, etc...
21 h 45 Variété : M. Je.
De Bouthier et P Brungnot.
(Lire notre article p. 13)
22 h 25 Document : Nos secrets les
français.
L'après-midi P Philippe.
Dès 18 heures en continue ses pré-
sentations 1945 à l'évolution de
l'église de notre époque.
23 h 15 Journal.

20 h 30 *Haute courtoisie : L'art et la décadence.*
Une série de M. Rostami et J. Auer.
Jacques Louvet évoque le mystère de la décadence en rapportant la vie de son père, un homme de lettres.

21 h 35 *Cours d'initiation.*
« Une vilaine anecdote » de D. Lohr ; « L'extraordinaire ascension de Maurice Bélaune » de S. Desbarras.

22 h 10 *Journal.*

22 h 30 *Cinéma de minuit : Cycle à la redécouverte de D.W. Griffith.*

FRANCE-CULTURE

7 h 7. Le feu sacré.

7 h 15. Horvath, magazine religieux.

19 h 30, *Mis en scène*, troupe.
 19 h 30, *Le Minotaure des célestes*, 5.
 19 h 30, *Alceste*, *Opéra de Québec* (France-Québec).
 19 h 45, *Accès de création radio-phonique*, *Philharmonie de Paris*.
 21 h, *Musique de chambre* : Deix, Magnard.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, *Concert promenade*, *Musique viennoise et musique légère*, œuvre de J. Strauss père, Fétini, Strauss fils, Strauss jeune, Strauss, Kreisler, Tchaïkovski, Haydn, Puccini, Rossini, Verdi, Paderewski, Liszt, Wagner, Fugère.
 9 h 30, *Concert des cantabes de Bach*.
 9 h 30, *Musique internationale*.
 9 h 30, *Concert* (en direct du théâtre de la Bastille) : *Les Cloches de St-Etienne*, à Paris ; *Variazioni en sol majeur* de Beethoven, « Trio en sol mineur » de Beethoven.

19 h **Pleins feux.**
Magazine du spectacle de J. Ar.

Editeurs de P.L.C.E. ont
néos aux travailleurs innu-
grés Montpique.

La M

UN COMÉDIEN LIT UN AUTEUR.
JACQUES RIVIÈRE
DE LA PASSION
DE L'INTELLIGENCE.
FR. 2, 16 h 35.

Il est Jos comme de lettres,
silencieux, presque absents, qui
ne publient le fruit de leurs
réflexions que rarement, préfé-
rant se consacrer en toute
impartialité, à la lecture des
autres. C'est le cas de Jacques
Rivière, premier directeur de
la « revue » « Nouvelle Revue
française », que son fils, Alain

- a 2, Chasseurs de nuit de la
sérénité conjuguée.
- a 3, Les deux de tradition
- b 2, Protestantisme.
- b 10, Sagesse Israélite.
- a 2, Les deux de la France
contemporaine : Le livre penché
français.
- a 10, Les deux dans la chapelle de
Vieux-Combs à Rennes.
- a 2, Les deux sur la musique : « Di-
versément sur un thème pas-
toral » de C. Plané, par l'Orche-
stre symphonique de l'O.R.T.F. Dir. :
J. Martinon.
- a 5, Allegro.
- a 2, Le diocèse : Quatre opé-
ras de Jérome de Verdi, au Théâ-
tre municipal de Paris.
- a 5, Le Bourgais gentilhomme,
de Molière, par les Tréteaux de
Fribourg, de la Ville de Gex, et
à Toulouse Avec : C. Doria, etc.
- a 5, Concert de musique bré-
taine, avec Maria d'Appresida,
soprano, au Festival de
Sahare à Douz.

- victoria E. Robinson, vicontrice.
- 14 h 30, *Le grand dialogue*, de J. Mann, Ruth. Serg. Debruyne, Monnet, J.
- 15 h 30, *Le grand dialogue*, œuvres de P. Alla, Shost. Philidor, Nielsen. Monnet, Mayr. Krumhals.
- 17 h, *Le Concert Pasternak-les-soirs*, par J. Mann (auteur), de J. Mann, Alain, Duraflo, Tournemine. Britten.
- 18 h 30, *Le grand dialogue*.
- 19 h, *Les rencontres en dialogue*.
- 20 h 30, *Les grands concerts d'archives* (donnés en juillet 1981 au Palais de la Musique), « Symphonie n° 2 » de Mahler, de J. Mann, au Concertgebouw d'Amsterdam, avec J. Vincent, Espagne, E. Pasternak, J. Mann, de J. K. Krumpholtz.
- 22 h 30, *La nuit, un France-Musique*, le geste d'acier (les mémoires musicales de J. Krumpholtz), œuvres de D. J. Mann, de J. K. Krumpholtz, Markovitch, 0. J. B. Baptiste, œuvres de Vaughan-Williams, J. Mann, de J. K. Krumpholtz.

**L'HOMME QUI A PEINT
LE SINAI**
A 2, 16 h 40

Curieuse manière d'occuper sa vie d'artiste Jean Verame, peintre d'origine beige est tombé follement amoureux du désert du Sinaï et, avec l'autorisation de Sadate, qui trouvait l'idée ori-

- 14 h 8, *Saint-Isidore*.
- 14 h 9, *C'est un livra, des voix : « L'Almon-*
- 14 h 17, *de l'Almon, de l'Almon, de l'Almon.*
- 14 h 17, *Contact.*
- 14 h 54, *Le monde est singulier :*
L'accueil du seigneur le clerc
F. Maix.
- 15 h 1, *Les points de repère à connaître*
dans la création d'entreprises.
- 16 h 30, *Le rendez-vous de 16 h 30 :*
Le tramway revient dans nos
villes.
- 17 h 30, *Monde libre : Les voyages du*
Petit Prince.
- 17 h 32, *Les grands opéras du*
monde : L'Opéra de Paris de 1680
à 1874.
- 18 h 30, *Fenilstein : La Cioche d'Ita-*
lie, d'après E. Lacoste.
- 18 h 33, *La 2e A - L'Argentine.*

22 h 30, La nuit sur France-Musique, musique de nuit, œuvres de Schubert : 23 h, Soirées françaises d'aujourd'hui, œuvres de Charpentier, Moullin.

■ Les chemins de la connaissance (F.-C., 8 h et 8 h 30) : deux thèmes intéressants : le premier, « Histoires de vie », consacré aux applications en

Deuxième animés. Variétés. Bricolage
12 h C'est à vous.

17 h 8 **TORNADES**

- Gustes et vents des racines de la sainte Bérénice... P. Krieg.
Une équipe de météorologues européens se penche sur un formidable nuage à terre qui fit sept-vingt-neuf mille morts.

17 h 9 **Mardi A 2.**

- Une sauterie sur Mars : Casper.
- Petit défilé de la forêt : Xarxes.

18 h 30 C'est si vie

18 h 50 Je : Des chiffres et des lettres.

19 h 16 D'accord... pas d'accord
(I.C.O.).

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Les gens d'ici.

20 h Journal.

20 h 35 Magazine Miroirs au cœur.

[illegible]

de la philosophie des Lumières, le domaine de l'éthnologie et le second, « John Stuart Mill ou les mirages de la vertu », un portrait de l'économiste et philosophe anglais, auteur de la « doctrine du plus grand bonheur », fondée sur la croyance de John Stuart Mill en l'effacement philanthropique de la vertu. J. B. Bill est par conséquent l'auteur de « L'Assommoir des femmes », l'une des premières professions de foi pour la libération des femmes.

23 h Journal.

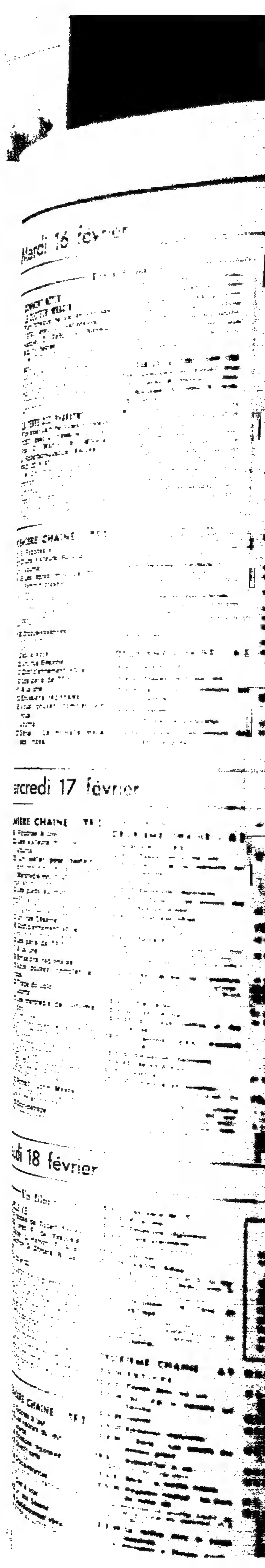

De E Buggiari et P Camus
Marie Calles : portrait "triste"
diva.

21 h 50 Documentaire Portrait de l'uni-
vers.
Claude Bernard et la médecine
aujourd'hui, réal. J. Leulier
Claude Bernard, maintenant le
dieu - contemporain, et les
déconstructions médicales aujour-
d'hui.

22 h 45 Théâtre.
La carte postale, de E Wein-
garten, réal. J. Basso
Dernier engagement, une
jeune fille entre deux ges-
tistes ? Qui est-elle ? Où cette
histoire nous emmène-t-elle ?

- 10 tés français du dix-septième siècle
- 11 h 30, Jazz en France.
- 12 h 15, Jeunes auteurs (en direct du studio 109) œuvres de Schumann et de Ravel avec Y. Henry, piano.
- 14 h 15 d'une étoile l'estre, œuvres de Jolivet. L'inst. de Païa. Brancaccio. Des. Schar. Harris.
- 17 h 15, Les dix mètres, œuvres de Brahms.
- 18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 108) musiques traditionnelles de Bulgarie.
- 19 h 30, Jazz.
- 20 h La recherche musicale.
- 20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium du Radio-France), 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2

rediffusion du conte de Pity, dont l'auteur "est un adolescent d'origine laotienne arrivé en France en 1977 parmi les réfugiés Manihong Bouphong ne s'est pas contenté d'apprendre le français, il s'est mis à écrire des histoires qui sont, sous une forme sentimentale, des allégories de ses sentiments d'exilé. La première de ces histoires et sans doute la plus belle, « Coucou la petite journal », avait été découverte et présentée par France-Culture en 1979.



J.-P. ELKABBACH ET N. MAMÈRE ÉCRIVENT SUR LEUR TÉLÉVISION Derrière l'écran

Jean-Pierre Elkabbach ne ressemble pas à son livre. Je le connais mal, à peine l'ai-je rencontré deux ou trois fois. Cependant, l'impression qu'il donne est celle d'un écorché vif, d'un inquiet, d'un homme sous pression, abritant derrière une raideur de façade la flamme d'une seule ambition : être le premier, le meilleur et qu'on le sache, et qu'on se le dise ; s'élever en poursuivant une idée fixe, une obsession, le journalisme.

On parle toujours de lui comme d'un grand professionnel. Je dirais plutôt un grand passionné. Et lui-même donne sur ce chapitre des verges pour se faire fouetter en racontant, pas gêné, la façon dont, ayant à peu près complètement oublié l'allemand appris au lycée et, nommé correspondant à Bonn après les événements de mai 1968, il a « bidonné » un discours du chancelier Kissinger en envoyant à l'antenne la traduction d'une allocution déjà ancienne. Aujourd'hui, ajoute-t-il goguenard, ces blablas officiels, il pourrait les improviser en plusieurs langues.

Je vous cite ce passage parce que c'est à peu près le seul où l'on sente battre le pouls rapide, emporté, de ce pur-sang à qui Nicole Avril donne de vigoureux coups d'aiguillon (il s'agit en effet d'un dialogue avec une femme) tout en acceptant de le voir jouer les vieux choux de ménage. Et tournent, tournent les réponses esquives, esquives, tombant exprès à côté de la question. Des questions extrêmement précises et pointues, je le répète, des questions ou des rappels à l'ordre, évidemment compliqués, du genre : « Tu prends la pose ? » ou bien encore : « Canada, tu gardes la rancune ? » ou enfin : « Dès ton arrivée à l'Antenne 2, pour faire de la place aux uns, n'en as-tu pas remercié d'autres ? » A lui ensuite d'effacer ces faux-plis avec le fer à repasser à vapeur employé par tous les représentants de l'ancienne majorité.

Et il a beau s'en défendre, Jean-Pierre Elkabbach en était un, ou du moins devait-il en donner l'impression. Le moyen de faire autrement dans un pays où les médias étaient, sont, et hélas risquent fort de rester à la botte du pouvoir ? Un pouvoir qui a quelque peu bouclé. En ne va pas détailler ici sa carrière. En deux mots : il est né à Oran dans une

famille juive, il a été chaviré par la mort prématurée de son père, et on l'est aussi en le lisant. Premiers pas à Radio-Alger, il fera de la prison pendant le putsch pour avoir refusé d'obéir aux militaires. En 1962, il est engagé par Jacqueline Baudrier à France-Inter. Le 3 juin 1968, il se joint aux grévistes et, après la « reprise en main » de l'O.R.T.F., il est exilé à Toulouse avant de partir pour Bonn et d'entrer ainsi à la première chaîne.

Après quelques mois passés sur la « 2 », où on l'a expédié après le départ de Desgranges, il retourne à France-Inter avec « 13-14 ». C'est un succès et le tremplin qui l'enverra à la tête de l'information d'Antenne 2. « J'ai demandé », raconte-t-il, « à Marcel Jullian mon indépendance. Il me l'a promise. » Tu parles ! Pas un mot de plus sur les liens qui l'unissent, par-dessus la tête du P.-D. G. de l'époque, au porte-parole de l'Élysée, Jean-Philippe Lecat. C'est dans son bureau pourtant qu'il a appris sa nomination. Giscard, il ne l'a pratiquement jamais vu, sinon avec nous, à la télé.

Ah, pourquoi son nom a-t-il été hué à la Bastille ? Et pourquoi son visage, qu'on le veuille ou non, reste-t-il dans les mémoires comme l'enseigne de l'ancien régime ? Parce qu'il a mis au service de ses mentors la souplesse et la compréhension de qui est prêt à lâcher du lest, beaucoup de lest pour pouvoir — condition sine qua non — continuer à exercer un métier, à se maintenir à un poste formidablement valorisant. Du lest, il en lâchait en veux-tu, en voilà, avec ses interlocuteurs de tout bord. Rappeler-vous la manière dont le traitait Chirac. Rappeler-vous son interminable interview de Marchais au lendemain du 10 mai, et le « Cartes sur table » l'opposant au même Marchais, retour de Moscou, après l'entrée des Russes en Afghanistan. « Taisez-vous, Elkabbach ! », le titre de son livre, c'est un secrétaire général du P.C. qu'il l'a emprunté. Il évoque « sa brutalité goguenarde » avec ce dernier et sa franchise musclée à l'égard de Raymond Barre. Les formules sont heureuses, l'impression qu'il donnait à l'écran l'était moins.

D'ailleurs, au premier tour des législatives, au soir du 19 juin,

quand Defferre l'a grossièrement insulté sous notre nez, je me souviens de son attitude, de son visage blême sous le fond de teint, brûlé par un regard de braise. Noël Mamère (il est gentil son bouquin, *Telle est la télé*), raconte lui aussi la scène, et décrit le plateau prostré dans un silence glacial, un silence accablé, réprobateur, les yeux fixés sur un Elkabbach tendu et pâle qui n'allait pas tarder à abandonner la place. Dieu sait pourtant s'il lui en fallait à « 2 ». Et, comme il l'appelle à l'Antenne 2, tout simplement pour avoir mis sur le tapis le candidat pour avoir désespérément tenté jusqu'à la dernière minute de favoriser le candidat sortant. Fastidieux rappels ici les incidents Boussier et Rocard ?

Il lui en fallait et Mamère, l'animateur de « C'est la vie » — une émission créée et patronnée par Louis Bérliot, le bras droit d'Elkabbach — n'est pas le dernier à tirer sur le planiste condamné au lendemain de la victoire de la gauche. Il raconte tout, heure par heure, tout ce qui s'est passé sur Cognac-Jay. On l'entend venir, avancer pas à pas avec ses gros souliers. Et on est confondu par tant de simplicité. Il s'acuse sans sourcil de prudence, d'hypocrisie, de lâcheté. Au fur et à mesure que passent les jours, de Panthéon en Defferre, de Defferre en Fillioud, de Fillioud en Estier, d'Estier en Mauroy (« Nous n'avons demandé à personne de partir mais nous ne demandons à personne de rester ! » de Mauroy en Desgranges et de Desgranges en Vieux, un Vieux, qui en arrive à lui faire regretter Elkabbach, on voit, au fil des pages, son embousillage, son espoir, son désir de changement se recroqueviller, se tasser, se soumettre au petit jeu des promotions et des faveurs destinées à la gauche, à remettre au pas et à faire taire les fortes gueules. Il en a gros sur la patate, Mamère, et son témoignage paraît infiniment plus spontané, plus sincère que celui de son ex-patron. Si vous vous intéressez à ce qui se passe derrière la vitre, un conseil, lisez les tous les deux. Ils se contredisent et se complètent admirablement.

CLAUDE SARRAUCE.
★ *Taisez-vous, Elkabbach !*, Ed. Flammarion, 60 F.
★ *Telle est la télé*, Ed. Mergel, coll. « Chemins d'aujourd'hui », 56 F.

Les programmes des TV périphériques

VENREDI 12 FÉVRIER

- **TELE-LUXEMBOURG** (R.T.L.-Télé, 21 h), *Ma chérie*, film de C. Dubreuil.
- **TELE-MONTE-CARLO** (T.M.C.), 20 h 35, *Le Seuil du vide*, film de J.-F. Davy ; 22 h 15, *Chiron*, magazine de l'automobile.
- **TELEVISION BELGE** (R.T.B.), 21 h 15, *Quel des braves*, film de M. Carné.
- **TELE 2**, 20 h 50, *Vendredi Sports*, magazine d'actualité sportive.
- **TELEVISION SUISSE ROMANDE** (T.S.R.), 20 h 35, *Série « Les invités »*, (troisième épisode), de R. Piguet ; 21 h 35, *Écriture en Suisse romande*, de Georges Haldas.

SAMEDI 13 FÉVRIER

- **R.T.L.-Télé**, 21 h, *Charlie Gobbé détective*, film de R. Michaels.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *Le Retour de la panthère rose*, film de B. Edwards.
- **R.T.B.**, 20 h 30, *De la part des copains*, film de T. Young.
- **T.S.R.**, 20 h 10, *Série « Les invités »* (quatrième épisode), de R. Piguet.

DIMANCHE 14 FÉVRIER

- **R.T.L.-Télé**, 21 h, *L'Étrangeur de Boston*, film de R. Fleischer.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *Le Trésor du Hollandais*, feuilleton, quatrième partie.
- **R.T.B.**, 20 heures, *Variétés*, chansons à la carte ; 21 h 20, *Téléfilm : Non récupérables*, de F. Appréhens.
- **T.S.R.**, 20 heures, *La chasse au trésor* ; 21 heures, *Les Jivans*, émission de S. Mohr.

LUNDI 15 FÉVRIER

- **R.T.L.-Télé**, 21 heures, *Oublie-moi, Mandoline*, film de M. Wyn.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *Charter 2020*, film de P. Lory.
- **R.T.B.**, 19 h 55, *Vincents, François, Paul et les autres*, film de C. Sauter.
- **TELE 2**, 20 h 25, *Théâtre wallon : les Trois cabes*, Comédie de C.-H. Deraches ; 22 h 15, *La révolution silencieuse : Le marché de l'information*.
- **T.S.R.**, 20 h 25, *L'important, c'est d'aimer*, film d'A. Zulski.

MARDI 16 FÉVRIER

- **R.T.L.-Télé**, 21 heures, *Le Mandarin*, téléfilm de P. Janin.
- **T.M.C.**, 20 h 30, *La chasse au trésor*, émission de J. Antoine ; 21 h 40, *Télé-cinéma*, magazine du cinéma.
- **R.T.B.**, 21 h 10, *Variétés : Refraîche du monde*, Les chants des Caraïbes.
- **T.S.R.**, 21 h 5, *Extraits*, émission sur le spectacle de M. Huella et P. Fort.

MERCREDI 17 FÉVRIER

- **R.T.L.-Télé**, 21 heures, *Panique à bord*, film de A.-L. Stone.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *La Nuit de l'été*, film de J.-C. Brialy ; 22 h 10, *Gogo rythmes*, émission de variétés.
- **R.T.B.**, 20 h 45, *Variétés*, facettes ; 21 h 45, *Le temps d'un livre* ; 22 h 30, *Carnet du court métrage belge*.

JEUDI 18 FÉVRIER

- **TELE 2**, 19 h 55, *Sport 2*.
- **T.S.R.**, 21 h 5, *Télescope*, magazine scientifique.
- **R.T.L.-Télé**, 21 heures, *Gloria*, film de C. Astan-Lara, ou *Picnic*, film de J. Logan.
- **T.M.C.**, 20 h 35, *Rebecca*, film de A. Hitchcock.
- **R.T.B.**, 20 h 20, *N'y a pas de fumée sans feu*, film de A. Cayatte.
- **TELE 2**, 20 heures, *Série : Les grandes aventures de l'Himalaya* ; 20 h 50, *Concert : Chansons des jeunes solistes francophones*.
- **T.S.R.**, 21 h 10, *La Pourcelle impitoyable*, film d'A. Penn.

SUR LES GRANDES ONDES

- **SAMEDI 13 FÉVRIER**
France-Inter, 20 h : La tribune de l'histoire : Antoine de Tournon, roi d'Arancanie ; 21 h 5 : Placido Domingo interprète Donizetti, Verdi, Halévy, Meyerbeer, Bizet, avec l'Orchestre philharmonique de Los Angeles, dir. C.M. Giulini.
- **DIMANCHE 14 FÉVRIER**
R.T.L., 18 h 15 : Le Grand Jury - R.T.L. 20 h 35 : Les grands débats : Europe 1, 19 h : Club de la presse avec Michel Poniatowski.

Rappel des émissions Mercredi 10 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Variétés** : Direct Paris-Lille. Avec M.P. Balle, C. Dumont, R. Gicquel, J. Villaret, etc.
- 21 h 35 **L'Orchestre des jeunes de l'Europe**. Récital François Reichbach. Un reportage sur la vie d'un orchestre. Le travail de jeunes solistes, accompagnés d'extraits de concert. Un invité : R. Van Kesteren.
- 22 h 35 **La part de vérité**. Jacques de Malouze, Récital M. Arnaud.
- 23 h 20 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 **Série** : Chroniques martiennes. Récital : M. Anderson, d'après R. Bradbury. Les colon.
- Après l'ouverture d'un restaurant sur Mars, les Terriens en ont assez de tous les regards sur la Terre pour une guerre imminente.
- 22 h 15 **Magazine musical**. D'E. Ruggieri. Avec M. Florent, directeur de la musique au ministère de la culture.
- Après le concert de Stravinski, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : R. Soudant avec Helffer (en l'honneur avec France-Musique) ; un reportage sur les contes d'Hoffmann.

23 h 15 Journal

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 30 **Cinéma 16** : Comme un roseau. Téléfilm d'A. Djean d'après « le Roseau pensant » de J.-L. Curtis. Avec P. Maudy, C. Minazzoli, J.-P. Darres, D. Gray, H. Deschamps, etc.
- 22 h **Journal**.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 25, *Jazz à l'antenne*.
- 19 h 30, *La science en marche*.
- 20 h, *La musique et les hommes : L'art et la biologie*.
- O. Mélençon.
- 22 h 30, *Nuits magiques* : Le Mail.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, *Concert* : (donné salle Gaveau, à Paris, le 29 novembre) : Œuvres de Schubert, avec M. Vogel, baryton, et C. Colard, piano.
- 21 h 30, *Concert* (en simultané sur Antenne 2) : « Dumbarton Oaks, concerto pour orchestre de chambre en mi bémol majeur » et « Concerto pour piano et orchestre d'harmonie », de Stravinski ; par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. : H. Soudant, sol. : C. Helffer.
- 22 h 30, *La nuit sur France-Musique* : 23 h 15, *Musique de nuit*, œuvres de Puccini, Rimski-Korsakov, Villa-Lobos.

Jeudi 11 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 **Réponse à tout**.
- 12 h 30 **Les visiteurs du jour**.
- 13 h **Journal**.
- 13 h 35 **Emissions régionales**.
- 14 h 50 **Objectif santé : respirer**.
- 15 h 30 **Croque-vivances**.
- 16 h 30 **C'est à vous**.
- 17 h 25 **Le aux enfants**.
- 18 h 45 **Quotidiennement vétéra**.
- Dura, dura les enfants prodiges*.
- 19 h 50 **Les paris de TF 1**.
- 19 h 5 **A la une**.
- 19 h 20 **Emissions régionales**.
- 19 h 45 **Libre expression**.
- C.R.T.C.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Téléfilm** : Julien Fontanes, magistrat. Une fin de siècle. F. Dupont-Midy. Avec J. Morel, H. Quester, M. Peyrolon.
- Julien Fontanes enquête sur l'assassinat d'une prostituée à Dieppe et sur l'action du juge Ruben.
- 22 h **Documentaire** : L'histoire d'un bout du monde. Le Mexique. Le pays gouverné de J.-E. Jaurès. Le portrait de Rubén Figueroa gouverneur de l'état de Guerrero au Mexique : un personnage étrange, d'une sincérité surprenante qu'on suit, non sans surprise, dans son travail de surveillance de territoire. A voir.
- 23 h **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
- 12 h 30 **Passage** : Les visiteurs du jour.
- 13 h 30 **Jeu** : J'ai le mémoire qui flanche.
- 14 h 45 **Journal**.
- 15 h 35 **Emissions régionales**.
- 16 h 45 **Série** : Les amours des années grises.
- 17 h **Aujourd'hui la vie**.
- 18 h **La médecine contre l'angoisse**.
- 19 h 5 **Série** : La famille Adams.
- 19 h 5 **Rencontres** : Images d'un chirurgien.
- 19 h 5 **Documentaire** : L'histoire d'un bout du monde. En France, on compte trois cent vingt mille blessés de la main. Une enquête à Nancy, au service d'urgence « assistance main », en compagnie du professeur M. Morle.
- 19 h 45 **Documentaire** : L'Australie. Une petite terre de 45 000 km².
- En compagnie de Graham Heath, qui parcourt l'Australie de ses terres en avion, la vie quotidienne d'une immense exploitation.
- 17 h 15 **La télévision des télespectateurs**.
- 17 h 45 **Révisé A2**.
- Plein, Capot, Tibi : le vrai éton. bichon...
- 18 h 30 **C'est la vie**.
- 19 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 **D'accord... pas d'accord (I.N.G.)**.
- 19 h 20 **Emissions régionales**.
- 19 h 45 **Les gens d'ici**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Magazine** : Situation 82.
- Après : entre l'oubli et la crainte.
- Une enquête de : C. Soudant-Maurin, réal. F. Bouchet.
- L'Espagne cinq années après la mort de Franco, dans un contexte économique et social difficile : les problèmes du tourisme. La grande fête de la démocratie d'est-est réalité ?
- 21 h 40 **Magazine** : Les enfants du rock.
- Réal. M. Villenot et D. Sanders.
- Buy, un chanteur de rock et le groupe « Ment Loef ».
- 23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 **Pour les jeunes**.
- L'ours Poldingue : Cuisine sans cuisson.
- 18 h 55 **Tribune libre**.
- Le parti républicain.

19 h 10 Journal

- 19 h 20 **Emissions régionales**.
- 19 h 55 **Dessin animé** : Ulysse 31.
- 20 h **Les jeux**.
- 20 h 35 **Cinéma** : Les Soleils de l'île de Pâques. Film français de P. Kest (1971), avec N. Bengali, F. Brion, A. Stewart, J. Bulbul, J. Charrier, M. Garrel, M. Rono (réalisation).
- Trois hommes, trois femmes, qui ne se sont jamais vus et vivent loin les uns des autres reçoivent des messages codés et sont marqués par un signe à la main. Une force extraterrestre les pousse à se rejoindre et à partir pour l'île de Pâques. Utilisation de la science fiction pour ouvrir la porte à l'imaginaire. Pierre Kast a organisé avec un charme étrange le ré-évent d'un conte en des lieux splendides, et le rendez-vous comique dans l'île aux statues mythiques.*
- 22 h **Journal**.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, *Matinales* : Les actions de développement en Equateur.
- 8 h, *Les chemins de la connaissance* : Diderot et l'ordre (avec I. Watz) ; à 8 h 32, *Histoire de la solidarité au XIX^e siècle : la solidarité* ; à 8 h 50, *La route aventureuse*.
- 9 h 7, *Matinales de la littérature*.
- 9 h 45, *Quotidien en images* : « Christophe », avec F. Canadec.
- 10 h 2, *Marcel Schwob*, par A. Paris (à 17 h 32).
- 12 h 5, *Agenda* : La vie d'une petite maison d'édition bretonne, avec C. Bugeon et T. Fournier.
- 14 h 45, *Panorama*, avec André Chénal.
- 15 h 30, *Remémorance* des œuvres de France : l'orgue du musée des Augustins, à Toulouse.
- 16 h, *Sans* : Pénitence.
- 16 h 45, *Un livre, des voix* : Chronique d'une mort annoncée, de G. Garcia Marquez.
- 17 h 47, *Départementale* : A. Brest.
- 18 h 2, *Le monde au pluriel* : L'actualité selon Y. Brétilien, Solin.
- 18 h 30, *La radio sur la place* : Le Centre océanologique de Bretagne (COB).
- 19 h 30, *Les rendez-vous de 16 h 30* : Le musée de Brest.
- 19 h 45, *Le monde au pluriel* : La peinture française du XVIII^e siècle aux États-Unis.
- 20 h 30, *Facilement* : La Cloche d'Islande, d'après H. K. Lassen.
- 20 h 35, *Jazz à l'antenne*.
- 19 h 30, *Les progrès de la biologie et de la médecine* : Problèmes éthiques en chirurgie cardio-vasculaire.
- 20 h, *L'insaisissable affaire de la ville*, de P. Ranzet.
- 21 h 5, *Nuits magiques* : Le Mail.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, *Musiques de suite* : Œuvres de Dvorak, Stravinski, Bartok, Griffes, Schoenberg, Martin, Granados, Mompou.
- 8 h 7, *Quotidien-Musique*.
- 9 h 45, *Quotidien en images*.
- 9 h 17, *La suite des musiques* : « Otello », de Verdi.
- 11 h, *Départs* : Wagner, R. Strauss, Berg.
- 12 h 15, *Le royaume de la musique*.
- 13 h, *Musique légère* : Œuvres de Bartok, Calvi, Luyckx, Sade.
- 14 h, *Portrait de Jean Milonogri*.
- 15 h 30, *Orgue français postromantique*.
- 16 h 30, *Lieder de Hugo Wolf*.
- 17 h 2, *Le jeu des miroirs* : Œuvres de R. Strauss, Stockhausen.
- 18 h 30, *Studio-concert* (en direct du studio 106) : Michel de Villiers Quartette.
- 19 h 35, *Jazz*.
- 20 h, *Actualités lyriques*.
- 20 h 30, *Concert* (en direct de la Salle Pleyel, à Paris) : « Variations sur une chanson populaire hongroise », de Kodaly ; « Concerto pour piano et orchestre n° 5 », de Rachmaninov ; « Symphonie n° 5 », de Beethoven, par le Nouvel orchestre philharmonique, dir. C. Medes, avec H. Barde, piano.
- 23 h, *La nuit sur France-Musique* : Studio de recherche radiophonique : les Villes invisibles ; 0 h 5, Un portrait de J.-S. Bach, Scarlatti, Lipatti, Mozart.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI-11 FÉVRIER

- M. Anicet le Pors, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, participe au journal de TF 1, à 13 h.

EN BREF

● M. Jacques Abergel, directeur général d'Europe 1, et M. Philippe Gildas, directeur de l'Antenne, ont nommé M. Bruno Dalle secrétaire général de l'antenne.

[Né en 1917 à Bousbecque (Nord), diplômé du Centre de formation des journalistes, Bruno Dalle est entré à Europe 1 en 1965. Devenu secrétaire de rédaction en 1967, il a mis en place le service des reportages avant d'être nommé rédacteur en chef adjoint en 1970, puis directeur adjoint de la rédaction en 1974. Il est aussi vice-président de la Fédération française des agences de presse depuis 1979.]

● M. André Bercoff, vient d'être nommé conseiller auprès de la direction des programmes de TF1. Il aura pour mission de proposer « des idées et des structures d'accueil destinées à de nouveaux auteurs et créateurs ».

Agé de quarante-et-un ans, M. André Bercoff, journaliste, a travaillé pour la revue « Jeune Afrique », puis pour l'hebdomadaire l'Express. Depuis 1974, il collabore à l'Actualité, le Matin et les Nouvelles littéraires. Il est l'auteur de divers

ouvrages et notamment du livre de politique-fiction les 180 Jours de Mitterrand (sous le pseudonyme de Philippe de Comynnes) en collaboration avec Jacqueline Chabridon.

● M. Jacques Baumet, député, maître de Rueil-Malmaison (R.P.R.) et conseiller général des Hauts-de-Seine, vient de créer une association de télé-spectateurs mécontents.

● Un accord vient d'intervenir entre M. Gilles de la Rocque, fils du colonel de la Rocque (ancien président des Croix de feu et du parti social français avant la seconde guerre mondiale), André Harris et Alain Sedouy, les producteurs du film *Francis*, si vous savez ! et les sociétés NEF Production et RCA. M. de la Rocque a obtenu que soient retirés deux séquences du film présentant des images de défilés de Croix de feu sur un commentaire décrivant l'ascension du nazisme. Les parties ont constaté en effet le bien-fondé de sa demande, le colonel de la Rocque étant mort des suites de sa déportation en Allemagne pour faits de résistance.

● Les contrôleurs de la redevance ont suspendu, depuis le 24 novembre, le dépitage à domicile des postes de télévision « clandestins », afin d'obtenir un meilleur remboursement de leurs frais de déplacement. Rattaché au Trésor public depuis l'éclatement de l'O.R.T.F. en 1974, ce corps de contrôle est chargé de trois tâches : la recherche des télé-spectateurs qui ont dérogé et cessé de payer leur redevance, le contrôle auprès des commerçants chargés de relever le nom et l'adresse des acheteurs de postes, enfin le repérage des postes non déclarés, par un « rattachement systématique », quartier par quartier. S'il devait se prolonger pendant toute l'année 1982, l'arrêt de ce dernier contrôle provoquerait, selon les sections C.F.D.T., C.G.T. et F.O. de la redevance, un manque à gagner de 36 millions de francs. Le ministère du budget rappelle, quant à lui, que les modalités de remboursement des déplacements des fonctionnaires — ce qui sont des postes de contrôle depuis 1974 — ont été fixées uniquement par décret.

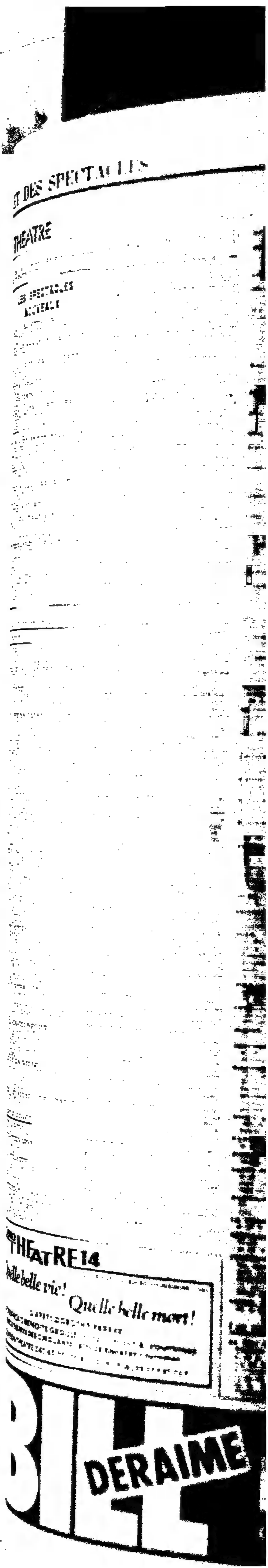
● PRÉCISION. — La présence d'un représentant du ministère de la culture à la prochaine émission de Michel Polac sur les radios libres n'est peut-être pas une mauvaise idée. C'est pourtant au ministère de la communication que nous faisons allusion à la fin de notre article consacré à l'émission du samedi 6 février (le Monde du 10 février) et non au ministère de la culture, comme l'indiquait d'ailleurs le nom de M. Fillioud cité dans la phrase suivante.

● RECTIFICATIF. — « Peu de gens savent situer le Liechtenstein », écrivions-nous dans un récent supplément radio-télévision (le Monde du 28 janvier). Nous ne pensions pas si bien dire : par un glissement hasardeux, nous l'avons placé entre l'Autriche, ce qui est vrai, et l'Allemagne, ce qui est faux, puisque la principauté du Liechtenstein est frontalière de la Suisse. Ajoutons que le Liechtenstein a pour capitale Vaduz, et compte quelque vingt-trois mille habitants pour près de 160 kilomètres carrés. — M. G.

Cette semaine dans **Le Monde**

Les Français malades de l'administration

de 1971 à 1980 : 1 033 lois et ordonnances, 16 682 décrets. Pauvres administrés.



DES SPECTACLES
CINEMA

COMEDIE DES
CHAMPS-ÉLYSÉES

MARIA PACÔME

LE JARDIN
D'EPONINE

de MARIA PACÔME

Mise en scène : Gérard VERGEZ

Décor : Jacques NOËL

avec

MADELINE BARBULÉE

et

MICHEL ROBBE

DANIEL RUSSO

ANNIE NOËL

CHARLOTTE MAURY

Location : Théâtre, Agences,
et par téléphone : 720.08.24

DERNIÈRE LE 28 FÉVRIER

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 10 FÉVRIER

RADIO-FRANCE, Auditorium 106,
18 h 30 : M. Boulogne, M. Adard,
C. Casati (Pia, Lutoszewski, Strin-
zen, Foulens).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : S. Goodyear
et S. Goussier (Brahms, Schu-
bert) ; 21 h : P.-P. et M.-J. Truys
(Mozart, Brahms, Debussy).

CRYPTÉE SAINT-AGNES, 20 h 30 :
P. Di Maccio (Torroba, Villa-Lobos,
Tartagosa).

ECCLÉSIA SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE,
20 h 45 : V. Vetter et Nova
(musique française du dix-hui-
tième siècle).

JEUDI 11 FÉVRIER

SALLE FLEURY, 20 h 30 : Nouvel
Orchestre philharmonique de Ra-
dio-France, dir. G. Mallet (Kodaly,
Bachmann, Beethoven).

SALLE GAVEAU, 21 h : D.
N. Kourou (Mozart, Brahms, De-
bussy, Schubert).

LUCERNAIRE, 19 h 45 et 21 h :
V. Vetter et Nova (Mozart, Beetho-
ven, Liszt, Schumann, Brahms, De-
bussy, Schubert).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium,
19 h : Ensemble instrumental du
Nouvel Orchestre philharmonique
de R.-F., dir. G. Mallet (Mozart).

ECCLÉSIA SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE,
20 h 45 : V. Vetter et Nova
(musique française du dix-hui-
tième siècle).

VENDESDI 12 FÉVRIER

RADIO-FRANCE, Auditorium 106,
18 h 30 : Ensemble G. Rucholski.

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 10.

ECCLÉSIA ST-JULIEN-LE-PAUVRE,
20 h 45 : voir le 10.

SALLE FLEURY, 20 h 30 : D. Skau,
H. Holl (Strauss).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
20 h 30 : Quatuor Amadeus (Beetho-
ven).

CRYPTÉE SAINT-AGNES, 20 h 30 : voir
le 10.

ECCLÉSIA ST-JEAN DE GRENNELLE,
20 h 30 : St. Limonard, L. Com-
te, D. Comte-Cohen (Mozart).

SAMEDI 13 FÉVRIER

SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor de
Tokyo (Bach, Beethoven, Schu-
bert).

ECCLÉSIA ST-MERCI, 21 h : Quatuor
pour deux flûtes, violoncelle et cla-
vessin (Bach, Debussy, Liszt).

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 10.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106,
18 h 30 : Preston's Pocket (Loo-
rell, Blavet, Balbastre, Leclair).

ECCLÉSIA ST-JULIEN-LE-PAUVRE,
20 h 45 : voir le 11.

CRYPTÉE SAINT-AGNES, 20 h 30 : voir
le 10.

DIMANCHE 14 FÉVRIER

ECCLÉSIA SAINT-MERCI, 19 h : Quin-
tette pour trois flûtes, clarinette et
violoncelle (Scriabin, Rameau,
Puccini).

CONCOURS-GRAND, 17 h 30 : B. Viole
(Bach).

ECCLÉSIA SAINT-THOMAS-D'AQUIN,
17 h 45 : F. Oestre (Machand,
Bartok, Debussy).

ECCLÉSIA NOTRE-DAME, 17 h 45 :
A.-C. Frenet (Boullé, Liszt).

THÉÂTRE DU SUD-POISSY, 11 h :
J. Kalichstein, J. Laredo, S. Ro-
binson (Beethoven, Mendelssohn).

ECCLÉSIA SAINT-JEAN DE GRENNELLE,
19 h 30 : Quatuor Amadeus
(Beethoven).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
20 h 30 : Quatuor Amadeus
(Beethoven).

LUNDI 15 FÉVRIER

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium,
20 h 30 : Quatuor Orlande (Haydn,
Bach, Beethoven).

LUCERNAIRE, 21 h : N. Flomont,
J.-M. et D. Rio (musique baroque
du dix-septième siècle).

ATHÈNES, 21 h : H. Frey, L. Ho-
kanson (Schubert).

SALLE COCHET, 20 h 30 : Ensem-
ble instrumental du N. O. Philhar-
monique (Mozart, Beethoven, Liszt).

THÉÂTRE DE LA PLATINE, 20 h 30 :
Ensemble G. Janquin (chansons
polyphoniques de la Renaissance).

MARDI 16 FÉVRIER

CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS,
21 h : J.-E. Baroulet, B. Kauter-
ner, G. Delvalle, E. Milot (Ga-
briel, Ravel).

SALLE GAVEAU, 21 h : A. Baris
(Schubert, Bach, Beethoven).

LUCERNAIRE, 21 h : voir le 15.

RADIO-FRANCE, Auditorium 106,
20 h 30 : Ensemble 5222 (Rus-
sell).

Grand Auditorium,
20 h 30 : Martin Saint-Pierre
(Carissimi).

SALLE FLEURY, 20 h : Orchestre
national de France, dir. : Janowski,
Chœurs de Radio-France (Strauss).

SALLE ROSSINI, 21 h : E. Donald-
son, P. Doreau (Schumann, Schu-
bert, Brahms, Rongier).

PORTES DE LA SUISSE, 20 h 30 :
R. Vassina.

C.C. SUÉDOIS, 20 h 30 : U. Blom,
P. Schilling (Brahms, Haydn,
Nyström, Purcell, Bachmann).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS DOUCES (87-34-01), 19 h 10,
20 h 30 : M. Martin, R. Job-
son ; 19 h 15 : 20 h 30 : D. Colman ;
19 h 15 : 20 h 30 : T. Ward et ex-
p.

BIBLIOTHÈQUE FAIDHERBE (371-
71-10), 19 h 15 : 20 h 30 : M. Wootton.

BIBLIOTHÈQUE LANCEY (302-
35-05), 19 h 15 : 20 h 30 : M. Ni-
chols, E. Maffett, M. Lobbo.

BOULEVARD (72-87-83), 22 h : les
12, 13 : J. Goudy.

CAVEAU DE LA RUE (33-44-44), 19 h 10,
20 h 30 : B. Wootton et G. Col-
liers (Mozart, Rameau, Debussy).

CHAPELLE DES LOMBARDS (337-
44-55) (D. L.), 22 h : les 12, 13,
14 : G. Colliers, M. Lobbo, A.
Holt.

CIRQUE D'HIVER (33-47-59), 21 h :
Jacques Eglin (dernière le 13).

CLOUTIER DES LOMBARDS (332-
44-00), 22 h 30 : les 10, 11 : S.
Lévis ; les 12, 13, 14 : M. Thang ;
le 16 : L. Country Blues.

DEPOZ-VENTE (33-47-57), 22 h :
le 12 : Jessebel ; le 13 : R. Four-
rière.

DREHES (223-44-44), 19 h 10,
22 h 30 : Whooley the next ; les
11, 12, 13, 14 : 20 h 30 : J. L. L. ;
22 h 30 : B. Lubat ; les 15, 16,
17 : 20 h 30 : Faton Cahan Unit.

DUNOIS (334-72-80), 20 h 30 : les
11, 12 : Maffett, M. Lobbo, M.
Lobbo ; les 13, 14 : Texture ; le
14 : Bekunmeru.

L'ÉTOILE (42-71-16), 22 h : les
10, 12 : M. Gouland, C. Lafabvre ;
les 11, 13 : N. L. L. ; les 14, 15 :
F. L. L. ; les 16, 17 : (M. L.).

22 h 30 : Quartet E. Raux.

GIBUS (709-78-30), 22 h : les 11 :
Stéphane ; les 12, 13 : J. H. L. ;
les 14, 15 : Dynam.

JAZZ UNITÉ (778-44-58), 21 h 30,
20 h 11 : Sam Rivers ; les 12,
13 : B. Wilson ; les 14, 15 : E.
Nordin, T. Ramon.

LUCERNAIRE (514-47-34) (D.),
22 h 30 : M. Lobbo.

NEW MORNING (332-41-11), 21 h,
les 10, 11 : Roddy ; les 12, 13 :
Jump up ; les 15, 16 : Louisiana
Red.

PALAIS DES GLACES (307-48-21),
le 16, à 20 h 30 : U. U. U. ; le
16, à 20 h 45 : J. Barre-Dia.

PARC DES EXPOSITIONS (330-
22-00), 21 h, le 16 : B. B. B. ;
le 16, à 18 h : M. M. M.

PETIT-JOURNAL (332-35-30) 21 h 30
M. L. ; les 12, 13 : M. L. ; les 14, 15 :
J. L. ; les 16, 17 : M. L. ; les 18, 19 :
M. L. ; les 20, 21 : M. L. ; les 22, 23 :
M. L. ; les 24, 25 : M. L. ; les 26, 27 :
M. L. ; les 28, 29 : M. L. ; les 30, 31 :
M. L. ; les 32, 33 : M. L. ; les 34, 35 :
M. L. ; les 36, 37 : M. L. ; les 38, 39 :
M. L. ; les 40, 41 : M. L. ; les 42, 43 :
M. L. ; les 44, 45 : M. L. ; les 46, 47 :
M. L. ; les 48, 49 : M. L. ; les 50, 51 :
M. L. ; les 52, 53 : M. L. ; les 54, 55 :
M. L. ; les 56, 57 : M. L. ; les 58, 59 :
M. L. ; les 60, 61 : M. L. ; les 62, 63 :
M. L. ; les 64, 65 : M. L. ; les 66, 67 :
M. L. ; les 68, 69 : M. L. ; les 70, 71 :
M. L. ; les 72, 73 : M. L. ; les 74, 75 :
M. L. ; les 76, 77 : M. L. ; les 78, 79 :
M. L. ; les 80, 81 : M. L. ; les 82, 83 :
M. L. ; les 84, 85 : M. L. ; les 86, 87 :
M. L. ; les 88, 89 : M. L. ; les 90, 91 :
M. L. ; les 92, 93 : M. L. ; les 94, 95 :
M. L. ; les 96, 97 : M. L. ; les 98, 99 :
M. L. ; les 100, 101 : M. L. ; les 102, 103 :
M. L. ; les 104, 105 : M. L. ; les 106, 107 :
M. L. ; les 108, 109 : M. L. ; les 110, 111 :
M. L. ; les 112, 113 : M. L. ; les 114, 115 :
M. L. ; les 116, 117 : M. L. ; les 118, 119 :
M. L. ; les 120, 121 : M. L. ; les 122, 123 :
M. L. ; les 124, 125 : M. L. ; les 126, 127 :
M. L. ; les 128, 129 : M. L. ; les 130, 131 :
M. L. ; les 132, 133 : M. L. ; les 134, 135 :
M. L. ; les 136, 137 : M. L. ; les 138, 139 :
M. L. ; les 140, 141 : M. L. ; les 142, 143 :
M. L. ; les 144, 145 : M. L. ; les 146, 147 :
M. L. ; les 148, 149 : M. L. ; les 150, 151 :
M. L. ; les 152, 153 : M. L. ; les 154, 155 :
M. L. ; les 156, 157 : M. L. ; les 158, 159 :
M. L. ; les 160, 161 : M. L. ; les 162, 163 :
M. L. ; les 164, 165 : M. L. ; les 166, 167 :
M. L. ; les 168, 169 : M. L. ; les 170, 171 :
M. L. ; les 172, 173 : M. L. ; les 174, 175 :
M. L. ; les 176, 177 : M. L. ; les 178, 179 :
M. L. ; les 180, 181 : M. L. ; les 182, 183 :
M. L. ; les 184, 185 : M. L. ; les 186, 187 :
M. L. ; les 188, 189 : M. L. ; les 190, 191 :
M. L. ; les 192, 193 : M. L. ; les 194, 195 :
M. L. ; les 196, 197 : M. L. ; les 198, 199 :
M. L. ; les 200, 201 : M. L. ; les 202, 203 :
M. L. ; les 204, 205 : M. L. ; les 206, 207 :
M. L. ; les 208, 209 : M. L. ; les 210, 211 :
M. L. ; les 212, 213 : M. L. ; les 214, 215 :
M. L. ; les 216, 217 : M. L. ; les 218, 219 :
M. L. ; les 220, 221 : M. L. ; les 222, 223 :
M. L. ; les 224, 225 : M. L. ; les 226, 227 :
M. L. ; les 228, 229 : M. L. ; les 230, 231 :
M. L. ; les 232, 233 : M. L. ; les 234, 235 :
M. L. ; les 236, 237 : M. L. ; les 238, 239 :
M. L. ; les 240, 241 : M. L. ; les 242, 243 :
M. L. ; les 244, 245 : M. L. ; les 246, 247 :
M. L. ; les 248, 249 : M. L. ; les 250, 251 :
M. L. ; les 252, 253 : M. L. ; les 254, 255 :
M. L. ; les 256, 257 : M. L. ; les 258, 259 :
M. L. ; les 260, 261 : M. L. ; les 262, 263 :
M. L. ; les 264, 265 : M. L. ; les 266, 267 :
M. L. ; les 268, 269 : M. L. ; les 270, 271 :
M. L. ; les 272, 273 : M. L. ; les 274, 275 :
M. L. ; les 276, 277 : M. L. ; les 278, 279 :
M. L. ; les 280, 281 : M. L. ; les 282, 283 :
M. L. ; les 284, 285 : M. L. ; les 286, 287 :
M. L. ; les 288, 289 : M. L. ; les 290, 291 :
M. L. ; les 292, 293 : M. L. ; les 294, 295 :
M. L. ; les 296, 297 : M. L. ; les 298, 299 :
M. L. ; les 300, 301 : M. L. ; les 302, 303 :
M. L. ; les 304, 305 : M. L. ; les 306, 307 :
M. L. ; les 308, 309 : M. L. ; les 310, 311 :
M. L. ; les 312, 313 : M. L. ; les 314, 315 :
M. L. ; les 316, 317 : M. L. ; les 318, 319 :
M. L. ; les 320, 321 : M. L. ; les 322, 323 :
M. L. ; les 324, 325 : M. L. ; les 326, 327 :
M. L. ; les 328, 329 : M. L. ; les 330, 331 :
M. L. ; les 332, 333 : M. L. ; les 334, 335 :
M. L. ; les 336, 337 : M. L. ; les 338, 339 :
M. L. ; les 340, 341 : M. L. ; les 342, 343 :
M. L. ; les 344, 345 : M. L. ; les 346, 347 :
M. L. ; les 348, 349 : M. L. ; les 350, 351 :
M. L. ; les 352, 353 : M. L. ; les 354, 355 :
M. L. ; les 356, 357 : M. L. ; les 358, 359 :
M. L. ; les 360, 361 : M. L. ; les 362, 363 :
M. L. ; les 364, 365 : M. L. ; les 366, 367 :
M. L. ; les 368, 369 : M. L. ; les 370, 371 :
M. L. ; les 372, 373 : M. L. ; les 374, 375 :
M. L. ; les 376, 377 : M. L. ; les 378, 379 :
M. L. ; les 380, 381 : M. L. ; les 382, 383 :
M. L. ; les 384, 385 : M. L. ; les 386, 387 :
M. L. ; les 388, 389 : M. L. ; les 390, 391 :
M. L. ; les 392, 393 : M. L. ; les 394, 395 :
M. L. ; les 396, 397 : M. L. ; les 398, 399 :
M. L. ; les 400, 401 : M. L. ; les 402, 403 :
M. L. ; les 404, 405 : M. L. ; les 406, 407 :
M. L. ; les 408, 409 : M. L. ; les 410, 411 :
M. L. ; les 412, 413 : M. L. ; les 414, 415 :
M. L. ; les 416, 417 : M. L. ; les 418, 419 :
M. L. ; les 420, 421 : M. L. ; les 422, 423 :
M. L. ; les 424, 425 : M. L. ; les 426, 427 :
M. L. ; les 428, 429 : M. L. ; les 430, 431 :
M. L. ; les 432, 433 : M. L. ; les 434, 435 :
M. L. ; les 436, 437 : M. L. ; les 438, 439 :
M. L. ; les 440, 441 : M. L. ; les 442, 443 :
M. L. ; les 444, 445 : M. L. ; les 446, 447 :
M. L. ; les 448, 449 : M. L. ; les 450, 451 :
M. L. ; les 452, 453 : M. L. ; les 454, 455 :
M. L. ; les 456, 457 : M. L. ; les 458, 459 :
M. L. ; les 460, 461 : M. L. ; les 462, 463 :
M. L. ; les 464, 465 : M. L. ; les 466, 467 :
M. L. ; les 468, 469 : M. L. ; les 470, 471 :
M. L. ; les 472, 473 : M. L. ; les 474, 475 :
M. L. ; les 476, 477 : M. L. ; les 478, 479 :
M. L. ; les 480, 481 : M. L. ; les 482, 483 :
M. L. ; les 484, 485 : M. L. ; les 486, 487 :
M. L. ; les 488, 489 : M. L. ; les 490, 491 :
M. L. ; les 492, 493 : M. L. ; les 494, 495 :
M. L. ; les 496, 497 : M. L. ; les 498, 499 :
M. L. ; les 500, 501 : M. L. ; les 502, 503 :
M. L. ; les 504, 505 : M. L. ; les 506, 507 :
M. L. ; les 508, 509 : M. L. ; les 510, 511 :
M. L. ; les 512, 513 : M. L. ; les 514, 515 :
M. L. ; les 516, 517 : M. L. ; les 518, 519 :
M. L. ; les 520, 521 : M. L. ; les 522, 523 :
M. L. ; les 524, 525 : M. L. ; les 526, 527 :
M. L. ; les 528, 529 : M. L. ; les 530, 531 :
M. L. ; les 532, 533 : M. L. ; les 534, 535 :
M. L. ; les 536, 537 : M. L. ; les 538, 539 :
M. L. ; les 540, 541 : M. L. ; les 542, 543 :
M. L. ; les 544, 545 : M. L. ; les 546, 547 :
M. L. ; les 548, 549 : M. L. ; les 550, 551 :
M. L. ; les 552, 553 : M. L. ; les 554, 555 :
M. L. ; les 556, 557 : M. L. ; les 558, 559 :
M. L. ; les 560, 561 : M. L. ; les 562, 563 :
M. L. ; les 564, 565 : M. L. ; les 566, 567 :
M. L. ; les 568, 569 : M. L. ; les 570, 571 :
M. L. ; les 572, 573 : M. L. ; les 574, 575 :
M. L. ; les 576, 577 : M. L. ; les 578, 579 :
M. L. ; les 580, 581 : M. L. ; les 582, 583 :
M. L. ; les 584, 585 : M. L. ; les 586, 587 :
M. L. ; les 588, 589 : M. L. ; les 590, 591 :
M. L. ; les 592, 593 : M. L. ; les 594, 595 :
M. L. ; les 596, 597 : M. L. ; les 598, 599 :
M. L. ; les 600, 601 : M. L. ; les 602, 603 :
M. L. ; les 604, 605 : M. L. ; les 606, 607 :
M. L. ; les 608, 609 : M. L. ; les 610, 611 :
M. L. ; les 612, 613 : M. L. ; les 614, 615 :
M. L. ; les 616, 617 : M. L. ; les 618, 619 :
M. L. ; les 620, 621 : M. L. ; les 622, 623 :
M. L. ; les 624, 625 : M. L. ; les 626, 627 :
M. L. ; les 628, 629 : M. L. ; les 630, 631 :
M. L. ; les 632, 633 : M. L. ; les 634, 635 :
M. L. ; les 636, 637 : M. L. ; les 638, 639 :
M. L. ; les 640, 641 : M. L. ; les 642, 643 :
M. L. ; les 644, 645 : M. L. ; les 646, 647 :
M. L. ; les 648, 649 : M. L. ; les 650, 651 :
M. L. ; les 652, 653 : M. L. ; les 654, 655 :
M. L. ; les 656, 657 : M. L. ; les 658, 659 :
M. L. ; les 660, 661 : M. L. ; les 662, 663 :
M. L. ; les 664, 665 : M. L. ; les 666, 667 :
M. L. ; les 668, 669 : M. L. ; les 670, 671 :
M. L. ; les 672, 673 : M. L. ; les 674, 675 :
M. L. ; les 676, 677 : M. L. ; les 678, 679 :
M. L. ; les 680, 681 : M. L. ; les 682, 683 :
M. L. ; les 684, 685 : M. L. ; les 686, 687 :
M. L. ; les 688, 689 : M. L. ; les 690, 691 :
M. L. ; les 692, 693 : M. L. ; les 694, 695 :
M. L. ; les 696, 697 : M. L. ; les 698, 699 :
M. L. ; les 700, 701 : M. L. ; les 702, 703 :
M. L. ; les 704, 705 : M. L. ; les 706, 707 :
M. L. ; les 708, 709 : M. L. ; les 710, 711 :<

survécu subitement dans sa soixante-quatrième année, le 7 février 1884.

De la part de :

M. Jean Taquetant,
son mari.

De Monsieur Alain Gendil et Mme.
De M. et Mme Jean Trigary,
ses enfants.

Monsieur Guillen et Grigore Gendil,
ses petits-enfants.

De M. et Mme Achille Gendil et
ses enfants.

Ses beaux-frères, belle-sœur et neveux.

Les personnes religieuses, sœurs de
l'Education, arrivées Hier dans la
plus saine attitude à Sébastien-
Opérid (80).

Ces vifs Héros Hier de faire-part.

3 rue Guichard,
75012 Paris

Remerciements

Et Chantal Goubert,
remerciant sincèrement tous ceux
qui ont été à leur peine à l'oc-
casion du **HEMI GOURBET**.

1.-Dans l'impossibilité de répondre
personnellement aux nombreux
signifiants d'admiration et de sympathie
qui leur sont parvenus à l'occasion
du décès de
Jean LEBLOND,
les familles Leblond, Viala,
Blanchard et Volard prient toutes
les personnes qui se sont associées
à leur chagrin de trouver ici
l'expression de leurs sincères re-
mercements.

— Les familles Vernier, Michel,
Et les proches de
Jean-Pierre VERNIER,
décédé le 26 janvier 1968,
remerciant très sincèrement ceux
qui, par leurs visites, leur présence
et leurs lettres, leurs envois de fleurs
et messages, ont contribué à leur
peine à les prêter de bien vouloir
recevoir ici l'expression de leur
gratitude.

Annuaire

— Sur EMIS: de
E. BEAU de LOMENIE,
une prière est demandée pour le
huitième anniversaire de sa mort.

COMPOSITION DE L'EQUIPE DE FRANCE-POUR SA RENCONTRE AVEC L'ANGLETERRE.

L'équipe de France du rugby, appelée à rencontrer son homologue anglais le 20 février prochain au Parc des Princes, à Paris sous la composition suivante :

Marx Sallabangue (Dax) ; Sergio Biscacé (Biarritz), Christian Perrier (Bayonne), Patrick Baudouin (Bayonne), Laurent Paréo (Bayonne) ; Jean-Patrick Lescazone (Dax), Gérard Maréchal (Toulousa) ; Eric Buechet (Nice), Jean-Luc Jolani (Grive), Jean-Pierre Rives (Toulousa) ; Manuel Carpentier (Lourdes), Laurent Rodrigues (Mont-de-Marsan), Daniel Dubroca (Agen), Philippe Diarrea (Tarbes), Jean-François Wolff (Béziers).

Remplaçants : Bernard Herrero (Nice), Robert Paparazzo (Grive), Michel Bevaillier (Graulhet), Pierre Berthier (Lourdes), Patrick Mesny (Grenoble), Serge Gabernet (Toulousa).

carabins dont la première journée s'est déroulée le 9 février. Les épreuves ont eu lieu à l'Altiport (Bielorusie). Avec une minute de pénalisation à la terminée-so 52 min. 35 sec. 50 de la part de l'Américain de l'Est Ralph Gattiel (52 min. 05 sec. 50 avec 2 min. de pénalité) et le Soviétique Sergueï Boulguine (53 min. 05 sec. 35 avec 3 minutes de pénalité).

Né en 1982, outre ceux du Grand Chelem, le championnat suédois sera le 1^{er} avril à Monte-Carlo, le 19 à Las Vegas, le 30 mai à Hambourg, le 6 août à Toronto, le 18 à Cincinnati, le 25 octobre à Tokyo et le 8 novembre à Londres. Aux termes des nouveaux règlements de la Fédération internationale, il devra disputer les qualifications.

STYLISTES

Copies couleurs

Qualité photographique professionnelle.

FORMAT 21 x 29,7 ou 29,7 x 42
DÉLAI 24 H - URGENCES: 6 MINUTES

PARIS-12° 347.21.32

LES DIFFICULTÉS D'UNE FAMILLE TUNISIENNE A LYON

Dix-huit mois dans un grenier

De notre correspondant régional

LYON. — Dix-huit mois dans un grenier de 30 mètres carrés. C'est le temps pendant lequel une famille tunisienne de huit personnes a vécu dans le quartier de la Croix-Rousse, à Lyon. Pour forcer le cours des choses, un comité de soutien (associations, syndicats et partis politiques de gauche) a procédé, il y a quelques jours, à son installation légale dans un appartement vide géré par l'office H.L.M. de la communauté urbaine de Lyon. « La famille sera logée », assure-t-on aujourd'hui à la mairie. Mais cet exemple traduit la bataille qui s'annonce sur le logement des étrangers. La régularisation de leur situation administrative ne fait pas disparaître la ségrégation sociale.

« C'est plus facile de faire des collectes pour le tiers-monde que de faire quelques choses pour des voisins. En termes simples, une femme du comité de soutien à la famille T., résume la difficile solidarité des habitants d'un quartier populaire peu favorable à l'installation d'étrangers, et particulièrement de Maghrébins. A l'abri d'une réglementation stricte et précise, les responsables du logement se renvoient la balle : mairie, préfecture, Office d'H.L.M. Bref, sans une intervention extérieure, la famille T. serait encore dans un grenier de 30 mètres carrés à peine pour huit personnes (bien sûr, un enfant est attendu à la fin du mois).

Deux pièces minuscules en surpeuplé, une seule table, des

lits trop étroits et où le père dort avec le plus petit, la mère avec la plus petite. Le « cuisinier » est un réduit ouvert à tous les vents et fréquenté assidûment par des rats. Le père, quarante ans, invalide, il est cardiaque, ne travaille plus. Les ressources de la famille : 1 000 F mensuels de pension et 3 900 F d'allocations familiales. « J'ai travaillé trois ans en France. J'ai fait mon service militaire dans la marine nationale. Je me sens Français », explique-t-il pour demander un logement décent. Il avait déjà eu des problèmes à l'occasion d'un retour dans son pays d'origine. Avec les 10 000 F de la défunte « aide au retour », il avait rapatrié son petit monde en Tunisie. Pour s'apercevoir qu'il ne bénéficiait plus, là-bas, d'aucune couverture sociale. A son retour en France, des associations — dont le Secours catholique — ont fait des collectes pour rembourser ce fameux « million » de centimes. Changement total de décor avec le logement « squatterisé ». Il fait partie de la génération des H.L.M. (habitations bon marché) reprises par l'Office d'H.L.M. local. Le soleil y entre à flots. Depuis deux ans il était inoccupé mais, dit-on à l'Office, « il y a une locataire qui paie ». La solution adoptée de toute urgence, ce sera la proposition d'un logement géré par la SREI (société d'équipement de la région lyonnaise), qui existe un de ces appartements tampons « rendus libres le temps d'une opération de rénovation. Du provisoire, donc.

On tourne en rond

A l'Office d'H.L.M. on semble dépasser : « Il leur faudrait un appartement de six pièces. Nous n'en avons pas de disponible. De toute façon, nous ne pourrions pas cette famille », affirme M. Nouar, directeur adjoint. Une affirmation contestée par M. T., qui présente la liste impressionnante de ses démarches. Dans le privé ? « Ce qui est libre pour des Français ne l'est plus pour nous », constate Mme T. Dans le public ? « Nous avons un appartement libre en H.L.M. Aux Minimes, à Venissieux. » Le maire de cette ville considère que sa commune a déjà beaucoup d'immigrés, « tandis que Lyon ne respecte pas les quotas ». A Lyon, on se défend : « 15 % d'immigrés dans les nouvelles opérations H.L.M. Pour les plus anciennes, on ne peut pas même pas mettre les gens dehors. » Retour au privé, à la case départ : « On tourne en rond. » Il y a encore de beaux jours pour les marchands de sommeil. Les arguments techniques, les réticences des voisins, souvent grognés pour les besoins d'une municipalité, ont fait que, dans les précédentes tentatives, ils n'assumaient que l'organisation de l'emploi des crédits ouverts par le gouvernement.

DÉFENSE

UN DÉCRET RENFORCE LES ATTRIBUTIONS DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES

Un décret, paru au Journal officiel du mardi 9 février, renforce les attributions du chef d'état-major des armées dans les domaines de la planification, de la programmation et de la conduite des opérations militaires en faisant de cet officier général le conseiller militaire du gouvernement « consulté sur les orientations stratégiques résultant de la politique de défense du gouvernement ». A cet effet, ce texte, dans son ensemble, assorti d'avantages que par le passé l'autorité du chef d'état-major des armées sur les chefs d'état-major régionaux et ceux des armées (terre, air et mer), en temps de paix comme en période de menace internationale et de guerre. Par rapport aux textes précédents, le nouveau décret rationalise et définit plus clairement son rôle de commandant des forces armées et de coordinateur de la politique de défense vis-à-vis des autres chefs militaires et, même, du délégué général pour l'armement. C'est ainsi, par exemple, que le chef d'état-major des armées peut de lui-même réunir le comité des chefs d'état-major, un organisme consultatif placé auprès du ministre de la Défense, pour tout ce qui relève de l'emploi des forces et de l'organisation générale de la défense. D'autre part, le chef d'état-major des armées et les chefs d'état-major de chacune des trois armées sont tenus responsables de l'emploi des crédits correspondant à leurs missions, alors que, dans les précédents textes, ils n'assumaient que l'organisation de l'emploi des crédits ouverts par le gouvernement.

JUSTICE

Un ancien danseur poursuivi pour proxénétisme

Ballets thaïs

SI l'y a méprise caroline, et des danseuses thaïlandaises ont pu être confondues avec des masseuses de même origine, c'est sans doute que le monde des artistes de cabaret est décidément mal connu. Mal connu des juges, s'entend. Dans le cas contraire, M. Wladimir Tchermessinoff, âgé de cinquante-six ans, animateur des ballets Arapoff, ancien premier danseur du marquis de Caen, n'aurait pas eu à répondre, lundi 8 février, de « proxénétisme aggravé », devant la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Au président Garrigue, qui reconnaissait ne pas fréquenter les bars à spectacle, l'ancien maître de ballet du Casino de Paris s'est évertué à expliquer que tout le problème était là, dans cette ignorance même, dans des nuances subtiles, sensuelles aux yeux familiers. Les jeunes filles qu'il avait lui-même engagées à Bangkok en 1977 à 1980 — toutes, bien sûr, étrangères d'expérience comme danseuses. Mais ce serait omettre de s'imaginer ainsi la mise sur pied d'un réseau de prostitution. Tous les enfants nés sous le ciel du Siam ont, c'est évident, le rythme Thai dans le sang. Ce serait, ensuite, faire insulte à Arapoff que de juger ses qualités professionnelles insuffisantes pour former, en huit jours, des ballerines. Cet homme a le don : « Avec des jeunes filles charmantes, a-t-il expliqué, au corps souple, aux mouvements gracieux, il était facile de monter un joli spectacle. »

Il est vrai que les ballets en question, réglés à chaque fois pour six exécutantes, dépassaient rarement les vingt minutes, que les spectateurs manifestaient plus d'intérêt pour les nudités presque intégrales des danseuses que pour leur art, et que, par contrat avec les établissements en Espagne, au Liban, surtout en Suisse et en Allemagne, ces dernières étaient tenues de « faire le sale ». C'est-à-dire de pousser la clientèle à forcer sur le champagne.

Mais ce n'est pas de sa faute à lui, Wladimir Tchermessinoff, si les spectateurs munichoïses ou genevois ont un certain goût pour les Thaïlandaises déshabillées, si, par l'importance de ses propres fonds de chèque et d'investissement, il ne pouvait assurer à chacune de ses protégées qu'un salaire de 30 F suisses par jour. Faut-il s'étonner alors que les danseuses thaïs aient pris l'habitude d'accepter des petits cadeaux, puis que l'une ou l'autre de ces jeunes filles ait eu l'idée de trahir ses gentillesse ? « C'est humain », dit Arapoff, qui connaît la danse. Dans le monde artistique, ce sont des choses qui se font. Or, gîte les jeunes femmes. « Devant le Casino de Paris, à l'en croire, des voitures de luxe attendent, chaque soir, les « girls » ou les « boys », aux fins de mois difficiles.

Un proxénète, lui ? Allons donc ! Il était tout le contraire, un mentor très autoritaire sur le chapitre de la discipline. Si l'une de ses « capitaines » — ses chefs de groupes — signalait, de Beyrouth ou de Madrid, le moindre manque de tenue, « c'était le renvoi immédiat ou une forte amende ». Pas question non plus pour ces danseuses étrangères, toujours un peu désemparées, de rompre leur contrat. Arapoff, privoyant, ne rendait un passeport qu'en échange de 2 000 dollars. Aussi le moment est-il venu de dissiper ce regrettable malentendu. M^{re} Pierre Jacquet, le défenseur de

l'ancien maître de ballet, qui sait, comme son client, combien sont peu nombreux les hommes achetés à faire vivre encore l'art de la danse en Europe, a plaidé la relaxe. Hélas ! Il reste des inévitables, des rétrogrades qui « liquent » encore à l'évocation des charmes de la Thaïlande. Le représentant du ministère public s'est montré particulièrement sceptique, puisqu'il a recueilli une peine de dix-huit mois d'emprisonnement assortie, pour partie, d'un sursis et d'une amende de 200 000 F. Et l'Association des équipes d'action contre le trafic des femmes et des enfants, partie civile, a demandé 150 000 F de dommages et intérêts. Le jugement sera rendu le 5 mars. PHILIPPE BOGGIO.

AU CONSEIL D'ÉTAT

L'État est responsable des dommages causés par des détenus en permission

L'État est responsable des dommages causés aux tiers par les détenus qui bénéficient de permissions de sortir. C'est ce que vient de juger le Conseil d'État.

M. Noël Theys avait été victime, en décembre 1978, d'une agression commise par un détenu, bénéficiaire d'une permission de sortir, qui, à l'issue de celle-ci, n'avait pas réintégré l'établissement pénitentiaire où il purgeait sa peine. M. Theys demanda réparation du préjudice subi devant le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, qui lui donna satisfaction et condamna l'État.

Saisi par le garde des sceaux d'un appel dirigé contre ce jugement, le Conseil d'État, par une décision du 2 décembre 1981 rendue sur le rapport de M. Pouillet, après observations de M. Michel Pénard, vient de confirmer le jugement du tribunal administratif. En instituant le régime des per-

missions de sortir, le législateur a entendu mettre en œuvre des méthodes nouvelles dans l'exécution des peines privatives de liberté, notamment en vue de favoriser le maintien des liens familiaux ou la préparation à la réinsertion sociale. Mais ces méthodes créent, lorsqu'elles sont utilisées, un risque spécial pour les tiers qui ne bénéficient plus des garanties qui résultaient, pour eux, de l'application plus rigoureuse des peines privatives de liberté. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'État a jugé que la responsabilité de l'État était, même en l'absence de faute commise par l'administration pénitentiaire, engagée en cas de dommages causés aux tiers par des détenus bénéficiaires de permissions de sortir.

Cette décision ne remet pas en cause le régime des permissions de sortir. Elle en précise simplement, lorsqu'il y a eu des conséquences fâcheuses pour les tiers.

FAITS ET JUGEMENTS

Les cadres des douanes réaffirment leur soutien à M. Saint-Jean.

L'Amicale des cadres supérieurs des douanes, lors de son assemblée générale du 29 janvier, a réaffirmé à l'unanimité son soutien à M. Roger Saint-Jean, directeur adjoint de la direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.). Inculpé le 2 décembre 1981 de complicité de fraude et d'intérêt à la fraude par M. Germain Sengelin, juge d'instruction à Mulhouse (le Monde des 5 et 12 décembre 1981).

L'Amicale, qui s'élève de la « justice » et des « insuffisances d'une instruction entamée il y a plus de quatre ans », entend notamment l'administration de rechercher les moyens de mettre fin à cette situation.

L'affaire du policier de l'Office des stupéfiants. — L'information ouverte, le lundi 8 février, par M. Yves Comblou, juge d'instruction à Paris, après la mise en cause de policiers de l'Office de répression du trafic des stupéfiants (le Monde des 8 et 10 février), a été interrompue le 9 février, le parquet ayant saisi la chambre criminelle de la Cour de cassation d'une demande de désignation de juge.

En effet, l'article 687 du code de procédure pénale dispose que « lorsque l'officier de police judiciaire est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit qui aurait été commis dans la circonscription où il est territorialement compétent », il appartient à cette instance de désigner une juridiction autre que celle qui correspond, territorialement, à celle du fonctionnaire soupçonné.

Un car de police a été saisi mardi matin 9 février devant le commissariat d'Aubenas (Ardèche), sans faire de victime, après un peu de sursis policier. Selon les policiers, une charge de plastique aurait été placée sous le véhicule.

Condamnation pour fraude par ordinateur.

Les escroqueries réalisées grâce à l'informatique se sont multipliées depuis quelques années (le Monde Dimanche du 7 janvier 1980). Grâce à un terminal d'ordinateur des Assedic, M. Antoine Olivier, tremblé et un an, employé à l'Agence Pigeon (19), a fait attribuer des allocations d'un montant total de 1 600 000 F environ à partir d'avril 1980, sur son nom et celui de ses proches.

Pour escroquerie, la troisième chambre correctionnelle de Paris l'a condamné mardi 9 février à 36 mois d'emprisonnement dont 18 avec sursis et 5 ans de mise à l'écart.

Les Assedic obtiennent le remboursement des sommes détournées et 40 000 francs à titre de dommages-intérêts.

Le comité de prévention de la violence va disparaître.

Le comité de prévention de la violence est en sursis. Le conseil des ministres du 3 février a décidé la création d'un organisme interministériel de prévention de la délinquance qui se substituera bientôt à lui. Créé en 1978, en application d'une des propositions du comité d'études sur la violence, dont la présidence avait été confiée par M. Giscard d'Estaing à M. Alain Peyrefitte, avant que ce dernier ne devienne ministre de la justice, le comité de prévention est, en sommeil depuis la victoire de la gauche. La philosophie pénale changée et M. Badinter remet sur le métier ce que M. Peyrefitte a fait.

Cependant, le nouveau garde des sceaux estime nécessaire de conserver l'essentiel des structures existantes en matière de prévention. Comme sous le sep-

BOURREAUX D'ENFANTS

Grenoble. — Réjane et Salvatore Riefolo, âgés respectivement de vingt-trois et vingt-huit ans, qui avaient gravement blessé leur enfant à la suite d'une terrible correction — celle-ci avait entraîné le mort de l'enfant, âgé de neuf ans, quelques jours plus tard, — ont été condamnés, mardi 9 février, la première à quinze ans de réclusion, le second, beau-père de l'enfant, à treize ans. L'avocat général de la cour d'assises de l'Isère, M. Claude Berger, avait réclamé quinze ans de réclusion pour les deux époux : « Chaque fois que l'un frappait, l'autre était présent. Jean-François avait très bien pu ne pas trouver refuge auprès de l'autre. »

L'enfant qui avait été ballotté entre des pouponnières, des foyers de l'enfance, confié à des familles, avait ensuite été rendu à sa mère. Mais il fut, notamment en raison de son caractère difficile, le « souffre-douleur » du couple qui élevait quatre autres garçons et filles d'une façon maladroite. L'audience a révélé que les parents tortionnaires ont profité du silence complice des voisins qui n'ont jamais prévenu les gendarmes, malgré les coups répétés portés à l'enfant. — (Corresp.)

(Publicité)



Le respect d'une entreprise. Dès 1928, Antoine Desarbre, a voulu que chaque modèle Desarbre soit une histoire d'amour. Formule galvaudée mais qui, aujourd'hui encore, conserve tout son sens. L'amour de toute une équipe pour le travail bien fait. C'est ainsi que, depuis, se fabrique à Roanne l'un des plus beaux jersey du monde.

Avec les stylistes et le respect de leurs idées, les couturiers et le respect de leur métier, les détaillants et le respect de leur rôle, avec les femmes enfin et le respect de leur choix, parce que c'est à elles que la fin de l'histoire appartient. Un jersey qui reste, encore de nos jours, pratiquement inégalé.

C'est cette entreprise, qu'aujourd'hui, en 1982, Jean Desarbre dirige, en la respectant comme on doit respecter une passion qui fait partie de soi-même.

Desarbre

هكذا من الأصل

Seize-ving chercheurs lancent un appel pour le blocage des hauts salaires

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI		Le m/m		Le m/m	
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50	40,00	42,04	
IMMOBILIER	21,00	24,70	12,00	14,10	
AUTOMOBILES	48,00	56,45	31,00	36,45	
AGENDA	48,00	56,45	31,00	36,45	
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84			

ANNONCES ENCADRÉES		Le m/m		Le m/m	
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	42,04	12,00	14,10	
IMMOBILIER	21,00	24,70	31,00	36,45	
AUTOMOBILES	48,00	56,45	31,00	36,45	
AGENDA	48,00	56,45	31,00	36,45	

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Au sein d'un ensemble de PME regroupant environ 1000 personnes sur tout le territoire national, vous pouvez prendre des responsabilités administratives importantes.

- Le secteur d'activité : L'ENERGIE.
- Le poste - prise en charge des services administratifs recouvrant toutes les activités suivantes : personnel, trésorerie, facturation, informatique, contrôle budgétaire, services généraux, juridique, pour chacune des filiales. Vous aurez à développer ou à réorganiser certains de ces domaines. Bénéficiant d'un appui de l'administration centrale du Groupe, le titulaire du poste aura une large autonomie dans sa fonction.

Agé de 30 ans minimum et de formation supérieure, ESC ou UNIVERSITAIRE, vous avez acquis quelques années d'expérience à un poste similaire. La justification d'un diplôme de 3ème cycle sera un atout supplémentaire.

Adressez votre candidature, en mentionnant votre salaire actuel, sous référence 186/138 à :



TRANSELEX

128, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Importante Société d'Ingénierie Nucléaire recherche Ingénieurs débutants X, Mines, Centrale... Généralistes ou Génie Chimique

Nous représentons une très importante société d'ingénierie spécialisée dans la conception et la construction d'unités chimiques nucléaires de très grandes dimensions, et leader dans ce domaine.

Nous souhaitons étoffer notre Département Procédés en recrutant 5 jeunes ingénieurs que nous formerons tant à nos techniques qu'à nos méthodes de travail : élaboration des données de base du procédé, analyse des spécifications techniques, participation aux choix technologiques et aux études d'implantations.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique, participer au développement des énergies de pointe, et progresser avec une équipe qui a fait ses preuves, envoyez sans tarder CV + photo et prétentions sous référence G, à :



Direction du Personnel
1 rue des Hérons, Montigny-le Bretonneux
78184 - Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex

Futur directeur achats

UNE FIRME FRANÇAISE réputée - fabrication en grande série (électronique et électronique) - 2.000 personnes, près de 200 millions de F d'achats recherche l'Adjoint de son Directeur des achats.

Appelé à succéder au Directeur actuel, il aura la charge :

- de faire le marketing achats : recherche des fournisseurs, diversification des approvisionnements, adaptation aux développements technologiques (électronique en particulier, 3 000 références environ),
- de gérer un service (une vingtaine de collaborateurs) disposant de moyens informatiques développés.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande École (E-ESA appréciée) ayant une expérience très confirmée des achats et approvisionnements. Pratique de la langue anglaise nécessaire.

Poste à Paris.

Rémunération proposée de l'ordre de 200 000 F, négociable selon expérience.

Écrire sous réf. RG.362 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

SMITHKLINE groupe mondial représenté par les Laboratoires SMITH KLINE & FRENCH et GREMY-LONGUET recrute

jeune financier HF

pour son SERVICE

CONTROLE BUDGETAIRE USINES

Formation universitaire.
Expérience de la comptabilité analytique, élaboration et analyse des prix de revient usine. Connaissances en Anglais et en informatique.

Poste basé à PARIS-LA DEFENSE.

Le développement et les besoins du Groupe peuvent autoriser des perspectives d'évolution à terme.

Écrire avec CV, photo et prétentions à Direction du Personnel, réf. AR/CA 12, Place de La Défense Cedex 26, 92090 Paris-La Défense.

La Ville de MAISONS-LAFFITTE (Yvelines), recrute :

Un agent pour occuper le poste d'ADJOINT TECHNIQUE (S.T.S. ou D.U.T.).

Connaissances en urbanisme demandées.

Salaire de début : 4.250 F.

Candidature avec curriculum vitae et photo à adresser à :

Monsieur le Maire de MAISONS-LAFFITTE (78600).

Cabaret comptable en imprimerie recherche

ou COLLABORATEUR N.4 possibilité association.

710, 5, rue des Ormes 94120 Fontenay-sous-Bois.

ASSOCIATION SECTEUR SOCIAL (154)

recherche pour son service actuel

ADJOINT

ADMINISTRATIF

Bas + 2 années indésirables.

Salaire brut : 5.078 F + prime 7.50 F.

Env. C.V. détaillé, à 2 T.O.A., 28, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- collaborateurs, dévoués des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à No 20969, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Groupe de sociétés, effectif total 900 personnes

Est parisien

recherche pour début avril

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Outre les aspects juridiques de la gestion de ce groupe, le candidat retenu sera également responsable de la

GESTION DU PERSONNEL

IL DEPENDRA DU P.D.G.

Une bonne expérience des conditions de travail et des relations humaines en milieu industriel est demandée au candidat.

Anglais parlé et lu soigneusement.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions sous n° 03577 PA SVZ 37, rue de Général-Foy, 75008 PARIS.



emploi régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE 150 km EST de PARIS leader dans son domaine recherche

JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

Débutant ou ayant quelques années d'expérience possédant bonnes connaissances en métallurgie pour recherche appliquée dans le domaine des produits de soudage.

Envoyer C.V. sous n° 23.697 à CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE RÉGION NORD recherche

UN CADRE CONFIRMÉ

pour son ACTIVITÉ ÉLECTRIQUE.
Facilité de logement.

Adresser réponse et C.V. à n° 23.826

Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING recherche

1) INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPORTATION R&A

pour gestion technique et financière de contrats d'équipements et d'usines « clés en main »

2) INGÉNIEUR TECHNIQUE ET DÉVELOPPEMENT R&D

pour études du domaine chimie, physico-chimie et génie chimique

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES INGÉNIEURS EXIGÉS

Débutant ou expérience 1 à 3 ans.

Lien de travail PARIS.

Déplacements à l'étranger.

Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée en précisant la référence du poste à pourvoir sous n° 7.827 Le Monde Publicité, Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BANQUE-16°

recherche

LE RESPONSABLE DE SON SECTEUR EURO-OBLIGATAIRE

Bonne expérience exigée à un niveau de responsabilité dans le domaine de la gestion et de l'arbitrage.

Env. C.V. photo et prétentions sous n° T 031.661 M à :

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8°

recherche pour son service

- CRÉDITS ET ENGAGEMENTS -

UN CADRE

- 30 ans environ.
- Formation : HEC, ESSEC, Sup. Co. Paris, IEP Paris, DES Sciences Eco.
- Expérience professionnelle banque ou établissement financier : analyse financière, plans de financement et de trésorerie, mise en place des financements, etc.
- Grandes qualités de contact et goût pour le travail en équipe.
- Poste à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions à OCBP, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra, sous réf. 3586 M.

BANQUE RÉGIONALE

recherche pour MOULINS (03)

1 DIRECTEUR

Sans commercial développé

conviendrait classe V avec expérience de gestion pour ARIELAC (15) et RODEZ (12)

ATTACHÉS CIAUX

Expérience réussie dans le poste professionnel.

Adresser photo + curriculum vitae à HAVAS, 63002 Clermont-Ferrand Cedex n° 26.523.

Spécialiste de la fourniture pour

cheminée offre situation d'avenir :

COMMERCIAL BON NIVEAU,

secteur Ouest, frais remboursés,

véhicule démonstration fourni, fixe plus pourcentage.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

HINGRE DIFFUSION SARL - 4 BILLOU S. 44470 CARQUEFOU.

NGCE

École de Français pour Étrangers cherche

CONSEILLER (E)

PÉDAGOGIQUE/PROFESSEUR

ayant assuré le suivi des responsables, grande exp. VF et DUV esp.

Env. sous le n° T 031.657 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.



AGENCE CONSEIL EN PUBLICITÉ DE RECRUTEMENT

est heureuse de vous faire part de son installation

49, avenue Trudaine - 75009 PARIS

Tél. 280.57.87

Responsable de la Clientèle à l'Agence, Anne-Marie Berland

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RÉGION MEUN

recrute

JEUNE RÉVISEUR COMPTABLE

Bilingue anglais

Rémunération 65.000-75.000 F par an

Tél. à Dominique Grenier au 060-87-27.

07/11/82

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Boutiques de bain

Longtemps délaissée, la salle de bains est aujourd'hui une pièce pour laquelle on investit, tant pour son confort que pour son décor. Deux nouvelles boutiques pour l'environnement du bain viennent d'ouvrir à Paris.

« Bain de minuit » est animé par une équipe de jeunes : Dotti, mannequin et décoratrice, Jean Dumontell et François De. Ils ont installé leur boutique dans le nouveau passage Montparnasse, qui relie la rue du Départ à la rue d'Odessa. Pour eux, la salle de bain est à réinventer : pas forcément luxueuse mais fonctionnelle... sans être dépourvue d'originalité. Ils la proposent tout installée, chaque projet étant étudié en fonction de la création, ou de la rénovation, de cette pièce d'eau. Après le choix des appareils sanitaires et de la robinetterie (avec conseils d'implantation et d'harmonie des couleurs avec le sol et les murs), les travaux de plomberie, et de carrelage éventuellement, sont réalisés par des artisans et coordonnés jusqu'à leur achèvement, par l'équipe de « Bain de minuit ».

Le « Forum » et ses formes

Dans la boutique, les accessoires proposés ont été sélectionnés avec rigueur : « pratiques avant tout », explique Jean Dumontell, mais séduisants (bois clair ou couleurs vives) et dans des séries suivies, ce qui permet de compléter un premier achat. En bois naturel et métal noir mat, une tablette à bord arrondi, un miroir, un casier à deux étagères et une petite armoire noire, 552 F. En métal chromé, une rampe lumineuse et un porte-serviette sur pied, avec un anneau et trois barres, 582 F. Pour la douche, un caillouteau à ventouses en plastique vert, jaune, rouge ou brun et un pratique strapontin mural à monture chromée et lattes noires blanches ou beige pour le siège qui se rabat contre le mur, 413 F. Du linge éprouvé américain et des produits parfumés complètent cet environnement de la toilette.

Ouverte en décembre au Forum des Halles, « Thermes » est la première boutique d'une nouvelle chaîne de magasins pour le bain, créée par Geneviève Lethu

et Jean-Pierre Goussau. Après leur réussite dans le domaine de la cuisine et de la table, ce couple dynamique se lance dans ce secteur en expansion. « Nous avons exclu, disent-ils les appareils sanitaires et leur installation pour nous concentrer sur les meubles et accessoires de bain, choisis pour leur bon rapport qualité-prix et leur esthétique ».

Dans cette boutique du Forum, très animée, les familles d'objets sont présentées par secteurs, délimitées par des présentoirs suspendus par des cordages. Les accessoires (tablette, miroir, porte-savon ou serviettes) sont de divers styles : belle imitation d'onyx en plastique épais, verre cerné de caoutchouc noir, bois tourné ou grille rouge où s'accrochent les objets de toilette. Dans la gamme « Alta » en cristal et tube laqué blanc ou rouge vif : un miroir triptyque incluant armoire et éclairage, une potence à trois étagères en cristal et porte-serviettes double (1 432 F), un porte-peignoir sur pied avec bac à linge à la base.

Pau encombrant, un meuble-colonne en bois clair est pliant. Sur ses quatre faces : un miroir avec éclairage latéral, un bac à linge surmonté de deux tiroirs et d'une vitrine, des papiers et un porte-serviettes, une tablette abattante, 3 250 F. Pour l'éclairage de la salle de bain, des plots lumineux colorés (jaune, vert, bleu, brun, noir, blanc) se fixent individuellement ou se montent en série sur un support en bois. Des robinets italiens et scandinaves (mais adaptés aux raccords français) sont en inox ou laqués blanc ou rouge. En plastique ou en textile plissé, des rideaux de douche à décor vif se montent sur des tringles de coloris assortis. En mars prochain, la seconde boutique « Thermes » s'ouvrira à Nice.

JANY AUJAME

★ Bain de minuit, passage Montparnasse, 23, rue du Départ, 75014 Paris.
★ Thermes, Forum des Halles, niveau -2, rue Provost, Porte Lecoq, 75001 Paris.

à cuire. Cette cuisson à la vapeur, qui conserve sels minéraux et vitamines, permet de réaliser des plats différents avec une seule source d'énergie.

★ « Cuisiner à vapeur » Tournus, 289 F environ. Dans les grands magasins et boutiques spécialisées.

GOUTER D'ENFANTS. - Pratiques car elles ne craignent pas les taches, ni la casse, de nouvelles nappes, serviettes et assiettes à jeter sont décorées des personnages du film de Walt Disney « Rox et Rouky ». Les nappes, de 1,55 x 1,65 m, sont en ouate de cellulose renforcée par un fil plastique qui les rend indéchirables (9 F environ). Les serviettes, de 34 x 34 cm, sont vendues en paquet de vingt (4,30 F environ) et les assiettes sont en carton plastifié, 4,85 F les huit.

★ « Loto junior », en vente dans les grandes surfaces et à la boutique Loto, 25, rue Bayard, 75008 Paris.

LES VIEILLES MAISONS FRANÇAISES. - L'Association des vieilles maisons françaises organise un concours destiné à récompenser les personnes privées ou les associations ayant contribué à la sauvegarde d'un bâtiment (gentilhomme, manoir, château, petit édifice rural, ferme de caractère, maison provinciale, typique). Les candidats doivent constituer un dossier comprenant un descriptif accompagné de photos, gravures, plans, etc. avant restauration, en cours et après réalisation. Les moyens matériels ou financiers engagés ; tous les renseignements autres : classement, site environnement, résumé historique...

Le dossier est à envoyer avant le 1^{er} mars aux Vieilles Maisons françaises, 93, rue de l'Université, 75007 Paris.

So perfectionner, ou apprendre la langue est possible au minimum
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Solf - 75008 Paris

LOISIRS EN KITS. - Au centre commercial de Créteil vient de s'ouvrir le magasin « Loisirs et créations », entièrement dévoué aux activités manuelles. Groupées par technique (avec panneaux guidant le choix par degré de difficulté) deux mille kits sont proposés. Parmi les kits-textiles, coussins, jouets, broderie, tapisserie, tapis. Outre la gravure sur verre, les émaux ou la poterie, des kits-bois permettent de faire des maisons de poupées, des tablettes en marqueterie, des objets en copeaux. Une librairie, avec des ouvrages sur tous les loisirs présentés, des conseillers et un atelier servent de trait d'union entre le choix des techniques et les réalisations possibles.

★ « Loisirs et créations », centre commercial Créteil-Soleil, niveau 1, 94006 Créteil.

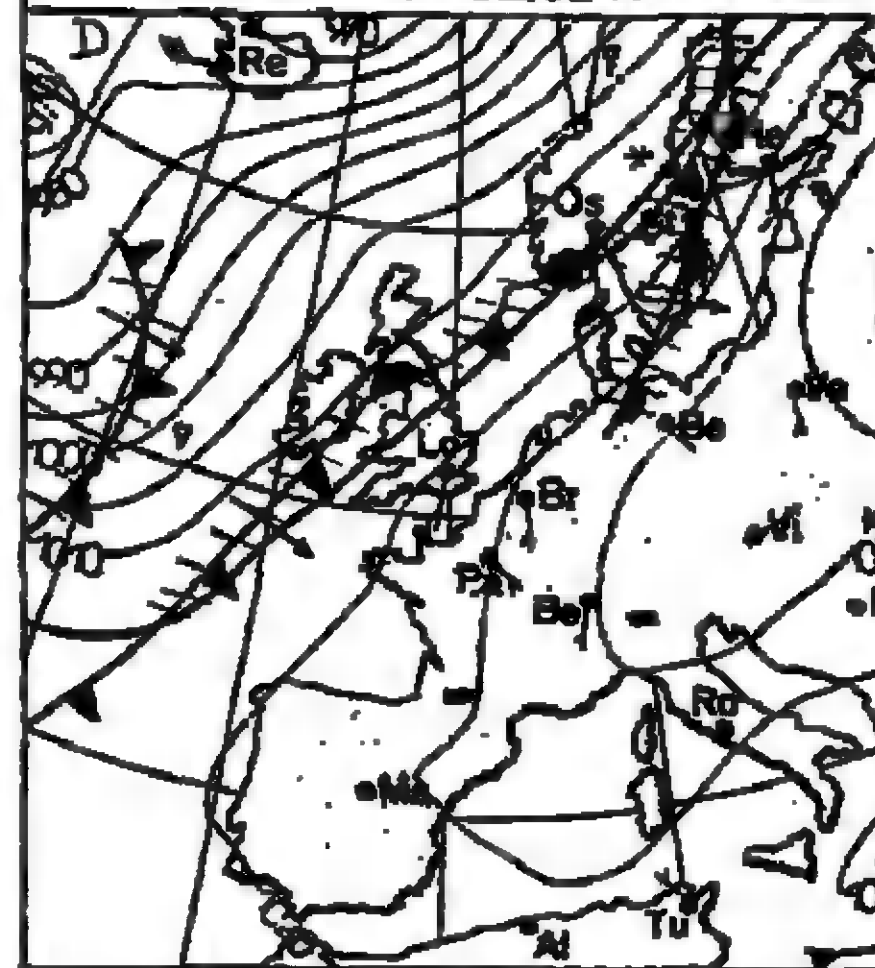
DOUCHE TEMPÉRÉE. - Exposés au salon Batimat, en novembre dernier, de nouveaux robinets mitigeurs de douche et baignoire-douche sont à mécanisme céramique. Leur particularité est d'inclure un équilibre de pression qui permet une stabilité absolue de la température de l'eau pulsée, quelle que soit la pression. Jusqu'à présent, seuls les robinets thermostatiques (plus chers que les mitigeurs mécaniques) assuraient des douches sans à-coups de chaud et froid. Ces nouveaux mitigeurs « Sider 5 000 », qui ont obtenu la médaille d'argent de Batimat 81, coûtent 800 F pour bain-douche et 620 F pour douche seule.

★ Sider, Z.I. de Chassebois, 33 140 Villeneuve d'Orléans. Tél.(56) 89-15-21

CUSSON VAPEUR. - Tournus a mis au point, avec les conseils du restaurateur Jacques Menière, un nouvel ustensile destiné à la cuisine à la vapeur. Il est composé de trois compartiments ovales (345 x 202 mm) en aluminium laqué beige qui se superposent et se ferment par un couvercle à réserve d'eau. Sur le compartiment du bas, d'une contenance de 5 litres, s'emboîtent deux récipients à fond perforé qui reçoivent les aliments

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.02.82 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le 10 février à 6 heures et le 11 février à 24 heures :

Malgré une faible baisse de champ sur la France, due au déplacement vers l'est de l'anticyclone de Russie, les perturbations seront rejetées vers les îles britanniques et la Scandinavie. Les parties méridionales peu actives s'inscriront dans une zone de haute pression. Jeudi, après un début de matinée avec quelques zones de brouillard, principalement dans les vallées de la Garonne et de la Saône, ainsi que de quelques nuages sur le pourtour du golfe du Lion, le temps sera le plus souvent ensoleillé, malgré des nuages supérieurs qui voleront par moments le soleil. Les nuages seront plus nombreux sur nos régions méridionales, ainsi que près de la Manche, où quelques ondées sont possibles en soirée de la Bretagne au Cotentin.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 10 février 1982 à 7 heures, de 1 023 millibars, soit 761,3 millimètres de mercure.

Température (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 février ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 février) : Alger, 14 et 3 ; Bordeaux, 10 et 2 ; Brétigny, 13 et 8 ; Caen, 13 et 6 ; Clermont, 11 et 6 ; Dijon, 11 et -1 ; Grenoble, 13 et -1 ; Lille, 12 et 2 ; Lyon, 10 et 1 ; Marseille-Marinade, 15 et 5 ; Nancy, 11 et -3 ; Nantes, 12 et 4 ; Nice, 15 et 7 ; Paris-Le Bourget, 14 et 2 ; Pau, 19 et 2 ; Perpignan, 16 et 3 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, 12 et 1 ; Toulouse, 14 et 6 ; Toulon, 7 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 23 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 4 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 15 et 9 ; Berlin, 6 et 0 ; Boon, 9 et -1 ; Bruxelles, 11 et 0 ;

LA SUISSE ET LES GLACIERS. - L'Office national suisse du tourisme et la Société helvétique des sciences naturelles organisent, jusqu'au 18 avril, une exposition sur la Suisse et ses glaciers. ★ Palais de la découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris, du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, fermé le lundi.

ANCIENS COMBATTANTS

LA COMMISSION DE L'INFORMATION HISTORIQUE POUR LA PAIX

La Commission de l'information historique pour la paix a été créée le 4 février, à l'initiative de M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants. Elle a pour but de donner progressivement au ministère des anciens combattants une orientation nouvelle.

A l'action de réparation des conséquences des guerres, s'ajoute désormais une action de prévention. Il s'agit d'analyser les causes et les

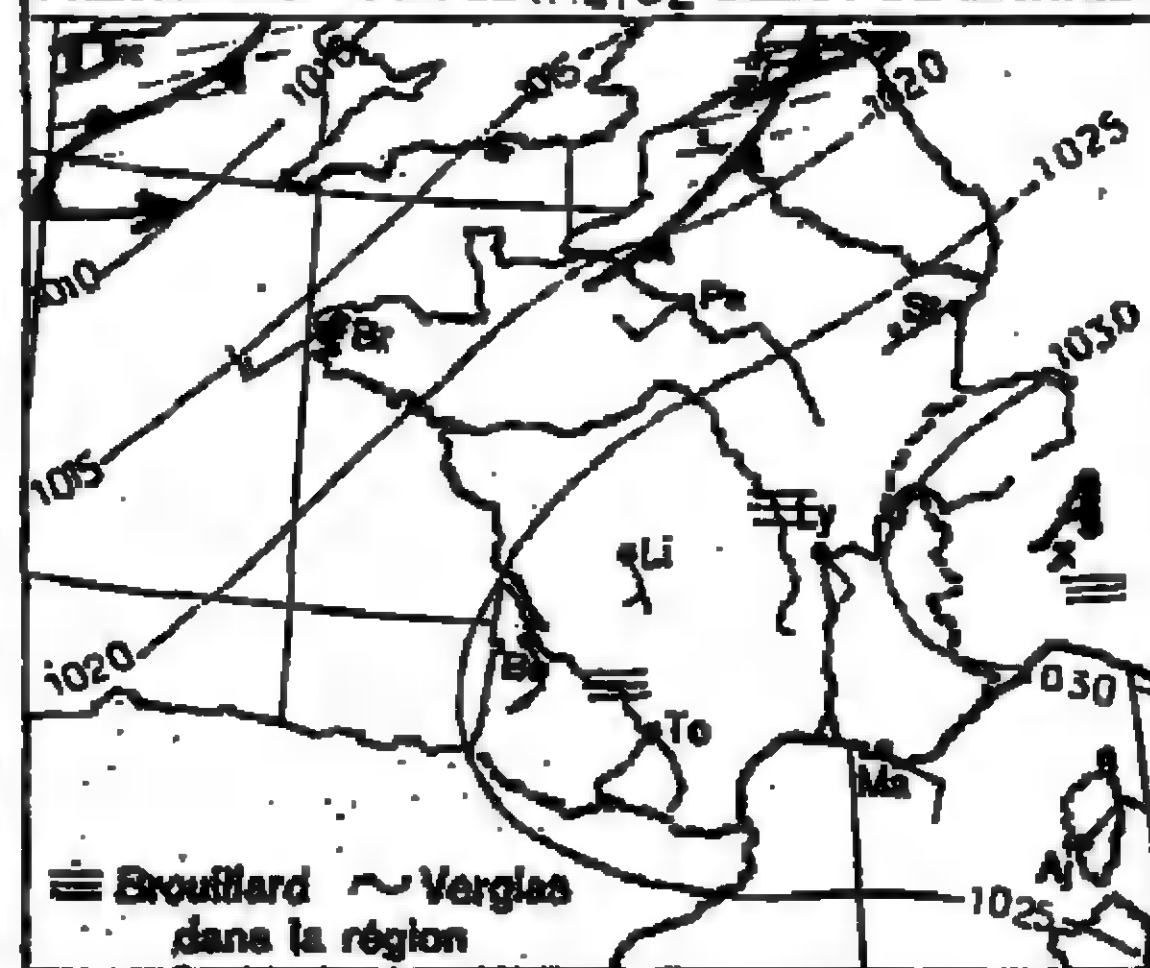
conséquences des guerres contemporaines et de transmettre un message de vigilance aux jeunes générations de façon à éviter la récurrence de phénomènes facteurs de guerre tels que le nazisme et le racisme. Un service S.V.P.-Bibliographie au service du public a été créé, ainsi qu'une section archives. Des actions seront menées au plan scolaire et universitaire en liaison avec le ministère de l'éducation nationale. Enfin, le comité scientifique sera présidé par le professeur Henri Michel, président du Comité international d'histoire de la seconde guerre mondiale. La Commission de l'information historique pour la paix, dont le secrétaire général est M. Serge Barcellini, disposera des 1982 de crédits d'un montant de 2 millions de francs.

LA REVALORISATION DES PENSIONS MILITAIRES : 2,5 % EN JUILLET

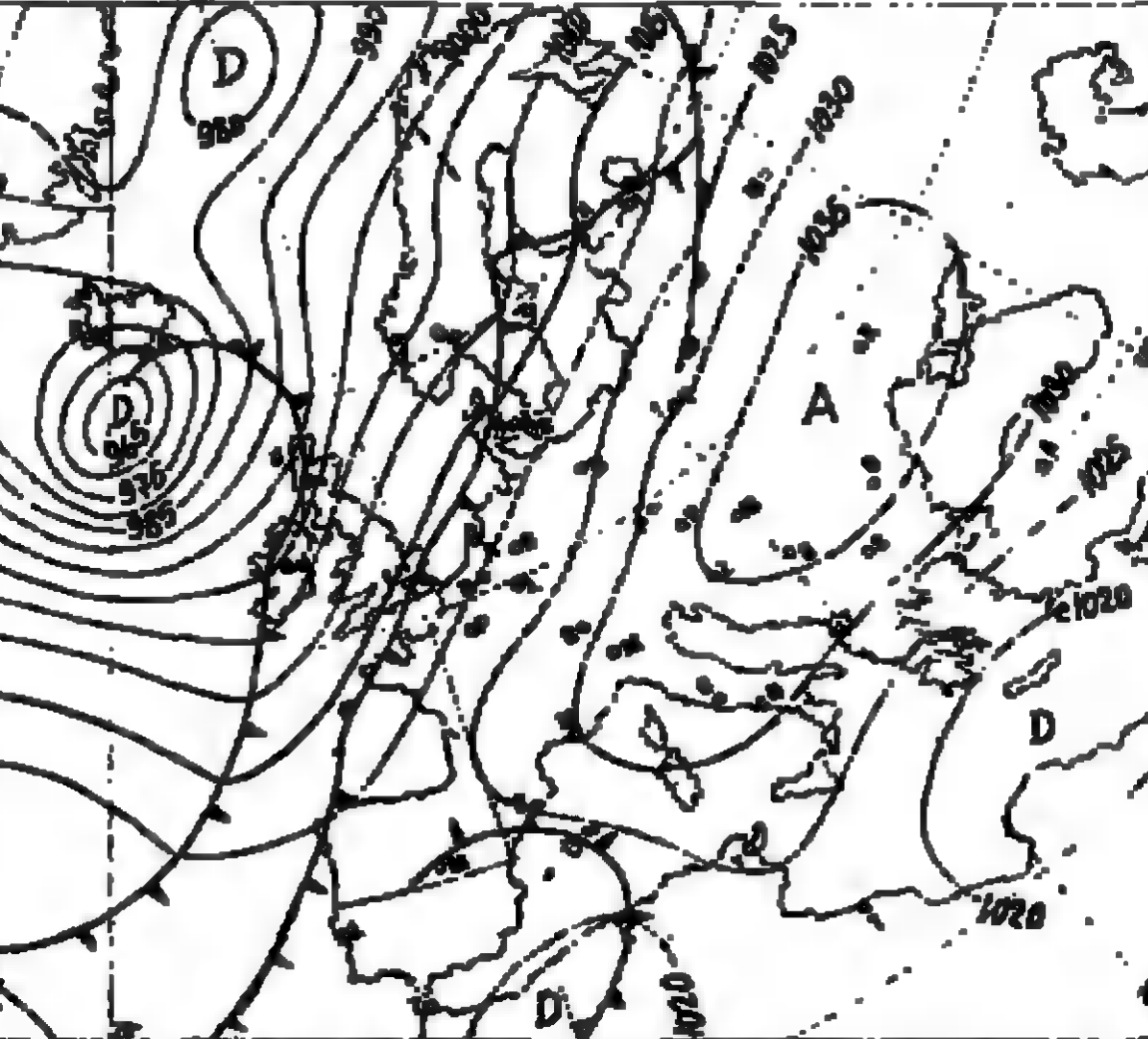
En visite à Tours, mardi 9 février, M. Jean Laurain, ministre des anciens combattants, a évoqué les perspectives de revalorisation des pensions en 1982. « Dans l'état actuel des négociations avec le ministre du budget, il est prématuré d'apporter des garanties », a déclaré M. Laurain, qui a cependant indiqué qu'une réévaluation de 2,5 % en juillet, suivie d'une hausse équivalente dans le budget primitif de 1983, était « vraisemblable ».

Le ministre, après s'être déclaré « absolument décidé » à achever le rattrapage du rapport constant en 1984, devait ensuite participer à deux réunions de travail avec des représentants d'associations d'anciens combattants, et visiter une entreprise d'appareillage pour handicapés.

PRÉVISIONS POUR LE 11.02.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



Le Caire, 18 et 8 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Coppenhague, 1 et 1 ; Dakar, 22 et 16 ; Genève, 10 et -2 ; Jérusalem, 10 et -1 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 12 et 7 ; Madrid, 16 et 1 ; Moscou, 11 et -21 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 1 et 1 ; Palma-de-Majorque, 15 et 3 ; Rome, 15 et 2 ; Stockholm, -1 et -1. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

VENREDI 12 FÉVRIER

★ Manufactures des Gobelins, 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Hulot.
★ Les Rois maudis, 14 h 45, entrée de la Basilique à Saint-Denis, Mme Leprêtre (Caisse nationale des monuments historiques).
★ Café Procope, 15 h, 122, boulevard Saint-Germain, (Arcus).
★ L'Opéra, 14 h, entrée (Connaissance d'Art et d'Architecture).
★ Hôtel de Soubise, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (P.-Y. Jassot).
★ Hôtel de Lauzun, 14 h 45, 17, quai d'Anjou (M. de la Roche).
★ Chef-d'œuvre du musée, 10 h, Musée du Louvre.
★ Musée de Lugano à Paris, 14 h 30, Petit Palais (Paris et son histoire).
★ Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

★ Palais Bourbon, 15 h, 33, quai d'Orsay (Tourisme culturel).
★ Ruelles moyenâgeuses, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

14 h 30 et 16 h 45 : 107, rue de Rivoli, R. Pouchon : « La formation de l'Europe carolingienne ».
20 h 30 : Centre Kiron, 56, rue du Faubourg Poissonnière, M. B. Mangin : « Le clown : une technique de communication ».

JOURNAL OFFICIEL - Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 février :

UN DÉCRET

Portant publication des accords de coopération entre la République française et la République populaire du Congo, signés à Brazzaville les 1^{er} janvier 1974 et 17 juin 1978.

UN ARRÊTÉ

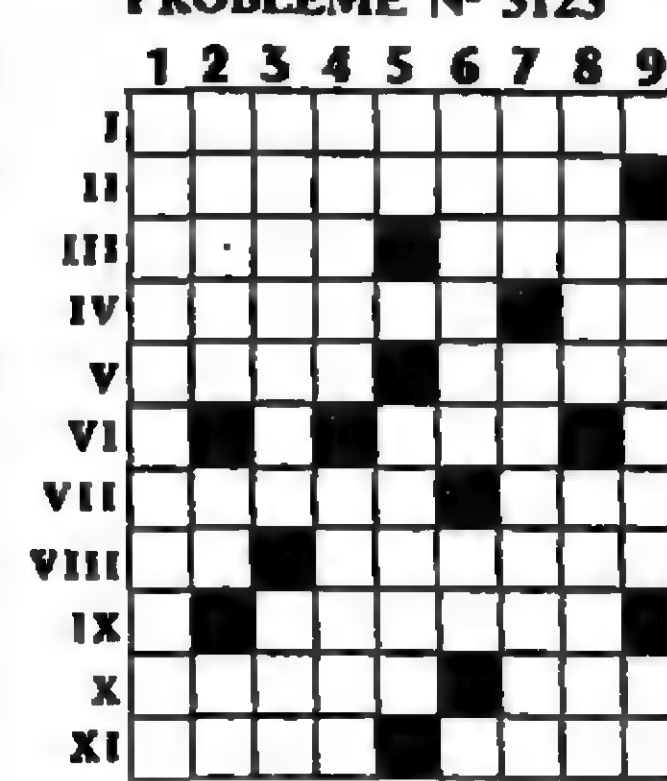
Autorisant l'émission d'un emprunt par le Crédit national.

UNE LISTE

Des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3123



HORIZONTALEMENT

I. La logique exige que celui qui en est dépourvu se mette la ceinture. - II. Gagne son pain avec ce que perdent les pins. - III. Pilastre angulaire. Théâtre où s'activent les coups de fusil en tous genres. - IV. Présenter certaines relations. Possessif. - V. Les anglaises exigent parfois une tresse, mais se passent de trousseau. Fleuve rouge tributaire de la mer Noire. - VI. Trouve parfois son bonheur dans la guigne. - VII. Seule la femme à barbe supporterait de l'être sans ennui. Devise de la maison de Suède. - VIII. Disparaît quand on met la main à la poche. Mettre sur la paille celui qui a du foin dans ses bottes. - IX. Panneau sur lequel on affiche les vedettes. - X. Gratin s'élevant bien au-dessus des croûtes. Fin de citation pour couper court. - XI. Les Etats-Unis en connotent une célèbre

BREF

CIRCULATION

AUTOROUTE URBAINE A GRENOBLE. - Une nouvelle section de huit kilomètres de l'autoroute A 48 est en service depuis le 3 février de Grenoble à Vercors. Cette nouvelle voie, qui facilite la circulation entre Grenoble et Vercors, a nécessité la construction de trois ouvrages d'art, dont un pont sur le Drac. Un mur anti-bruit sera terminé vers la fin de l'été 1982.

DOCUMENTATION

OU TROUVER QUOI ? - Une « agence de sources » : c'est de la sorte que des créateurs qualifiés eux-mêmes Where, une jeune organisation qui se fait forte d'aider quiconque à trouver l'objet, l'information, l'illustration, les compétences qu'il recherche. Vous avez cherché en vain une photo aérienne du village où des amis viennent d'acheter la ferme de leurs rêves, le jeu de jacquet second Empire que n'ose plus espérer l'oncle Adhémar, le spécialiste capable de rédiger un mémoire sur le nomadisme au Sahara occidental ou un dossier sur la culture du riz en Cameroun, un roman oublié de Maurice Dekobra, un portrait du président Lebrun ? L'équipe de Where, plus ses dossiers, ses carnets, ses fiches et son téléphone sont là pour les dénicher. Le montant de leurs honoraires sera calculé sur la base du temps qu'il leur aura fallu pour déboucher l'oiseau rare.

★ Where : 58, rue Charlot, 75003 Paris, tél. 277-66-38.

LE THON. - La revue le Pêche maritime vient de publier un numéro spécial sur le thon. La France occupe dans ce secteur une place importante, y compris pour la construction de grands navires sémiers-congégateurs.

★ Le Pêche maritime, 190, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. 563-11-55, 176,80 F.

FORMATION PERMANENTE

INITIATION A LA VIDEO. - L'Institut de formation d'animateurs de collectivités vous propose un stage de formation à l'utilisation de la vidéo, du 22 au 27 février à Issy-les-Moulineux.

★ IFAC 92, 16, rue de l'Abbé-Dorcy, 92130 Issy-les-Moulineux, tél. : 736-94-88.

SOCIÉTÉ

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT. - Considérant que beaucoup de maladies de civilisation comme les cancers, les troubles respiratoires, les troubles mentaux et les maladies digestives sont engendrées ou aggravées par un environnement nocif, plusieurs médecins et écologistes viennent de fonder la Société internationale de recherches pour l'environnement et la santé (SIRES). Cette nouvelle association, qui étudie notamment les voies d'une nouvelle médecine « plus proche du malade et « moins chimique », publie des cahiers trimestriels. Le premier numéro qui traite du monde végétal et de la santé vient de paraître.

★ SIRES : 4, rue Pérignon, 75007 Paris.

VERS L'OUEST. Un ancien verbe actif, jamais imparfait.

VERTICALEMENT
1. Arrive toujours après la bataille. - 2. Un tel calcul conduit parfois à une opération compliquée. Contrainte. Saisi par un appareil sensible. - 3. Une lignée comprenant un Alexandre, un Annibal et un César. Créature qui jase beaucoup. - 4. Trois pour neuf. Supprime un obstacle à la course. - 5. Préposition. Ancienne femme de ménage. - 6. Monte-en-l'air qui se rit de toutes les clôtures. Passa une partie de sa vie à quatre pattes. - 7. Choc sur un fillet exigeant une reprise. Armes de pointes propres à larder. - 8. Inspiratrice de Nicolas Léonard. Bien accommodé, ou peut s'en accommoder. - 9. Mettre une vedette à la mer ou sur la scène. Démonstratif.

Solution du problème n° 3122

Horizontalement

I. Tournures. - II. Erreur. Ta. - III. Lancine. - IV. Etel. Etat. - V. Se. Ur. Ote. - VI. Cuisinier. - VII. Ors (allusion à la dorure ornementale). Bulle. - VIII. PS. Solle. - IX. Rat. Sel. - X. Glacier. Ré. - XI. Elus. U.R.S.S. (cf « pays » et « Brésil »).

Verticalement

I. Télécopie. - 2. Orateurs. LL. - 3. Urne. Is. Rau. - 4. Reclus. Sacs. - 5. Nul. Ribote. - 6. Urne. Nul. Ru. - 7. Etoiles. - 8. Et. Ato. - 9. Sauterelles.

GUY BROUTY.

Je tiens à...

Le Monde

économie

SOCIAL

M. Gaston Defferre envisage de nouvelles mesures contre l'immigration clandestine

De nombreux travailleurs étrangers protestent contre les conditions de régularisation

Alors que M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, envisage de nouvelles mesures destinées à renforcer la lutte contre l'immigration clandestine, plusieurs manifestations de travailleurs étrangers sont signalées dans diverses régions, notamment à Nîmes où des immigrés réclament une régularisation de situation, ont envahi dimanche

7 février, la cathédrale où ils font la grève de la faim. À Avignon, où une centaine de ces immigrés font également la grève de la faim en l'église Saint-Joseph depuis le 2 février, à Aubervilliers et à Montrouge, où des incidents ont opposé des travailleurs étrangers à leurs employeurs.

Notre correspondant régional à Marseille nous indique que, au cours d'une séance du conseil municipal, le 1^{er} février, M. Defferre a annoncé qu'il prendrait prochainement des mesures destinées à lutter contre l'immigration clandestine. « Nous sommes prêts à Marseille », a déclaré M. Defferre, de son côté, les touristes qui n'ont de touristes que le nom qu'ils se donnent et qui, le délai normal de leur séjour expiré, restent illégalement sur notre territoire. Ils deviennent alors des travailleurs clandestins (...) et provoquent un mécontentement certain dans la population. Je tiens à dire, comme ministre de l'Intérieur, que je suis bien décidé à protéger les travailleurs immigrés en situation régulière, mais à faire en sorte que les faux touristes quittent la France. »

Interrogé sur cette déclaration, M. Defferre nous a précisé que la volonté du gouvernement français rejoignait en la matière celle des autorités algériennes, qui ont été préalablement consultées.

Cependant, un mouvement de protestation lancé par des travailleurs maghrébins réclamant la régularisation de leur situation semble faire tâche d'huile dans le midi de la France. Une centaine d'entre eux, selon nos correspondants, observent, depuis le dimanche 7 février, une grève de

De nos correspondants

la faim dans une annexe de l'église Saint-Joseph d'Avignon (Vaucluse). D'autres immigrés poursuivent un mouvement similaire dans la cathédrale de Nîmes (Gard) que deux cents d'entre eux avaient envahi, dimanche 1^{er} février, de la grande messe. Mgr Jean Cadilhac, évêque de Nîmes, a précisé qu'il avait toujours attiré l'attention des catholiques « sur le respect des immigrés et de leurs droits légitimes », mais souligne qu'à ses yeux « tous les moyens ne sont pas bons pour aboutir » et que « l'occupation d'une église est toujours un acte illégal ».

Les protestataires, arrivés en France avant le 1^{er} juillet 1981, sont en situation irrégulière ou détiennent d'autorisations provisoires de séjour. Une situation qui, selon leur porte-parole, annonce « une nouvelle clandestinité qui fait la richesse des patrons, des trafiquants et des marchands de sommeil ».

Incidents

dans la région parisienne

Par ailleurs, à Montrouge (Hauts-de-Seine), deux travailleurs égyptiens ont été blessés lundi 8 février au cours d'inci-

dents qui ont opposé une vingtaine d'immigrés à leurs employeurs, la société Mille-Diffusion. Ces immigrés, anciens « clandestins » chargés de distribuer notamment des journaux gratuits imprimés par cette entreprise, n'avaient pu obtenir leur régularisation qu'après une semaine de grève et deux jours de jeûne (le Monde des 13 septembre et 21 octobre 1981). Depuis lors, une certaine tension régnait dans l'entreprise. A la suite d'une altercation survenue le jeudi 4 février entre un chef d'entreprise et un travailleur égyptien, les dirigeants de l'entreprise ont signalé leur congé à dix-huit personnes de la même nationalité.

Enfin, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), plusieurs dizaines d'immigrés qui occupent depuis deux mois l'entreprise Techno-Service (dépannage ménager), pour le compte de laquelle ils distribuent des prospectus, ont déclaré lundi 8 février de camper jour et nuit sur le trottoir de la mairie. Ils reprochent à leurs employeurs de refuser de les embaucher, et de leur verser des indemnités qu'ils ont signés les contrats de travail « sous la contrainte ». — En fait après une grève de ces travailleurs embauchés « au noir ». Les immigrés, dépourvus de ressources, bénéficient pour l'instant de repas chauds servis par la municipalité.

LES CONFLITS SUR LA DURÉE DU TRAVAIL

Nous n'acceptons pas la thèse du partage du travail

déclare M. André Bergeron

L'application de l'ordonnance sur la durée du travail continue de susciter des tensions dans de nombreuses entreprises. F.O., comme la C.G.T., confie son point de vue sur le maintien des salaires en cas de réduction. « Nous n'acceptons pas la thèse du partage du travail et partage du revenu », a déclaré M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., au « Figaro » du 10 février.

À la Société française d'équipement pour la navigation aérienne (S.F.E.N.A.), le personnel des établissements de Vélizy, Châtelleraud et Orly est en grève depuis le 4 février. Les salariés de Vélizy ont demandé d'occuper les locaux depuis lundi soir. Le mouvement dans les trois unités est mené par l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., C.G.O. et F.O. « pour une réduction significative » à trente-huit heures hebdomadaires et la création d'emplois.

Chez Alstom (Le Bourget, mille huit cents salariés), le conflit s'est durci mardi 9 février quand les grévistes ont envahi le bureau du nouveau directeur venu de Belfort l'ancien directeur, qui avait conclu un accord le 4 février avec la C.G.T. et la C.F.D.T., avait été entre temps désavoué par la direction générale et contraint à la démission. Dans cette entreprise les débrayages qui ont eu lieu depuis le début du mois ont entraîné une désorganisation de la production.

Chez Roux - Combautier - Schindler (soixante-neuf) à Levallois (Hauts-de-Seine), le personnel en grève depuis lundi l'après-midi a refusé de reprendre le travail à la C.G.T. et mardi les locaux du service d'entretien et de dépannage. Tandis qu'à la Société de fabrication d'instruments de mesure (S.F.I.M.) huit cents cinquante travailleurs poursuivent leur grève illimitée déclenchée la semaine dernière.

Projet d'accord dans les charbonnages

Un nouveau projet d'accord sur la durée du travail vient d'être soumis aux syndicats de mineurs des Charbonnages de France, proposant une cinquième semaine de congés applicable intégralement en 1982 et une réduction à 38 heures hebdomadaires sans aucune perte de salaire, sous la forme de six jours de repos supplémentaires.

En octobre prochain, une nouvelle étape de réduction entrera en vigueur : 38 heures par semaine pour l'ensemble du personnel sous la forme cette fois, non pas de congés supplémentaires, mais de réductions quotidiennes. Cependant, pour les ouvriers du fond, qui travaillent le plus durement, il est convenu qu'ils bénéficieront de 35 heures effectives en moyenne à la fin de 1982.

Les suites judiciaires du rachat du groupe Drouot par Bouygues

Le tribunal de commerce va nommer un mandataire de justice

L'affaire du rachat par Bouygues, première entreprise française de B.T.P., du groupe Drouot, septième groupe français d'assurance, entre concrètement dans sa phase judiciaire. Le tribunal de commerce de Paris, saisi en référé, décidé de faire droit à la demande de Bouygues, qui a été mulé par les deux groupes familiaux qui contrôlaient jusqu'ici le groupe Drouot, celui de M. Jean-Luc Drouot (promoteur immobilier) et celui de M. Henri Drouot (banquier). Un mandataire de justice sera désigné pour la tâche de convoquer, dans les meilleurs délais et dans l'ordre, les assemblées générales ordinaires des sociétés Utiap, Société nouvelle de participation du Patrimoine Participatif, et la Société financière Drouot, afin d'en révoquer les responsables et de nommer de nouveaux administrateurs.

En revanche, le tribunal n'a pas ordonné la mise en liquidation de la Société Drouot, mais a ordonné l'activité de ces sociétés à des tâches de gestion courantes et d'enquêter sur les conditions et modalités de la vente à la Société Bouygues par le président du Patrimoine Participatif des 67,2 % du capital du groupe Drouot que cette société détenait en portefeuille. Les groupes Bouygues et Drouot ne cachent cependant pas leur intention d'aller jusqu'au bout des possibilités d'action judiciaire afin que l'affaire soit réglée au fond.

Les quatre sociétés holding en cause, reliées entre elles par toute une cascade de participations formant en effet la chaîne grâce à laquelle les deux groupes Bouygues croisent contrôler fermement les deux sociétés d'assurances, Groupe Drouot et la Société Drouot, ont été mises en cause. Or cette chaîne a montré la faiblesse d'un de ses maillons, puisque une de ces quatre holdings, le Patrimoine Participatif, a pu, en un clin d'œil, dénouer les liens qui unissaient les familles actionnaires au groupe d'assurances.

La lutte est maintenant ouverte entre les deux familles qui contrôlent Utiap et les dirigeants du groupe Drouot, M. André Teyssie et Bernard Simon-Barboux, le second ayant vocation pour succéder au premier à la présidence du groupe. L'un et l'autre ont envisagé la vente de la « mutualisation » du groupe Drouot de façon interne, lorsque la menace d'une nationalisation se faisait sentir, étaient cependant réticents à l'entrée chez eux des étrangers unifiés, animés par M. Claude Bébéar, un concurrent trop efficace sur leur propre terrain pour être ras-

Les négociations salariales dans la fonction publique

TOUS LES SYNDICATS DÉNONCENT L'INSUFFISANCE DES PREMIÈRES PROPOSITIONS

Déception de tous les syndicats, décliné du ministre de la fonction publique, la réunion mardi 9 février sur l'évolution des salaires des fonctionnaires a révélé le fossé qui sépare le gouvernement des sept organisations des employés de l'État. Mais d'autres réunions sont prévues, les 16 et 23 février, et M. Anicet Le Fort, ministre de la fonction publique, qui a qualifié les discussions de « sérieuses et très sérieuses », espère convaincre le premier ministre de lui accorder un peu plus de liberté de manœuvre pour « donner satisfaction au maximum » aux syndicats, tout en tenant compte de la situation économique. Une partie sérieuse est donc engagée tant entre syndicats et gouvernement qu'entre ministres eux-mêmes.

Dans le cadre du dispositif de lutte anti-inflation préconisé par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, M. Le Fort a proposé une revalorisation de 10,5 % pour 1982 : deux augmentations de 5,5 % les 1^{er} mars et 1^{er} juin, deux autres de 2,5 %, les 1^{er} septembre et 1^{er} décembre. Elles s'ajoutent à une augmentation de 0,3 % déjà accordée le 1^{er} janvier.

Il s'agit d'un dispositif nouveau mais toujours calculé selon l'indice INSEE qui, en principe, anticipe la hausse du coût de la vie au lieu de la suivre. À ce titre, un premier ajustement pourrait intervenir si les prix dépassent les augmentations de traitement de 1 % au 1^{er} juin prochain. Un second est prévu lorsque la hausse totale des prix de 1982 sera connue.

Perte de pouvoir d'achat selon la C.G.T.

Pour la C.G.T., ces propositions ne constituent pas une « rupture » avec le système intérieur. Contestant l'indexation sur le seul indice des prix de l'INSEE, la C.G.T. estime que la formule avancée entraînerait une perte de pouvoir d'achat. Pour la C.F.D.T., les propositions sont « tout à fait inacceptables », rien n'étant avancé sur le relèvement plus rapide des bas salaires.

L'insuffisance des chiffres avancés par M. Le Fort a aussi été dénoncée par F.O., la C.F.T.C., les autonomes et la FEN. Cette dernière a considéré qu'il y a « beaucoup de chemin à parcourir » pour arriver à un accord, tout en exprimant l'espoir d'y parvenir. Quant à la C.G.C., elle a déploré le « flou artistique » du dispositif de revalorisation différenciée.

La retraite

à cinquante-sept ans

M. Le Fort a cependant fait d'autres propositions. Au sujet de la retraite, le ministre a annoncé qu'une ordonnance à l'étude prévoit la possibilité, pendant la période de deux ans, d'accorder la retraite, des cinquante-sept ans, aux fonctionnaires qui totalisent à cet âge, trente-sept années et demi de cotisations.

AFFAIRES

AU COLLOQUE DU « HERALD TRIBUNE »

La France restera une terre ouverte aux investissements étrangers

Rassurer... Expliquer... Tel était l'objectif poursuivi par la brochure de ministres pas moins de neuf y compris le premier d'entre eux... de hauts fonctionnaires, sans parler de M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, qui se sont succédé pendant quarante-huit heures devant un parterre de deux cent cinquante hommes d'affaires français et étrangers, à l'occasion du colloque organisé, à Paris, par l'International Herald Tribune. À entendre les commentaires des grandes sociétés internationales, qui n'ont pas payé moins de 1 000 dollars le droit d'écouter et de questionner le gouvernement français, il n'est pas certain que ce « show » ait balayé tous les doutes, toutes les incertitudes, toutes les incompréhensions.

Ces businessmen forgés au modèle anglo-saxon, le plus souvent terre à terre, ont eu quelques difficultés à entrer dans un système de raisonnement à comprendre un projet économique où la tradition et les références historiques, et les ambitions culturelles, voire philosophiques, sont si importantes. Rarement l'opposition entre ce jargon pragmatique anglo-saxon et ce goût inné des Français pour le débat d'idées et la globalisation des problèmes n'aurait été aussi patente.

Une chose est sûre : l'International Herald Tribune a, quant à lui, réussi une très belle opération. — J.-M. Q.

« Une entreprise internationale peut se trouver dans la situation d'avoir à licencier », a déclaré, mardi après-midi 9 février, M. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, devant les hommes d'affaires français et étrangers réunis, à Paris, par le quotidien américain International Herald Tribune. Reprenant le thème développé, il y a un mois, par M. La Garre, secrétaire d'État à l'Industrie du secteur public, M. Dreyfus espère que ces entreprises sauront voir venir, mieux que d'autres, les difficultés et pourront ainsi prendre à temps les mesures nécessaires. Mais, « il serait illusoire de maintenir au travail des personnes dont on n'a plus besoin. Il n'y a pas, dans les entreprises publiques placées en position concurrentielle, de statut qui garantisse le personnel contre des licenciements ».

M. Dreyfus a expliqué à ses interlocuteurs les raisons qui ont amené le gouvernement à une nationalisation à 100 % et non d'une simple prise de participation majoritaire. « Lorsque l'État subside des actionnaires privés à hauteur de 40 %, on a des devoirs envers eux. On peut ainsi être amené à faire une politique plus prudente, à être moins enclin à prendre des risques, à réaliser des sauts technologiques. »

M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, avait, de son côté, affirmé, mardi matin, que la France « resterait une terre ouverte aux investissements étrangers ». L'investissement hors des frontières étant le relais de sa politique d'exportation, la France

Plusieurs milliers d'emplois menacés

LE CHANTIER NAVAL BELGE COCKERILL FAIT FAILLITE

(De notre correspondant...)

Bruxelles. — Le plus vieux chantier naval belge, Cockerill Yards, fondé en 1824, et installé depuis 1885 à Hoboken, près d'Anvers, a été déclaré en faillite le mardi 9 février. Les navires marchands et paquebots construits par la société étaient réputés dans le monde entier.

C'est la perte directe de deux mille sept cents emplois et indirecte de sept mille autres pour la Flandre. On estime cependant que la disparition de la société pourrait toucher, à des degrés divers, l'emploi de dix mille travailleurs en Wallonie, notamment la division mécanique de Cockerill à Liège. Les principaux actionnaires sont l'entreprise sidérurgique wallonne Cockerill Sambre et Bédard-Mercantill.

Paradoxalement, les chantiers avaient opéré, au cours des derniers mois, un redressement spectaculaire. Les chantiers de la division étaient pleins et Cockerill Yards espérait un investissement nouveau de 3 milliards de francs belges (500 millions de francs français). Mais l'entreprise devait faire face à des pertes cumées de dix milliards de francs belges (1,3 milliard de francs français) depuis le début de l'année. Malgré les interventions financières de l'État, la société avait dû introduire, en novembre 1981, une demande de concordat avec abandon d'actif. C'est cette demande qui a été rejetée par le tribunal de commerce d'Anvers. Entre-temps, la tension sociale s'était accrue : les travailleurs avaient refusé une diminution de leurs salaires et la direction avait décidé un lock-out.

Le ministre des affaires économiques, M. Mark Eyskens, a toutefois annoncé son intention d'essayer de renflouer Cockerill Yards en procédant à une restructuration de toute la construction navale belge.

PIERRE DE VOS.

FIAT-BRÉSIL AUGMENTE SON CAPITAL

Le gouvernement de l'État de Minas Gerais (Brésil) a accepté de souscrire à une importante augmentation de capital de Fiat Automoveis pour un montant de 110 millions de dollars (642,5 millions de francs environ). Le groupe italien Fiat apportant, de son côté, 180 millions de dollars (1,1 milliard de francs). Le capital de la firme sera porté à 574 millions de dollars (5,11 milliard de francs). A l'issue de cette opération, l'État du Minas

Gerais ne détendra plus que 41 % du capital (contre 44,59 % auparavant) et Fiat 51 %. Cet apport d'argent devrait permettre au groupe de poursuivre son développement, d'éviter la fermeture de l'usine et le licenciement de trente mille ouvriers. Fiat Automoveis espérait retrouver son équilibre au deuxième semestre de 1982 après avoir enregistré l'an passé des pertes supérieures à 50 millions de dollars (282,5 millions de francs).

Paysans

Halte au Vol

1 serrure à 8 points à pompe LAPERCHÉ (Fabrication Française) depuis 1786

GARANTIS 5 ANS + 1 blindage acier 15/10 + 4 goujons d'acier anti-dégondage

2.350 F TTC (Pose et dépot compris) PARIS-BANLIEUE

autres marques : BRICARD - PICARD IZIS - FICHT - MUEL DEVIS GRATUIT

Société PARIS PROTECTION (1 seule adresse) 55, av. de la Motte Picquet 75018 PARIS 2 566.65.20 CREDIT GRATUIT en 4 VERS

Paysans sans frontières

III. — Décider au village

par JACQUES GRALL

Cultures maraîchères pour la saison sèche, puis, mon-
tées à mil, clôtures pour
empêcher le pâturage des
jeunes agriculteurs de Cam-
bodge travaillent à l'auto-
développement de leur région,
qui passe par l'augmentation
de la production d'aliments,
mais aussi par l'élargissement
du travail des femmes (« Le
Monde » des 9 et 10 février).

« Monsieur le préfet, il faut faire
des routes. Sans moyen de com-
munication, il n'y a pas de dé-
veloppement possible. Il est un
des soucis du ton. M. Doré, le
préfet de Sedhiou, qui reçoit une
délégation de l'AFDI-Bourgo-
ne, l'AFDI-Bourgo, le président
du groupe AFDI, Jean-Noël Diouf,
venu rendre une visite de « cour-
toisie ». Des paysans français
parcourent les villages et les pla-
ces de son département, pour
participer au développement rural.
Il n'est pas contre, mais il aime-
rait en fait que représentant du
pouvoir central, en savoir plus. En
voilà que Jacques Gillet, le pré-
sident de l'AFDI, lui dit de faire
des routes. L'entretien sera donc
discuté, courtisé, et révisé. Les
rapports entre l'administration et
l'AFDI. La première ne peut que
reconnaître l'action et la puis-
sance du mouvement paysan, mais
est un peu vertueuse de son con-
trôle. Le préfet souhaite, il le
répète plusieurs fois, « des
contacts directs avec l'AFDI, pas
pour encadrer, mais pour être au
coursant ».

Le contentieux entre la popula-
tion rurale et l'administration
repose sur un respect mutuel.
En de considération pour les
paysans d'une part — on se sou-
vient encore d'un préfet déplacé
depuis qui se désolait de la
maison à l'école après avoir servi
celles de ses visiteurs — pas
beaucoup de respect pour le gou-
vernement du nord, dans cette
situation qui s'estime isolée,
ignorée des gens de Dakar. Dans
cet abandon, l'AFDI apparaît et
fait un travail qui incombe en fait
aux services gouvernementaux
existants : le ministère de l'agri-
culture, le ministère de la promo-
tion humaine. Certes, il s'agit
d'un mouvement de paysans pour
les paysans et qui ne s'inscrit
pas dans le concours des services
officiels. Jean-Noël Diouf le ré-
pète à l'envi, mais les ambi-
guïtés demeurent. Ainsi le tout
rien de l'élevage, à blouse
blanche, et l'agent des cultures.

Héritage du colonialisme

Si l'administration absorbe une
large part des crédits, ce n'est pas
l'équipement de la sous-préfec-
ture de Bounkiling qui grève le
budget. Un vieux bureau métal-
lique, une chaise sans dossier,
un téléphone de campagne. L'en-
semble de la pièce à la charme
d'un poste de garde d'une
vieille caserne française. Avec
l'indécence, le sous-préfet, M. Dia,
analyse devant nous les causes
anciennes du sous-développement.
« Les cultures d'exportation sont
un héritage du colonialisme. La
colonie était à la fois le marché
et le producteur. Ce système a été
remplacé par les coopératives
d'Etat. Vingt ans après, on se
rend compte que les coopératives
n'ont rien fait, nous avons per-
manence de formation. Aujourd'hui
l'objectif n'est plus d'avoir
des coopératives d'Etat, mais
des paysans. Seulement, on ne peut
pas faire venir le développement
de l'extérieur. Il se fait avec le
sujet qui veut se développer.
Quand on parle de cadre à cadre,
on répète, donc, qu'il n'y a rien
à faire, mais ce n'est pas le dé-
veloppement. Le paysan le voit
comme une camisole de force ».

Le sous-préfet ajoute : « L'AFDI
est une structure d'auto-encadre-
ment des agriculteurs. Elle a
essayé de régénérer les plantations
naturelles de bambous, poussé aux
expériences maraîchères. C'est
que la saison des pluies est
courte : cinq mois sur douze.
Pendant sept mois, il n'y a rien
à faire et pas de revenus. Pour
prolonger l'activité, le mari-
chage, qui était inconnu, est une
bonne chose. Mais ce n'est pas
suffisant. L'eau, par exemple, est
souvent responsable des productions
de salade, de tomates, d'oignons
pour lesquelles les paysans ne
trouvent pas la vente. Il y a

rencontré à Bloo-Cefa, déclarent-ils volontiers vouloir « colla-
borer » avec l'AFDI. Ils
sont tous deux des villageois du
projet rural de Sedhiou, le P.R.
comme on dit, financé par la
Banque mondiale. Seulement, le
développement officiel passe mal
« Ils ne sont jamais là, toujours
dans leur bureau », disent les
paysans.

L'aventure du chantier-école de
de Bloo-Cefa est exemplaire. Une
compagnie à capitaux français
avait défriché des centaines d'he-
ctares, à coup de bulldozer. Avec
château d'eau et une centrale
pour l'électricité. Ensuite, en
1965, le gouvernement sénégalais
a créé un chantier-école pour les
paysans sans terre. Celui-ci dé-
passait des subventions qui ne
sont jamais arrivées. Après le
départ des routeurs et celui des
machines du chantier-école, il ne
restait plus aucun matériel. Seul
un vieux tracteur : tous les gains
passaient en réparation. Sur 100
jeunes hommes intéressés au dé-
part par le retour à la terre, il
n'en est plus resté que 60, puis
14. Deux sont venus depuis, et
aujourd'hui 20 familles se sont
organisées. Mais comment faire
sans matériel de traction.

Au début de 1981, la saison des
pluies arrivait, un appel au
secours fut lancé à l'AFDI, qui
réussit à rassembler de quoi
financer l'achat de neuf paires
de bœufs. Aujourd'hui, il n'y a
plus de cultivateurs d'eau ni de
centrale électrique. Le tracteur
continue de rouler dans un
tas de broussailles, mais les terres
sont travaillées. Vingt familles
sont résidentes au pays. Les grands
projets de défrichage, à l'insti-
tution gouvernementale d'envergure
est substituée une petite initia-
tive locale, qui devrait durer,
grâce à un coup de pouce des
paysans de Bourgo.

Quand ils suivirent les conseils
de la Sodagri et remplacèrent
la variété chinoise habituelle de
riz par une variété recommandée
par les paysans de Medina-Komdi,
ne pensèrent pas à semer sur une
petite surface, pour faire un
essai. Résultat : les rendements
furent très mauvais. Et puis, la
société de développement avait
promis des sacs. On les attend
pour battre. En attendant les
sacs, on commençait à manger
le riz récolté.

des pertes, car l'AFDI n'a pas
pu tout reprendre. Il faut enfin
sensibiliser les paysans à consom-
mer ce qu'ils produisent, et à ne
vendre que le surplus. En en-
trainant cela, mais rien n'est
plus difficile que de changer les
habitudes alimentaires d'un pays.
Avec les jeunes, on y parvien-
dra.

Sympathique, le sous-préfet de
Bounkiling. « Pourvu qu'il ne
change pas d'affectation trop vite,
pense Jean-Noël Diouf, tous les
contacts seraient à recommen-
cer ».

Les contacts, cela paraît simple,
mais dans un pays sans téléphone,
avec de rares routes, une rencon-
tre qui demande parfois deux
jours de voyage, c'est précieux.
On vient à parler d'aide alimen-
taire : « Il en faut quand il y a
la sécheresse, mais, croyez-moi,
les récepteurs de cette aide
souffrent s'en passer. L'Etat
aussi. Nous n'appréhendons pas cette
situation d'assistance ».

C'est que, aux yeux de ceux qui
vivent dans les villages, l'aide
est bien contradictoire. Geneviève
Gillet, la technicienne agricole
française qui s'efforce de
développer la culture des plantes
médicinales, en assure : « Quand
on a persuadé les gens de faire
des efforts pour se soigner eux-
mêmes, qu'ils versent une coti-
sation solidaire pour l'effort col-
lectif, qu'ils se mettent à cultiver
des jardins, les envois gratuits
d'aliments ou de médicaments de
FUMICP dans ces villages dé-
truisent tout. Les gens ne com-
prennent plus. Sur les boîtes de
médicaments, les dosages sont in-
diqués en anglais. Personne ne le
lit. Ici, avec des expressions du
genre une cuillère à thé de ceci ou
de cela. » Dans tous les villages, on
mange avec les mains, assis en
rond autour de la bannière de riz.

« Les dérives de l'Europe »
sante, en brousse, avec une 304 et
un chauffeur. Ils demandent chez
des amis ou à l'hôtel. Pour quoi
faire ? Contrôler si les aliments
du PAM arrivent bien dans les
caisses scolaires. Et alors ? Des
fois ils arrivent, des fois non, à
nous dit le chauffeur. Voilà qui
donnera sans doute une impor-
tante contribution aux rapports
annuels sur l'état de réalisation
des programmes.

Le village de Bassat : le rituel
est identique à celui des autres
rencontres. Une table, des chaises
pour les invités, et les responsa-
bles de l'AFDI. Horaires et tem-
ps forment un demi-cercle.
Quelqu'un apporte de l'eau. Un
autre met des graines sur la
table, « pour la bouche ». Dans la

Mosquée, deux hommes prient
« Nous sommes cent soixante au
village. Ici, commente le respon-
sable du groupe AFDI, les femmes
et les hommes ont des droits
égaux. » Comme ailleurs, suit une
liste de doléances : « Nous vous
demandons, nous vous deman-
dons » du matériel, un bon puits,
des arroses.

La caste des marabouts

C'est sans bavure et sans
concession. L'AFDI ne promet
rien. Une femme vient parler :
« J'ai des tomates chez moi, mais
il faut aussi des semences. »
Jean-Noël : « L'AFDI fait une
tournée pour distribuer des grai-
nes, c'est moins coûteux que si
chacun se déplaçait. Mais si vous
avez une possibilité, il faut la
saisir. » Puis, sans transition,
« L'AFDI a dit : il faut d'abord
manger. Et si vous avez des sur-
plus, les vendre. Nous n'avons pas
les moyens de commercialiser. Les
tomates ne se conservent pas.
Aussi les groupements doivent en
faire moins. Pour les oignons,
celui qui nous a vendu les ar-
rois a promis qu'il pourrait
payer 40 ou 50 tonnes. » Le pré-
sident de l'AFDI est comme pris
d'un remords : « Aujourd'hui,
j'ai mis le costume ; mais je suis
un paysan comme vous. Si nous
venons chez moi, vous ne serez
trouvés avec une calotte déol-
rée. » Avant le départ, tous les
villageois appellent la bénédic-
tion d'Allah sur nous, les notes,
nos projets, etc. Bassat est le
premier village rencontré où gar-
çons et filles travaillent ensem-
ble, dans les pépinières.

Ainsi l'AFDI décide, selon ses
règles, selon ses normes. Les
paysans français ? « Répondre dans
la mesure de nos moyens, aux
demandes de l'AFDI. Ce n'est pas
nous qui, de Bourgo, allons
dicter les priorités ici », répond
Jacques Gillet, l'AFDI réfléchit
pendant à la manière d'ap-
porter des aides appropriées. En
projet, un séchoir solaire pour les
légumes, que les artisans pour-
raient construire sur place. Dans
les visites des villages, en par-
tenant la vie des paysans, les
agriculteurs français, pour ce
premier séchoir, auront plus app-
pris qu'ils auront apporté. Seul le
doyenne du groupe, qui a montré
comment il fallait planter les
tomates.

Il n'est encore rien apporté,
mais la venue de l'AFDI a servi

AGRICULTURE

C.E.E.

Le blocage des importations
de vins italiens

LA FRANCE DEVRA PRÉSEN-
TER SA DÉFENSE AVANT LE
19 FÉVRIER À LA COUR DE
JUSTICE EUROPÉENNE.

La Cour de justice des commu-
nautes européennes, statuant en
référé dans l'affaire du blocage
de vins italiens à la frontière
française, a demandé au gou-
vernement français de présenter sa
défense avant le 19 février. La
Cour, qui avait été saisie par la
Commission européenne, pourrait
prendre une ordonnance dès la
fin du mois.

Pour régler le différend franco-
italien, le syndicat italien des ex-
portateurs agricoles a réclamé, dans
une lettre adressée mardi 9 fé-
vrier au ministre français de
l'Agriculture, une rencontre entre
les organisations professionnelles
italiennes et françaises en pré-
sence des ministres de l'agri-
culture des deux pays.

« Le Syndicat des exploitants
agricoles de la E.F.A. », le Deut-
scher Bauernverband, s'est joint
officiellement mardi à la
F.N.S.E.A. (France) pour deman-
der au Comité des organisations
professionnelles agricoles de la
C.E.E. (COFA) d'organiser une
grande manifestation à Bruxelles
pendant les négociations des Dis-
sur la fixation des prix de la
campagne 1982-1983.

Au cours d'une conférence de
presse, le président du Deutscher
Bauernverband, M. Constantin
Von Heereman, a estimé que les
propositions de hausse de prix
garantie (8 à 9 %) de la commis-
sion européenne sont « inaccep-
tables ». Il a rappelé que le revenu
des exploitants de la E.F.A. avait
baissé l'an dernier (campagne
1980-1981) pour la troisième
année consécutive, de 12,8 % en
prix courants.

de prétexte, de catalyseur entre
l'AFDI et l'administration et ses
techniciens.

En fait, on assiste à la na-
issance d'un mouvement syndical
paysan africain qui ne dit pas
encore son nom. « On ne négocie
pas encore le prix de l'arachide,
juste comme pour les autres cul-
tures, unilatéralement par le gou-
vernement, mais à l'avenir y
aura. » Et sans s'immiscer dans
les affaires intérieures d'un pays,
les paysans français participent
à cette organisation par solidarité
paysanne, mais aussi parce qu'ils
y ont intérêt. Ne seraient-ils pas
sur ce point légèrement en avance
sur les réalisations des autres tra-
vailleurs français ? Mais la pru-
dence s'impose. L'AFDI joue avec
le pouvoir qui n'aime guère qu'on
lui démontre que la priorité
accordée à l'agriculture n'est
qu'une façade pour les auditoires
de New-York, de Genève ou de
Rome. Une autre force peut aussi
se révéler. Bienveillante pour le
moment, ayant, nous a-t-on dit,
moins de puissance en Casamance
que dans le nord du pays, la caste
des marabouts ne risque-t-elle
pas de s'inquiéter pour son avenir
quand les paysans préféreront
« s'attacher les reins » pour obte-
nir une bonne récolte plutôt
qu'enfourner un gr-gri dans la
terre ?

FIN

« Les producteurs de cham-
pignon de la Finitère ont déversé
trente mille têtes de ce légume
sur la chaussée à Cléder (Finis-
tère) mardi 9 février, afin de pro-
tester contre la baisse des cours.
Celle-ci est provoquée par un
apport massif de champignons à
la vente du fait des conditions
climatiques (gel puis redoux) qui
ont provoqué la venue prématurée
légumes et le tassement des
d'espèces normalement échou-
nées.



Monsieur Bernard de Saint-Albin, Secrétaire Général du CCMC

“Cette année, l'audioconférence nous a fait économiser 270.000 F”

CCMC est une Société de Services et de Conseil
Informatique employant 1200 personnes. Nous utilisons,
tant pour les prestations à nos clients que pour nos besoins
propres, des moyens télématiques et des systèmes bureau-
tiques puissants.

Secrétaire Général de cette compagnie, mon rôle consiste
en particulier à proposer des solutions performantes en
matière de logistique des communications. C'est une fonc-
tion capitale pour les entreprises, très préoccupées aujour-
d'hui par leur compétitivité. Un point m'a longtemps posé
un problème : les frais de déplacements.

Ainsi je me suis lancé dans des calculs détaillés. CCMC,
outre 27 agences, compte 3 établissements principaux

simple et pratique, l'audioconférence.

L'exemple du CCMC :

- Coût total annuel pour CCMC de 3 studios (lofts),
et utilisation 2 h/j 230 000 F
- Nombre moyen de participants par réunion... 7
- Coût moyen par participant et par réunion : 167 F

à Orléans, Vienne et Nancy. En raison de notre dévelop-
pement rapide nos besoins de communication interne n'ont
cessé de croître.

Fin 1979, nous avons opté pour l'audioconférence.

Un bilan complet de son utilisation sur l'exercice 1980
a montré que nous avons économisé 269 000 F sur le poste
déplacements. Les kilomètres inutiles ne doivent plus
l'énergie de nos cadres. L'information circule et les
décisions sont prises avec la participation des
personnes concernées.

Je vous conseille d'en faire autant ; vous
ne supprimerez pas tous vos déplace-
ments. Mais ceux-ci seront mieux pré-
parés et plus profitables.

Les économies réalisées
amélioreront d'autant votre
compétitivité.

URGENT Veuillez m'adresser votre dossier sur
l'audioconférence-entreprises S.V.P.
M. Adresse Tél. France Câbles et Radio
25 rue de Valenciennes
95012 Paris
203.83.25

AUDIOCONFERENCE !

Je vous conseille

CONJONCTURE

En 1981

LES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE ONT AUGMENTÉ DE 13,4 % EN MOYENNE ANNUELLE

Les prix de détail en France ont augmenté de 13,4 % en 1981 par rapport à 1980. Cette hausse calculée en moyenne annuelle par l'INSEE est inférieure à la hausse en glissement (décembre 1981 comparé à décembre 1980) qui était de 14 %.

En moyenne annuelle, l'indice INSEE s'est inscrit à 285 pour 1981 (sur la base 100 en 1979) contre 261,3 pour 1980. La hausse des prix de détail avait été de 12,5 % en 1980, de 12,5 % en 1979, de 9,1 % en 1978.

Selon le C.N.P.F.

LA REPRISE RISQUE D'ESSOUFFLER A PARTIR DE L'ÉTÉ

Dans un environnement international peu porteur, l'économie française aborde 1982 avec de nombreuses incertitudes, pesant notamment sur la fin de l'année», écrit le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière note de conjoncture.

« A court terme, il n'est pas certain que les tendances relativement favorables qui ont été observées depuis l'automne 1981 puissent se poursuivre. En effet, l'évolution de la conjoncture est marquée par des mouvements contradictoires : ainsi la reconstruction des stocks et le maintien des achats des ménages assurent une reprise de la production dans plusieurs secteurs, mais le recours aux importations en limite la portée. De même, la faiblesse des investissements, la mauvaise conjoncture dans le bâtiment et les travaux publics, la récession internationale constituent un frein à la reprise. Enfin la baisse des cours des matières premières importées est annulée par l'augmentation des coûts de transport.

« A partir de l'été 1982, se profile le risque d'un essoufflement de la reprise », poursuit le C.N.P.F. « En effet, la reconstruction des stocks sera achevée et la consommation pourrait s'essouffler (crainte du chômage, gains de pouvoir d'achat freinés). Or l'approvisionnement et l'exportation paraissent pour le moins incertains.

« A la fin de l'année, la France se trouvera donc à des échéances que l'on peut qualifier de difficiles. Le problème du financement des déficits cumulés du budget et de la sécurité sociale se posera à l'extérieur, qui s'est déjà aggravé au cours du second semestre, pourrait se creuser encore, en raison de la moindre compétitivité des produits français sur le marché national comme à l'exportation. »

ÉTRANGER

Le gouvernement espagnol met en service un vaste plan de modernisation de l'agriculture

De notre correspondant

Madrid. — Le ministre de l'Agriculture, M. José Luis Alvarez, vient d'annoncer la mise en œuvre d'un plan prévoyant des injections massives de capitaux dans le secteur rural. Ce plan prévoit, en l'espace de quatre mois, l'octroi de crédits qui atteindront au total 50 milliards de pesetas (1) (3,5 milliards de francs) avec un amortissement de dix ans et un taux d'intérêt de 7 % nettement inférieur au rythme de l'inflation. Les principales banques du pays financent l'essentiel du plan. L'Etat intervient pour bonifier les taux d'intérêt et accorder des prêts d'appoint.

Sur les 50 milliards de pesetas, 34 milliards sont destinés à l'amélioration et à l'augmentation des surfaces irriguées. Le gouvernement espère ainsi faire croître la productivité et lutter contre le plus grave des problèmes sociaux qui concernent les campagnes espagnoles : celui du chômage. En fixant de la main-d'œuvre sur les zones nouvellement irriguées (150 000 hectares), il espère créer entre cinquante mille et soixante mille postes de travail dans le secteur rural.

Cet objectif risque cependant de n'être atteint que partiellement. Les crédits destinés à l'amélioration des exploitations agricoles, en permettant une mécanisation accrue, auront pour effet d'accroître la production agricole, par-

ÉNERGIE

DU FAIT DES SANCTIONS AMÉRICAINES

L'arrivée du gaz sibérien en Europe pourrait avoir deux ans de retard

La France et l'U.R.S.S. sont parvenues à régler le problème du financement des équipements français pour le gazoduc qui acheminera, dès 1984, le gaz sibérien en Europe occidentale. Nous signalons notre correspondant par interim à Moscou. Trois banques françaises, le Crédit lyonnais, la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'Union européenne, ont en effet signé, le 9 février, à Moscou, un accord pour l'octroi aux Soviétiques d'un crédit de 140 millions de dollars remboursables en huit ans, à partir de 1985. Cet emprunt, accordé au prix du marché et sans garantie du gouvernement français, couvre 15 % du financement des équipements. Aux termes d'un accord antérieur, le Crédit lyonnais, la Banque de l'Union européenne et la B.F.C.E. avaient accordé à l'U.R.S.S. un crédit acheteur de 7,5 % sur 85 % des fonds.

Si la question du financement

est ainsi réglée, la volonté américaine de compromettre le projet continue d'inquiéter les entreprises françaises chargées de la fourniture de matériels pour le gazoduc. Le 9 février en effet, M. Olmer, sous-secrétaire américain au commerce, chargé des questions internationales, a annoncé que les Etats-Unis allaient décider « très rapidement » de l'imposition éventuelle de sanctions contre les firmes européennes impliquées dans ce projet. Parmi les sanctions à l'égard de la Washington Post avait fait état, il y a une dizaine de jours, de l'annulation des licences américaines fournies aux firmes européennes et de mesures de rétorsion à l'encontre des sociétés prises en défaut. Quant au sous-secrétaire adjoint, chargé de la défense des questions économiques, M. Stephen Byren, il a estimé que « certaines banques d'Europe occidentale pourraient se retrouver en mauvaise posture ». Jusqu'à présent l'éventualité de représailles américaines à l'encontre de firmes européennes n'avait été évoquée que par la presse outre-atlantique. Ces déclarations sont donc les premières affirmations officielles de la volonté américaine d'empêcher que les sanctions découlant de la décision Reagan ne soient tournées.

Si, en Europe, on juge peu probable que les Etats-Unis parviennent à empêcher l'exécution du contrat, en ce qui concerne les Etats-Unis, les délais stricts imposés par l'Union soviétique ne pourront pas être tenus. AEG Telefunken livrera ses cinq premières turbines de 10 MW en août 1982 et la livraison des turbines de 25 MW doit intervenir en octobre. Or elle ne disposera pas à temps des rotors entravés par la fourniture de pièces américaines General Electric.

Aussi les firmes européennes parmi lesquelles Creusot-Loire, ont-elles fait connaître à l'U.R.S.S. la difficulté qu'elles auraient à livrer à temps les 41 stations de compression et les 125 turbines nécessaires au transport de gaz sibérien vers l'Europe occidentale. Alsthom Atlantique qui a reçu commande de quarante rotors de rechange dispose du brevet GIE pour la construction de l'intégralité des turbines et de brevet HOWARD filiale de PUK pour les aillages au cobalt des ailettes de rotor. Elle estime donc être en dehors de tout embargo éventuel pour les pièces constitutives. Mais elle a une capacité de production limitée et ne peut céder ses licences.

Aussi les Soviétiques envisagent-ils le choix d'autres turbines — européennes celles-ci (Rolls Royce et Fiat) — pour les stations de compression. Mais quelle que soit la solution choisie, le retard serait au minimum de deux ans, ce qui amènerait le gaz soviétique du contrat dit « Russie 6 » en 1986 plutôt qu'en 1984.

● Cheikh Yamani n'estime pas

nécessaire une conférence extra-

ordinaire de l'OPEP. « Je pense

qu'une conférence extraordinaire

n'est pas justifiée actuellement »,

a affirmé Cheikh Yamani, le

9 février, à Abou-Dhabi, où il

venait de s'entretenir avec le

président en exercice de l'OPEP

M. Al Otaibi. « Les prix du

pétrole sont gérés jusqu'à la fin

de l'année et le réservoir à moins

d'un événement politique impor-

tant qui viendrait compromettre

la situation de l'OPEP », a-t-il

ajouté. La prochaine réunion

ordinaire de l'OPEP est prévue le

30 mai à Quito.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● A la Compagnie française d'entreprises métalliques à Gravelines près de Dunkerque (plates-formes de forage en mer pour recherches pétrolières), le site a été alloué à l'appel de la C.G.T. et les deux mille salariés n'ont pu selon la direction pénétrer à l'intérieur de l'entreprise.

● Nouvel accord dans le papier-carton. — Les syndicats C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. viennent de signer, dans la branche articles de papeterie du papier carton, un accord de réduction et d'aménagement du temps de travail applicable dès le 1^{er} février aux 16 000 salariés de ce secteur. Il s'agit d'un premier accord, concernant les 95 000 salariés de la branche production et transformation, n'ayant été que de 1985. Cette information a fait l'objet d'une douche froide sur le Bonnes.

salaires, l'attribution pour tous les salariés de la cinquième semaine de congés payés et la création d'un contingent annuel de quatre-vingt-dix heures supplémentaires.

Etranger

GRANDE BRETAGNE

● En Grande-Bretagne, la rapidité des dernières semaines, faisant craindre un durcissement de la politique gouvernementale en matière de taux d'intérêt. Selon des statistiques provisoires, l'augmentation de la masse monétaire a été de l'ordre de 1,5 à 1,75 % pendant la période de six semaines terminées le 20 janvier dernier, alors que les analystes de la City n'attendaient qu'environ 1 %. Le mois précédent, la progression n'avait été que de 0,5 %. Cette information a fait l'objet d'une douche froide sur le Bonnes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

CODES DES MONNAIES	EN MONNAIES	EN MONNAIES	EN MONNAIES	EN MONNAIES
à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat
\$ E.-U.	6,8210	6,8250	— 90	— 90
\$ can.	4,3545	4,3585	— 35	— 35
Yen (100)	2,5480	2,5520	+ 150	+ 150
DM	2,5440	2,5480	+ 70	+ 70
FF (100)	2,5140	2,5180	+ 70	+ 70
F.S. (100)	14,5000	14,5040	+ 410	+ 410
F.S. (1000)	1,1690	1,1730	+ 150	+ 150
L. (1000)	1,7940	1,7980	+ 250	+ 250
S. (1000)	11,1120	11,1160	+ 35	+ 35

TAUX DES EURO-MONNAIES

MONNAIE	31/12/81	10/1/82	10/2/82	10/3/82	10/4/82	10/5/82	10/6/82	10/7/82	10/8/82	10/9/82	10/10/82	10/11/82	10/12/82
\$ E.-U.	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
DM	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
FF (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
F.S. (100)	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8
L. (1000)	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
S. (1000)	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
F. français	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8	14 5/8

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tel qu'il était indiqué en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INDOSUEZ

Première banque française en Finlande

La BANQUE INDOSUEZ a obtenu, le 21 janvier dernier, l'agrément de la Banque d'Etat finlandaise pour installer à Helsinki une filiale à 100 % : INDOSUEZ OSAKA FINLAND.

Le capital de cet établissement sera de FIM 20 000 000 (F 20 millions).

INDOSUEZ est la troisième banque étrangère et la première banque européenne à obtenir l'autorisation de s'établir en Finlande. Elle pourra ainsi développer ses opérations dans le nord de l'Europe.

La venue d'INDOSUEZ devrait permettre de renforcer les liens économiques entre la Finlande et la France. Elle permettra, en outre, aux entreprises finlandaises avec lesquelles se filiales souhaitent établir une étroite collaboration d'avoir accès à l'ensemble de son réseau international qui couvre d'ores et déjà cinquante-cinq pays.

La direction générale d'INDOSUEZ OSAKA FINLAND sera assurée par M. Patrick Duchesne.

(1) Les contrats signés prévoient l'octroi de 2 milliards de pesetas par an de gaz soviétique.

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du groupe

réalisé au cours du quatrième tri-

trimestre 1981 s'élève à 1 332 mil-

lions de francs T.T.C. et à 1 312 mil-

lions de francs hors taxes.

L'année 1981 témoigne d'un net

progrès de l'activité. Les travaux

exécutés par le groupe ont repré-

senté 5 055 millions de francs T.T.C.

(montant global : 4 920), soit 5 470 mil-

lions de francs hors taxes (total

1980 : 4 187).

Le volume des travaux restant à

exécuter au 31 décembre 1981 at-

teint quatre milliards et demi de

francs. Les résultats nets consolidés

de l'exercice 1981 seront de l'ordre

de 4 % du chiffre d'affaires comme

cela avait été prévu.

Il est rappelé que l'opération

d'absorption gratuite d'une action

pour cinq anciennes a commencé le

2 février.

PHILIP MORRIS

INTERNATIONAL

M. Hamish Maxwell, Président de

Philip Morris International à New-

York, a annoncé la formation de

deux nouvelles régions Philip Mor-

ris :

— L'une couvrira la Communauté

Économique Européenne ;

— L'autre, les pays membres de la

zone de libre échange, l'Europe de l'Est,

le Moyen-Orient et l'Afrique.

Le volume des affaires de Philip

Morris International en Europe de l'Est,

du Moyen-Orient et de l'Afrique,

représente 10 % du chiffre d'affaires

total de la société. M. E. William Murray,

Directeur Général de Philip Morris International, Le siège

central des deux régions restera à Lau-

zanne en Suisse.

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES

Banco di Roma

Banco Hispano Americano

Commerzbank

Situation au 5 janvier 1982

La situation du 5 janvier 1982

s'élève à 479 751 millions

contre 451 880 millions au 1^{er}

décembre 1981. Au passif, les

Comptes d'Institution d'Émission,

Trésor Public, Comptes Courants

Postaux se chiffrent à 24 915

millions de francs et les comptes

de Banques, Organismes et Éta-

blissements Financiers à 183 082

millions de francs. Les ressources

fournies par la clientèle totalisent

177 992 millions de francs. A l'ac-

tif, les comptes de Banques, Or-

ganismes et Établissements Fi-

nanciers s'élèvent à 184 888 mil-

lions de francs, les crédits à la

Clientèle à 178 702 millions de

francs et les comptes ordinaires

débiteurs de la Clientèle à 21 210

millions de francs.

SIMCO

Le montant des toyers émis par

la société au cours des quatre tri-

trimestres 1981 s'élève à 1 125 210

F 123 028 855 contre F 114 725 210

pour les quatre trimestres de 1980.

Ce montant ne tenant pas compte des indamnités compensa-

trices dues par l'Etat.

DEVIENT MAJORITAIRE

CHEZ GARNACHE-CHIQUET

Le 1^{er} février 1982, le groupe fami-

lial fondateur de l'entreprise fran-

çaise d'outillage « Etablissements

Garnache-Chiquet et Fils » a cédé à

FACOM S.A. sa participation majori-

taire dans cette société.

Les établissements Garnache-Chi-

quet et Fils, fondés en 1890, spécia-

listes du tournage pour toutes

applications, sont installés à Arbois

(Jura) où ils emploient une cin-

quantaine de personnes. Leur dernier exer-

cice social, clos le 30 septembre der-

nier, a enregistré un chiffre d'affaire

hors taxes de 35,2 millions de francs

et s'est soldé par un bénéfice net

comptable de 2,5 millions de francs.

Par cette prise de contrôle,

FACOM S.A. conforte ainsi sa position

de premier producteur européen

d'outillage à main.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT

EN FÉVRIER !

VOTRE PEUGEOT 82 MOINS CHÈRE

RACHAT DE VOTRE VOITURE PLUS CHER

M. JOEL - Tél. : 766-02-44

En R.F.A.

LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 0,9 % EN JANVIER

En R.F.A., les prix de détail ont augmenté de 0,9 % en janvier contre 0,3 % en décembre (1). Par rapport à janvier 1981, c'est-à-dire en un an, le taux d'inflation est de 6,3 %.

La hausse des prix de détail est traditionnellement forte en janvier. Il y a un an, à la même époque, elle avait été de 8,8 %.

(1) Ce résultat définitif est publié dix jours après une première estimation qui tablait sur une hausse de 1 % en janvier.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 février 1982

11 février 1982

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 FÉVRIER

Nouvelle baisse du 4 1/2 % Marché irrégulier

L'événement mardi à la Bourse de Paris a été une fois encore constitué par la forte baisse de la rente 4 1/2 % 1973 (-3,9 %) qui, en l'absence de quinquante heures, a perdu 8 % de sa valeur. La cotation du titre comptant a, quant à elle, été interminable. Beaucoup s'interrogeaient sur cette chute apparemment inexplicable, d'autant que le napoléon, sur lequel la rente est indexée, était remonté un demi-heure auparavant, au voisinage de 400 F. En fait, le phénomène est dû à des rumeurs qui ont mesuré au fil de la valeur de reprise théorique du 4 1/2 % 1973 sa situation à 1981 F, pour un cours moyen du napoléon de 679 F. L'alignement est donc encore bien loin de se faire, mais il faudrait encore, pour que l'événement se produise, que la pièce française soit maintenue à son niveau actuel et que les clients ne soient pas tentés d'acheter des titres de rente pour leurs clients avec des droits de mutation à régler.

Sur le marché des actions proprement dit, quelques ventes bénéficiaires se sont produites. La tendance à l'irrégularité a été ainsi plus marquée, avec un peu plus de baisses que de hausses, de sorte que, à la clôture, l'indicateur instantané s'inscrivait à 0,6 % en dessous de son précédent niveau.

Autour de la corbelle, les propos tenus la veille par le premier ministre sur la nécessité de développer l'épargne placée en valeurs mobilières pour financer l'investissement faisaient l'objet de

Dans le sillage du dollar, la devise-titre s'est tendue : 7,36 F-7,39 F, contre 7,22 F-7,35 F.

Effrètement de l'or, à Londres, avec l'once de métal jaune à 378 dollars (- 1,75 dollar) et à Paris avec le lingot à 73 390 F (- 105 F). Le napoléon a regagné 5 F à 398 F dans un marché sans vie.

LA VIE DE

CRÉDIT DU NORD. — Bénéfice net pour 1981 : 85,5 millions de francs (dont 14,8 millions de plus-values à long terme) contre 62 millions compte tenu d'une moins-value à long terme de 18,6 millions. Le bénéfice net du groupe atteint 111,6 millions de francs contre 91,5 millions. Dividende global : 9 F contre 7,50 F.

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARINBERNIER. — Bénéfice net pour 1981 : 35,03 millions de francs contre 30,44 millions.

LES COMPTES D'EXPLOITATION D'AUTOMOBILES PEUGEOT SONT

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

Valours françaises	111,8	110,8
Valours étrangères	107,9	107,3

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	98,4	98,2
----------------------	------	------

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets échus de 10 frs.....	145/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	9/2	10/2
1 dollar (en yens)	236.75	236.10

1. Unemployment (all years)	238,75	236,10
--	--------	--------

NEW-YORK

Toujours déprimé

Toujours déprimé par la crainte d'une rapide répescade des taux d'intérêt, le New York Stock Exchange s'est encore un peu alourdi mardi. Mais le marché a néanmoins, cependant pas revêtu l'ampleur qu'il avait pris la veille, du moins mesuré en termes d'indicateurs, et une très légère reprise, si même produite en cours de séance. Mais elle ne déboucha à la fin qu'en un résultat nettement négatif, qui limita les pertes, de sorte qu'à la clôture, le Dow Jones, qui sortait enrobé d'un optimisme de 2,55 tritelles enregistrait un modeste retrait de 2,85 points à 830,57. Au plus haut de la journée, il avait atteint la cote 838,47 et au plus bas 824,11. Il reste que le Dow se situe désormais à son niveau le plus bas depuis le 12 novembre 1981 et que, par ailleurs, le nombre de titres vendus (1,65) est très supérieur à celui des hausses (394). Au total 1 964 valeurs ont été traitées.

Certains analystes affirmaient que Wall Street pourrait, durant quelques jours, tester le seuil bas atteint par le Dow Jones, pour ensuite se redresser, aidé en cela par des facteurs techniques. Mais cet avis n'est pas partagé par tous.

[illegible]

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT DU NORD. — Bénéfice net pour 1981 : 85,5 millions de francs (dont 14,8 millions de plus-values à long terme) contre 62 millions compte tenu d'une moins-value à long terme de 18,6 millions. Le bénéfice net du groupe atteint 111,6 millions de francs contre 91,5 millions. Dividende global -9 F contre 7,50 F.

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARINBERNIER. — Bénéfice net pour 1981 : 35,03 millions de francs contre 30,44 millions.

LES COMPTES D'EXPLOITATION D'AUTOMOBILES PEUGEOT SONT

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

Valours françaises	111,8	110,8
Valours étrangères	107,9	107,3
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	98,4	98,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets échus de 10 fr.	14 5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	9/2	10/2
1 dollar (en yens)	236.75	236.10

1. Unemployment (all years)	238,75	236,10
--	--------	--------

FORMES 1980-1981. — Née du regroupement de Peugeot et de Talbot, la société Peugeot-Peugeot Talbot devra, à l'expiration proprement dite, de son contrat, prendre en compte les soutiens très lourds aux filiales étrangères et le coût du dégroupement du groupe de l'Argentine (1 milliard de francs), dégager pour 1981 un résultat positif de moins de 1 milliard, a annoncé mardi 5 février, M. Jean Bollot, président de la Peugeot-Peugeot Talbot. Le résultat de l'ensemble Peugeot-Talbot ne son globalement guère brillant, avec une baisse de 10,9 % des ventes totales, réparties entre la France (— 16,5 %) et l'exportation (— 5,6 %), mais, au fil de l'année écoulée, un redressement lent mais continu s'est fait sentir, et les ventes ont progressé de 5,3 % (contre une chute de 22,2 % au premier trimestre), et la part du marché d'Automobiles Peugeot est passée de 18,6 % au début de l'année à 19,6 % à la fin de 1981. De même à l'exportation, la firme de Sochaux souligne que la baisse de 3,3 % des expéditions (due uniquement aux contreparties américaines de la Talbot) a été compensée par une différence à la baisse subie par Renault (— 13,4 %) et à la mouvance française (— 9,2 %).

BOURSE DE PARIS Comptant 9 FEVRIER

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
% du m.	% du coupon	Cours pfc.	% du m.	% du coupon	Cours pfc.	% du m.	% du coupon	Cours pfc.	% du m.	% du coupon	Cours pfc.	% du m.	% du coupon	Cours pfc.
123 %	24 80	1 086	Duguesne	114	116	Hedelle S.A.	15 30	16	Étrangères					
15 %	0 122	1 086	Dufrenoy S.A.	151	160	Hedelle S.A.	105	104 50						
15 %	1 186	1 186	Dufrenoy S.A.	456	456	Hedelle S.A.	67	67	A.E.G.	118	118	185	185	
17 178	1 178	1 178	Dufrenoy S.A.	118	118	Hedelle S.A.	421	421	Alco	400	400	1 800	1 800	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	220	220	Hedelle S.A.	337	337	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	406	406	Hedelle S.A.	822	822	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	215	215	Hedelle S.A.	91 40	91 40	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	248	248	Hedelle S.A.	106	106	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	6	6	Hedelle S.A.	128	128	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1705	1080	Hedelle S.A.	228	226	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	226	226	Hedelle S.A.	30 10	30 10	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	900	900	Hedelle S.A.	150	150	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	457	460	Hedelle S.A.	72	72	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	160	167	Hedelle S.A.	30 30	30 30	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	320	325	Hedelle S.A.	117 50	117 50	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	233	233	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	310	307 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	167	169 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1159	1159	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	305	296	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	161	161	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	72	72	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	880	880	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	195	200	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	4 80	4 85	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	78	76 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	131 80	131 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	313	313	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1380	1380	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	152	152	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	342	36 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1200	1210	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	105	106	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	22 10	22 10	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	123 50	123 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	195	196	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	135	136	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	480	480	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	255	255	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	316	316 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	350	350	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	678	678	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	642	647	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1530	1616	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	183	182	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	323	327	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	65	63 20	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	141	140	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	108	112 30	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	264	264	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	266	266	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	248 50	248 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	98	94 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	34 50	34 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	41 80	42 28	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	93	93	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	121	121	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	86 20	86 20	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	180	181	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	225 50	225 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1222	1222	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	218	220	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	81 80	81 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	313 20	313 20	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	198	197	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	1010	1019 10	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	91 70	91 70	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	82 80	82 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	271	286	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	168 50	168 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	62 50	62 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	91 80	91 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	314	318	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	26	26	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	298	298	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	261	261	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	127	128	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	143	143	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	371	378 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	167	167	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	223 80	223 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	140	141	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	58 20	58 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	48	48	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	293	293	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	25 50	25 50	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	180	180	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	27 30	26 80	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	593	570	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	290	290	Hedelle S.A.	228	228	Alco	800	800	380	380	
Emp. 76 15 97	37 30	1 475	Dufrenoy S.A.	222	222	Hedelle S.A.								

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

